

DUKE
UNIVERSITY



LIBRARY



Digitized by the Internet Archive
in 2018 with funding from
Duke University Libraries

<https://archive.org/details/biographie01thib>

MÉMOIRES

Tirage à 250 exemplaires, papier vergé.

n° 232

A. C. THIBAudeau



P. J. DAVID
1862

A. C. THIBAudeau

BIOGRAPHIE

MÉMOIRES

1765 — 1792

PARIS

H. CHAMPION, libraire de la Société de l'Histoire de Paris et de
l'Isle-de-France, 15, quai Malaquais.

NIORT (*Deux-Sèvres*)

L. CLOUZOT, librairie poitevine ancienne et moderne.
22, rue des Halles.

1875

1930

Baronnet Coll. Lib.

En ch.

923.244
T424B

Parmi les papiers laissés par THIBAudeau se trouvent entre autres un cahier entièrement écrit de sa main et portant ce titre : Ma Biographie, ainsi qu'un autre, intitulé : Mémoires avant ma nomination à la Convention.

Il nous a paru intéressant de publier la vie de ce grand citoyen, écrite et commentée par lui-même, et la première partie, jusqu'ici inédite, de ses Mémoires.

Le texte des manuscrits originaux a été scrupuleusement respecté; nous avons seulement cru devoir y ajouter quelques notes ou pièces inédites et compléter la biographie, depuis le moment où elle fut rédigée jusqu'à la mort de l'auteur.

Nous avons également donné la bibliographie des biographies de THIBAudeau qui nous sont connues, ainsi que celle de tous ses ouvrages publiés.

MA BIOGRAPHIE

THIBAudeau (Antoine-Claire), né à Poitiers le 23 mars 1765. Dans cette ville, deux carrières étaient ouvertes à la bourgeoisie : l'Eglise et le Palais. Son père, avocat distingué, le destina au barreau et lui donna cette direction.

Dans les familles nombreuses, comme la sienne, l'éducation physique de la jeunesse roturière de province était, pour ainsi dire, abandonnée à deux grands maîtres : la nature et la nécessité. Ignorant le luxe, ses commodités et ses besoins factices, le jeune homme s'accoutumait dès l'enfance à une vie frugale, austère, laborieuse, et à employer ses facultés physiques et intellectuelles. C'est à cette école que Thibaudéan puisa l'indépendance, la fermeté, l'égalité de caractère, la hardiesse

d'esprit et la philosophie stoïque qui le distinguèrent dans toutes les vicissitudes de sa longue vie.

Bien que, dans ses études classiques, il fût au premier rang, son éducation scientifique ne fut pas aussi heureuse. Excepté le collège où l'on n'enseignait que le latin, la philosophie scolastique, excepté l'école de droit, Poitiers était dépourvu de moyens d'instruction, et dans les plus obscures ténèbres.

En 1787, âgé de 22 ans, Thibaudeau fut reçu avocat et débuta au barreau. L'existence pacifique de l'ordre judiciaire était alors livrée à de graves perturbations. De hautes questions politiques agitaient les esprits. La France ressentait les premières secousses d'un grand ébranlement.

Thibaudeau père fut nommé successivement procureur-syndic de l'Assemblée provinciale et député du Tiers-Etat aux Etats généraux. Désirant ardemment d'assister au spectacle nouveau et imposant qui se préparait, Thibaudeau accompagna son père à Versailles. Il partagea son temps entre cette ville et Paris; il suivit assidument les séances de l'Assemblée nationale; il fut témoin des principaux événements de cette époque. Il embrassa avec enthousiasme la cause de la Révolution.

Après la translation de l'Assemblée nationale à Paris à la suite des journées des 5 et 6 octobre, il retourna à Poitiers où il reprit l'exercice de ses fonctions d'avocat. Mais la politique lui fit négliger le barreau. Il trouva ses concitoyens extrêmement arriérés. Il établit une société patriotique, il en fut d'abord presque exclusivement l'orateur. Ses études politiques avaient été fort incomplètes. Mais les six mois qu'il avait passés à Versailles et à Paris, les savantes et magnifiques discussions auxquelles il avait

assisté, les grands événements dont il avait été témoin, les relations qu'il avait eues avec des orateurs et des publicistes distingués, étaient un enseignement propre à éclairer l'esprit, à agrandir les idées, à élever l'âme. La société patriotique fit de rapides progrès, améliora l'esprit public et assura le triomphe de la Révolution à Poitiers.

Thibaudeau, comme député de la garde nationale, assista à la Fédération générale du 14 juillet 1790 à Paris. Dès qu'il eut atteint l'âge de vingt-cinq ans fixé pour l'exercice des fonctions publiques, ses concitoyens le nommèrent successivement substitut et procureur de la commune. Il exerça ces fonctions jusqu'à ce qu'il fût élu député à la Convention nationale. Il n'était nullement préparé à cet honneur, il ne l'avait pas ambitionné, il n'y avait pas pensé, il en fut plus effrayé que satisfait. Il partit pour Paris, persuadé, dans la candeur de son âme, que dans l'espace de six mois au plus, la Convention aurait prononcé sur le roi, établi la République, refait la constitution, assuré au moins la paix intérieure, et que les députés reviendraient dans leurs départements recueillir les bénédictions de leurs concitoyens.

Il siégea à la Montagne, entraîné par des députés de son département à l'Assemblée législative, par l'énergie des opinions républicaines et de l'action révolutionnaire. Acteur sur un grand théâtre, en présence d'une grande nation et de l'Europe, il sentait vivement ce qui manquait à son instruction ; il était effrayé de son inexpérience et de sa portion de responsabilité ; il n'osait se mesurer avec des orateurs du premier ordre ; il craignait d'être confondu dans la tourbe des parleurs ; il trouva plus prudent et plus facile de se taire. Il vota et ne parla presque pas.

Siéger à la Montagne et ne pas aller aux Jacobins, cela paraissait un contre-sens. Plusieurs de ses collègues voulurent l'y entraîner : il résista opiniâtrement et n'y mit jamais le pied. Simple citoyen, il avait fondé un club dans sa ville natale; lorsque sa voix eut de l'influence sur les affaires d'état, il se fit une loi de conserver son indépendance. Cette résolution rendit son patriotisme suspect et ne contribua pas peu à lui susciter, dans la suite, des persécutions.

Dans le procès de Louis XVI, il vota, sur toutes les questions, avec la majorité.

Par décret du 10 mai 1793, il fut envoyé avec son collègue Creuzé (Pascal), comme représentant du peuple à l'armée des côtes de la Rochelle. Cette mission avait pour objet d'organiser les moyens d'éteindre la guerre de la Vendée. Il y avait, dans les départements de l'Ouest, quinze ou vingt représentants chargés de la même mission et qui ne s'entendaient guère. L'armée se ressentait de leurs divisions; c'était de l'anarchie.

Les journées des 31 mai, 2 et 3 juin 1793 avaient soulevé la majorité des administrations départementales. Il ne s'agissait de rien moins que de réunir une assemblée à Bourges, d'organiser une armée départementale et de marcher sur Paris. L'administration départementale de la Vienne donna dans ce projet, malgré la résistance de Thibaudeau père, procureur général syndic. Le représentant Thibaudeau était à Niort; il déplorait les événements du 31 mai, mais comme membre de la Convention, il ne pouvait approuver une insurrection contre elle, et il prévoyait qu'elle serait fatale à ses auteurs. Il accourut à Poitiers et obtint de l'administration départementale le rapport de la décision imprudente qu'elle avait

prise. Les administrateurs ne furent pas moins compris dans les poursuites dirigées ensuite contre la faction du fédéralisme. Thibaudeau fut rappelé. On ne put pas lui reprocher d'avoir porté la moindre atteinte à la fortune et à la liberté de personne. En partant de Paris, il avait reçu 10,000 livres en assignats pour frais de mission; ils s'élevèrent pour lui et son collègue à 2,355 livres, et il rendit le surplus.

Alors commença le règne de la Terreur. La famille de Thibaudeau en fut une des premières victimes. Son père, son beau-père, ses frères, ses parents, ceux de sa femme furent arrêtés. C'était lui qu'on voulait atteindre. Il fut l'objet d'odieuses dénonciations. En vain il essaya, à la tribune et auprès des comités, d'obtenir justice des persécutions exercées dans son département contre sa famille et une foule de patriotes, sa voix fut étouffée; il fut partout repoussé, et on lui fit entendre que ce qu'il avait de mieux à faire pour sa propre sûreté, c'était de garder le silence. Sa position devint extrêmement pénible et périlleuse. Participer à la Terreur qu'il était loin d'approuver et qui le menaçait lui et les siens, c'eût été une insigne lâcheté. Boudier, s'isoler, se donner un air de mécontent, c'était courir à une perte certaine. Thibaudeau s'occupa d'instruction publique. L'éducation commune avait beaucoup de partisans. Le Pelletier de Saint-Fargeau en avait présenté un plan. Le Comité de Salut public l'avait adopté. Robespierre l'avait soutenu à la tribune. Deux fois le Comité d'instruction publique l'avait proposé. Deux fois Thibaudeau le combattit : il fut rejeté. La Convention l'adjoignit au Comité. Il se livra entièrement à ces divers travaux. Il rédigea une instruction pour les écoles établies sur les vaisseaux; elle fut adoptée par la

Convention et envoyée dans tous les ports. Il rédigea ensuite un *Recueil des actions héroïques et civiques des Républicains français* dont la Convention ordonna l'envoi dans tous les départements, pour être lu publiquement les décadis.

Le 9 thermidor changea entièrement la position de Thibaudeau. Délivré de la Terreur qui pesait sur la France, sur sa famille et sur lui, il commença à jouer réellement un rôle actif. Il publia l'histoire du Terrorisme dans le département de la Vienne. Bien que particulière à ce département, c'était un tableau dont les principaux traits étaient applicables à toute la France.

Thibaudeau resta dans le Comité d'instruction publique. Il prit une grande part à l'établissement et à l'ouverture du Musée des arts, au Louvre. C'est sur son rapport que furent décrétés l'agrandissement et l'organisation du jardin de botanique de Paris, sous le nom de Muséum d'histoire naturelle. Il participa assidûment à tous les travaux de la Convention. Il attaqua la loi du 17 septembre, dite des suspects, qu'on appliquait encore deux mois après le 9 thermidor, et la loi du maximum qui prolongeait la disette. Il provoqua la révision de toutes les lois ultra-révolutionnaires. Il fit comprendre Thomas Payne dans le décret qui rappelait dans la Convention les soixante-treize députés proscrits après le 31 mai.

Thibaudeau fut élu Président de la Convention le 16 ventôse an III (6 mars 1795).

Effrayée de la concentration du pouvoir avant le 9 thermidor, la Convention le dispersait. Pour éviter la tyrannie, on tombait dans l'anarchie. Les terroristes demandaient la mise en activité de la Constitution de 93 ; c'était le code de la démagogie. La Convention n'en

voulait pas ; on opposait qu'il fallait d'abord faire les lois organiques ; personne encore n'osait l'attaquer ouvertement. Thibaudeau en fit une critique sanglante. En attendant que la Convention prît un parti, il proposa une organisation du Gouvernement révolutionnaire qui lui donnât plus de ressort. Son système consistait à laisser tous les pouvoirs dans l'Assemblée et à en séparer l'exercice. Il osa dire que l'ancien Comité de Salut public aurait été une bonne institution, s'il n'avait pas eu droit de vie et de mort sur tous les citoyens et sur la Convention. Mais elle craignait toujours que le pouvoir ne fût trop fort. Les idées de Thibaudeau furent amendées et dénaturees. Les choses restèrent à peu près dans le même état.

Le 9 thermidor les complices de Robespierre lui avaient porté les premiers coups, pour sauver leurs têtes qu'il menaçait. Mais loin d'abjurer son système, ils prétendaient le continuer. D'un autre côté, la réaction, inévitable après une longue oppression, les poursuivait eux et le système, et attaquait jusqu'à la Révolution. Deux partis se trouvaient en présence et se faisaient une guerre acharnée. Etranger aux excès de la Terreur, Thibaudeau aurait désiré que la Convention tint d'une main ferme le terrorisme et la réaction ; c'était impossible. La Convention faisait le procès aux représentants complices de Robespierre. D'abord sur la défensive, les terroristes attaquèrent et mirent en mouvement les faubourgs. Dans les journées de germinal et de prairial, la Convention fut envahie et momentanément dissoute. Thibaudeau montra courage et fermeté au fauteuil de la présidence et à la tribune ; il se prononça avec vigueur contre les terroristes et pour les mesures énergiques adoptées contre eux.

Thibaudeau fut nommé membre du Comité de sûreté générale. Les attributions de ce Comité n'avaient aucun attrait pour lui. Il n'y parut qu'un moment, et opta pour la Commission des Onze à laquelle il fut élu. Instituée pour faire les lois organiques de la Constitution de 93, elle la mit tout de suite de côté, et résolut de faire une nouvelle constitution. Lorsqu'elle fut soumise à la discussion de l'Assemblée, Thibaudeau parla plusieurs fois pour soutenir quelques-unes de ses dispositions ou pour en attaquer d'autres. Il se prit corps à corps avec un organisateur célèbre, Sieyès. Nommé à la Commission des Onze et au Comité de Salut public, il avait opté pour le Comité et refusé de prendre part aux travaux de la Commission. La discussion de la Constitution était déjà avancée lorsque Sieyès proposa à la Convention sa *Jurie constitutionnaire*. Elle trouva des partisans et des défenseurs dans la Commission et dans l'Assemblée. Les principales dispositions de son projet se sont trouvées depuis dans la Constitution de l'an VIII. Thibaudeau l'attaqua vivement, comme une superfétation inutile et dangereuse. La Jurie constitutionnaire fut rejetée presque à l'unanimité.

Thibaudeau fut nommé membre du Comité de Salut public (15 fructidor).

On imputait la ruine de la Constitution de 1791 à la retraite de l'Assemblée constituante sans l'avoir essayée. Par ses décrets des 5 et 13 fructidor, la Convention décida que les deux tiers de ses membres resteraient dans les Conseils législatifs. Il se fit alors un revirement dans les partis. Les royalistes qui avaient secondé la Convention pour abattre le terrorisme attaquèrent violemment ses décrets et lui déclarèrent la guerre. Les Jacobins se ral-

lièrent à elle et lui offrirent leurs services. Il se forma une alliance entre eux et les chefs thermidoriens. Dans la lutte qui s'éleva entre les Sections et l'Assemblée, et qui se termina par le combat du 13 vendémiaire, Thibaudeau fut constamment sur la brèche contre les sectionnaires.

A peine délivrée des royalistes, la Convention eut à se défendre des Jacobins et des chefs thermidoriens réunis, Barras et Tallien. Ils voulaient s'emparer de la victoire, casser les élections, ajourner la Constitution, et continuer le gouvernement révolutionnaire. Cette nouvelle réaction faisait de rapides progrès. Thibaudeau s'y opposa de toutes ses forces dans l'Assemblée et dans le Comité de Salut public. Une Commission de cinq membres fut nommée pour présenter des mesures de Salut public ; Tallien en était membre. Le 1^{er} brumaire, Thibaudeau apprit que la Commission allait proposer de casser les élections et d'ajourner la Constitution. Il résolut de la prévenir ; il monta à la tribune, dénonça la Commission et ses projets, en déroula les fatales conséquences, attaqua personnellement Tallien, réveilla l'Assemblée de la torpeur où elle était tombée, lui rendit toute son énergie et fit avorter tous les plans du parti révolutionnaire. Dans cette séance Thibaudeau dit : « Je serai toujours la *barre de fer* contre laquelle viendront se briser les complots des factieux. » Le nom lui en resta.

Thibaudeau fut élu au Conseil des Cinq Cents par trente-deux départements (1) ; il opta pour celui de la Vienne.

(1) Cantal, Charente, Charente-Inférieure, Cher, Côte-d'Or, Dordogne, Eure-et-Loir, Finistère, Gard, Gironde, Indre, Jura, Loire, Loire-Inférieure, Lot, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Manche, Meurthe, Meuse, Montblanc, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Bas-Rhin.

A la première formation du bureau, il fut nommé un des secrétaires.

La mise en activité de la Constitution n'avait pas éteint les partis. Elle avait toujours pour ennemis les Jacobins et les Royalistes. Les élections du nouveau tiers, faites en haine de la Convention, avaient amené des royalistes dans les Conseils législatifs. Les Conventionnels y avaient la majorité; ils composaient le Directoire; le Gouvernement leur paraissait donc assuré. Mais ils étaient divisés. Les uns tenaient rigoureusement à l'exécution de la Constitution et formaient le parti constitutionnel; le nouveau tiers leur prêtait souvent son appui. Les autres, anciens jacobins, ou thermidoriens reconciliés avec eux, conservaient les principes et l'allure révolutionnaires. Le Directoire avait de la sympathie pour eux. Ces partis étaient politiques; il en existait un, dit les *Anarchistes*, qui voulait bouleverser entièrement l'ordre social. Il se réunissait publiquement au club du Panthéon. On y prêchait le retour de la Constitution de 93, la terreur et les massacres. Ce parti comptait dans les conseils législatifs quelques adhérents, mais en petit nombre.

Thibaudeau était un des membres les plus ardents, un des chefs les plus influents du parti constitutionnel. Il fut regardé comme royaliste par le parti révolutionnaire avec lequel il était en hostilité ouverte depuis le 9 thermidor. Avant la nomination de ses cinq collègues au Directoire, il n'avait pas eu de relations intimes avec eux. Il crut devoir s'abstenir de les fréquenter pour conserver son indépendance.

Haute-Saône, Saône-et-Loire, Seine, Seine-Inférieure, Deux-Sèvres, Vendée, Vienne. C'est le plus grand triomphe parlementaire que l'on puisse citer.

Il s'opposa à la création d'un ministre de la police proposé par le Directoire. Regardant les serments politiques comme une garantie illusoire et une source de parjures, il combattit une résolution qui imposait aux fonctionnaires le serment de haine à la royauté. Le Directoire proposa ensuite d'étendre cette obligation aux électeurs; Thibaudeau renouvela son opposition et fournit un nouveau prétexte à l'accusation de royalisme.

La Convention avait rendu *in extremis* la fameuse loi du 3 brumaire, qui excluait des fonctions publiques les parents des émigrés. Thibaudeau l'avait combattue comme inconstitutionnelle et avait prédit qu'elle serait un brandon de discorde. Sa prédiction se réalisa : elle fut souvent attaquée et défendue avec une égale chaleur, et rapportée après les élections de l'an V. Thibaudeau la combattit constamment, ne voulant pas que le régime constitutionnel eût ses suspects, ni la République ses flotes.

Cette ligne de conduite lui mérita les suffrages de la majorité du Conseil qui le nomma président (2 ventôse an IV). Elle lui aliéna plus que jamais le parti révolutionnaire. Cependant, en même temps qu'il ne voulait pas que les parents d'émigrés fussent privés de leurs droits civiques, Thibaudeau se montrait irréconciliable avec l'émigration. La révision des lois sur les émigrés était poursuivie vivement par les royalistes; il la regardait comme intempestive et dangereuse, et s'y opposa constamment et avec succès.

La France et les grands pouvoirs de l'État étaient vivement préoccupés de la conspiration de Babeuf qui venait d'être découverte. A propos d'un incident qui s'éleva au Conseil des Cinq Cents, Tallien attaqua le ministre de la

police, dénonça les excès commis par les royalistes, une nouvelle réaction préparée depuis trois mois contre les patriotes. Répondant à Tallien, Thibaudeau dit qu'il allait à son tour signaler la véritable réaction, celle de la faction à laquelle appartenaient les conjurés qu'on venait de saisir. Il rappela tous les excès de la Terreur, tous les efforts faits par les thermidoriens pour prolonger le gouvernement révolutionnaire. Il déroula les projets anarchiques de Babeuf; il repoussa les déclamations par lesquelles on cherchait à donner le change sur les véritables dangers et à sauver de grands coupables. Il protesta que jamais la Terreur ne règnerait en France. « Non, non, jamais », s'écria unanimement l'Assemblée, sur laquelle ce discours fit la plus profonde impression. Ce fut le pendant de la séance du 4^{er} brumaire, an IV, à la Convention, où Thibaudeau avait attaqué Tallien.

Pendant dix-huit mois, malgré les convulsions du régime révolutionnaire, le gouvernement constitutionnel s'était établi et avait marché. La situation intérieure de la République s'était notablement améliorée; au dehors elle était glorieuse. Les royalistes dominèrent dans les élections de l'an V; elles remirent tout en problème. Un tiers de Conventionnels sortit des Conseils législatifs; ils se composèrent de deux tiers d'hommes nouveaux. Alors, trois partis s'y formèrent: les constitutionnels, les royalistes, le parti révolutionnaire et du Directoire. Les constitutionnels avaient perdu; les royalistes s'étaient renforcés, ils avaient un club dit de Clichy; cependant, les partis constitutionnel et du Directoire réunis, avaient la majorité. Les constitutionnels étaient les Feuillants de l'époque, et dans la plus mauvaise position. Le Directoire les confondait avec les royalistes. Thibaudeau ne resta pas

moins fidèle au parti constitutionnel, ne mit pas le pied à Clichy, et défendit le régime constitutionnel contre les atteintes qui lui étaient portées par les royalistes et le Directoire.

Il n'avait pas précisément de spécialité et s'occupait indistinctement de toutes sortes de sujets. Il n'avait aucune vocation pour les finances. Elles étaient, entre les Conseils et le Directoire, une source de discordes qui favorisait le désordre. On dénonça les opérations d'une compagnie d'agiateurs sous la raison Dijon qui avait abusé d'un traité passé avec le trésor. Des influences puissantes voulaient étouffer cette affaire. Elle était très-compiquée. Thibaudeau l'examina dans tous ses détails, dévoila des malversations préjudiciables au trésor et demanda la suspension des Commissaires de la Trésorerie et que le Directoire fût chargé de faire poursuivre les coupables devant les tribunaux. Thibaudeau eut contre lui la Bourse, les agiateurs, de belles dames et le Directoire. L'affaire traîna en longueur. Le 18 fructidor l'étouffa.

Incessamment attaqué par le parti royaliste, le Directoire se mit en défense, en attendant qu'il prit l'offensive. En opposition au club de Clichy, il établit le Cercle constitutionnel. On y remarquait Benjamin Constant, ami de Madame de Staël, et Talleyrand qu'elle avait fait rentrer en France et introduit à la cour de Barras. La majorité du Directoire fit scission avec deux de ses membres : Barthélemy, royaliste, et Carnot, constitutionnel ; il changea ses ministres pour en choisir de plus dévoués et nomma Talleyrand ministre des relations extérieures. Alors le Directoire appela les armées à son secours. Elles répondirent par des adresses d'adhésion à sa politique. L'armée d'Italie surtout, électrisée par Bonaparte, déclara la guerre

aux royalistes à Clichy et les menaça de marcher contre eux. Des paroles on en vint aux faits. Des corps considérables de l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par Hoche, se dirigeaient sur Paris et franchissaient les limites constitutionnelles. Dans les Conseils, l'irritation fut à son comble. Les propositions, les accusations contre le Directoire se succédèrent. Il répondit par un message; quant au mouvement des troupes, que leur destination était Brest, et que leur marche avait été arrêtée; quant aux adresses, qu'il déplorait les circonstances qui les avaient produites; il rappelait ces circonstances, c'était une accusation contre les royalistes. Ce message fut renvoyé à une Commission dont Thibaudeau était membre et fut nommé rapporteur.

Le parti directorial chercha à se le rendre favorable. M^{me} de Staël lui fit des ouvertures. Il eut des conférences avec Talleyrand, B. Constant, Jean Debry, Poulain-Grandpré. Suivant eux, la majorité des Conseils était royaliste. Si l'on attendait les élections de l'an VI, il n'y aurait plus de conventionnels, la contre-révolution se ferait toute seule. Il était dans une fausse position; il donnait la majorité tantôt à un parti, tantôt à l'autre. En passant du côté du Directoire, il lui assurait la majorité. Suivant Thibaudeau, on exagérait la force du parti royaliste; le parti constitutionnel et celui du Directoire réunis auraient une grande majorité. Pour opérer cette réunion, il fallait que chaque parti fit des concessions. Les constitutionnels ne pouvaient pas, sans se déconsidérer et trahir leurs principes, passer sans conditions au Directoire. Il ne voulait faire aucune concession. On ne put donc pas s'entendre. Thibaudeau fit son rapport, il y répartissait la censure et l'éloge sur les actes législatifs et ceux

du Directoire, sur la conduite des armées et celle des partis. Il prétendait être impartial, ne conclut à rien, ne contenta personne, et mécontenta les royalistes et le Directoire. Il accéléra ses préparatifs hostiles. Les Conseils n'avaient rien à lui opposer que la tribune. Divisés comme ils l'étaient, ils n'avaient pas même la ressource douteuse des décrets. Au Conseil des Cinq cents, il y avait une commission des inspecteurs de la salle. Thibaudeau venait d'en être nommé membre. On avait fait de cette commission administrative une espèce de Comité de sûreté générale ou plutôt de club, où les représentants vinrent jusqu'au dernier instant perdre le temps en bavardages et exposer leur impuissance.

Le 18 fructidor, le Directoire fit son expédition nocturne sans la moindre résistance. Prévenu le 17 au soir, Thibaudeau avait pourvu à sa sûreté et échappa à l'arrestation. Porté sur la liste de déportation, il en fut rayé à la demande de Boulay de la Meurthe. Il continua de siéger au Conseil des Cinq cents, sans prendre aucune part aux affaires. Il ne fut pas réélu aux élections de l'an vi. Il sortit du Conseil et renonça à la carrière politique. Sans fortune, pour se faire des moyens d'existence, il reprit sa profession d'avocat à Paris, et s'y consacra entièrement.

Dans les assemblées nationales, sans s'élever au premier rang, Thibaudeau tint une place distinguée. Il fit des rapports sur diverses matières, il prit la parole dans la plupart des discussions importantes par des discours improvisés ou écrits. Par l'indépendance et la fermeté de son caractère, son désintéressement, sa franchise, son courage, il exerça une grande influence depuis le 9 thermidor an III, jusqu'au 18 fructidor an V. En cessant ses

fonctions, il emporta l'estime de la plus grande partie de ses collègues de tous les partis et une part honorable dans l'estime publique.

Il s'était fait une existence honnête, lorsque le 18 brumaire, le général Bonaparte s'empara du pouvoir. Il applaudit à cette révolution, ne pensa pas à en profiter, ne fit aucune démarche et resta dans son cabinet. Le Premier Consul l'invita à une entrevue, lui fit l'accueil le plus flatteur, réclama ses services et le nomma préfet de la Gironde (1). Il ne resta que six mois à Bordeaux. Son administration fut caractérisée dans la lettre suivante du secrétaire d'Etat qui lui en annonçait la récompense :

« Paris, 5^e jour complémentaire an VII.

« CITOYEN.

« Les Consuls, en vous confiant la préfecture de la Gironde, savaient qu'ils accordaient à ce département une distinction que méritait l'importance de cette portion de la République. Ils lui donnaient pour administrateur l'un des citoyens les plus recommandables par ses talents, ses services et son caractère. Ils vous chargeaient d'une mission digne de vous. Toutes les espérances du gouvernement et des administrés ont été réalisées, vous les avez surpassées, citoyen, et les Consuls vous ont reconnu propre à de plus hautes fonctions. Le Premier Consul me charge de vous annoncer qu'il vient de vous nommer Conseiller d'Etat à la section de législation.

(1) Sa commission de préfet de la Gironde est datée du 8 ventôse an VIII.

« Je vous invite, citoyen, à vous rendre à votre nouveau poste aussi promptement qu'il vous sera possible.

« Salut et fraternité.

« Hugues B. MARET. »

Thibaudeau ne s'attendait pas à cet avancement; il ne l'avait pas désiré. Loin d'être enivré de la nouvelle carrière qui s'ouvrait devant lui, il regrettait celle qu'il quittait. Il s'était passionné pour son département et renonçait avec peine à l'exécution des projets qu'il avait conçus pour sa prospérité. Il pria ses amis d'obtenir qu'il restât à Bordeaux conseiller d'État en service extraordinaire. Ils lui répondirent qu'il était fou et le conjurèrent de se rendre promptement à son poste. En effet, le Conseil d'État était alors, sinon hiérarchiquement, de fait par ses fonctions et ses relations intimes avec le Premier Consul qui le présidait, le premier Corps de l'État. C'était la carrière la plus favorable à l'ambition, à la faveur, à la fortune. Bien qu'il eût appartenu au barreau, Thibaudeau fût un peu contrarié d'être attaché à la section de législation. Il avait pris goût à l'administration, il aurait préféré la section de l'intérieur. La section de législation avait cependant une grande et magnifique tâche : la confection des codes. Elle commença par le code civil. Le travail fut réparti entre tous les membres de la section ; Thibaudeau en eut sa part.

Le Premier Consul envoya des Conseillers d'État en mission dans les départements pour examiner la situation de toutes les branches de l'administration. Thibaudeau fut envoyé dans la sixième division militaire (1). Il fut

(1) Dont le siège était à Besançon. Voir page 1034 du *Moniteur* du 8 prairial an IX, n° 248.

chargé de présenter, à l'ouverture de la session législative de l'an X, l'exposé de la situation de la République. Le Premier Consul lui témoignait estime et confiance et lui donnait des preuves de bienveillance (1).

La République était maintenue, mais seulement de nom. Le Premier Consul revenait insensiblement aux institutions monarchiques. Si, parmi les patriotes qui composaient les grands Corps de l'État, la plupart obéissaient plus ou moins servilement à ses inspirations, il y en avait qui, fidèles aux principes de la Révolution, avaient pris la République au sérieux et en voulaient les institutions. Thibaudeau était un de ces patriotes. Il apportait à la cour consulaire une certaine raideur qui était dans son caractère et dans ses habitudes républicaines. Il se soumettait à ce qu'exigeaient les bienséances; il rendait à Bonaparte les hommages dus à son éminente supériorité, et au Premier Consul les devoirs dus à son rang, mais il n'était pas courtisan. Il contrariait souvent les idées et les projets du Premier Consul dans des conversations intimes avec lui ou au Conseil d'État. Il combattit l'institution de la Légion d'honneur, le Concordat, le Consulat à vie. Il remit au Premier Consul un plan d'institutions propres à garantir les libertés nationales du danger auquel pouvait les exposer la prorogation de son pouvoir.

Il se fit à la cour la réputation d'un frondeur, d'un

(1)

« Saint-Cloud, le 20 vendémiaire an XI.

« CITOYEN CONSEILLER D'ÉTAT,

« Le citoyen Locré vous remettra quinze mille francs en forme de gratification. Je désire que vous y voyez un témoignage de satisfaction des services que vous avez rendus à l'État dans le courant de l'an X.

« Je vous salue ,

« BONAPARTE.»

révolutionnaire incorrigible. Lorsque tant d'hommes de la Révolution subissaient le joug, abjuraient leur passé, flattaient le Premier Consul et le secondaient dans sa marche rétrograde, l'attitude de Thibaudeau ne devait pas lui plaire et le refroidit sensiblement. Il donnait à des Conseillers d'État des directions de branches d'administration. Il en avait promis une à Thibaudeau et ne lui tint pas parole. Thibaudeau prit de l'humeur et lui mit pour ainsi dire le marché à la main. Le 3 floréal an XI, il reçut, sans en avoir été prévenu, sa nomination à la préfecture des Bouches-du-Rhône (1).

Passer d'une préfecture au Conseil d'État et redevenir préfet, c'était dans l'opinion rétrograder et une défaveur. Thibaudeau ne se dissimula pas que c'était sa faute. Il n'y avait pas de remède, c'était à prendre ou à laisser. Il fit contre mauvaise fortune bonne contenance. Dans son audience de congé, il remercia le Premier Consul qui, de son côté, lui fit valoir la preuve de confiance qu'il lui donnait en l'envoyant dans un département où l'administration était dans le plus grand désordre, et où il fallait un homme juste, actif, ferme et d'un bras vigoureux. Le

(1)

« Paris, 10 floréal an II.

« LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AU CITOYEN THIBAudeau, CONSEILLER D'ÉTAT.

« J'ai l'honneur de vous annoncer, citoyen Conseiller d'État, que par arrêté du 3 de ce mois, le Premier Consul vous a confié la préfecture des Bouches-du-Rhône. J'adresse ampliation de cet arrêté au C. Delacroix, que vous remplacez, et je l'invite à continuer l'exercice de ses fonctions jusqu'à ce que vous vous présentiez pour les remplir. Je vois avec bien de la satisfaction, citoyen Conseiller d'État, que par cette disposition, de nouvelles relations vont s'établir entre nous et qu'elles me procureront des occasions fréquentes de vous donner des témoignages de ma considération et de mon attachement.

« J'ai l'honneur de vous saluer,

« CHAPTAL. »

Premier Consul lui fit connaître ses vues et ses projets pour la prospérité du commerce de Marseille; lui dit les choses les plus flatteuses et lui promit de ne pas l'oublier. Ils se quittèrent dans les meilleurs termes. En rentrant dans l'administration Thibaudeau se retrouvait dans la position qu'il avait regrettée en quittant la préfecture de la Gironde. Il rêvait déjà les améliorations qu'il pourrait faire dans un grand département maritime. On était en paix, mais il n'avait pas encore quitté Paris, lorsque le départ de lord Witworth ne laissa plus de doute sur la guerre avec l'Angleterre. Dès lors, Thibaudeau prévit tout ce que sa nouvelle carrière aurait de pénible; tous ses rêves de bien public s'évanouirent. Cependant, préfet des Bouches-du-Rhône pendant dix ans, il laissa dans ce département, dans les Conseils du gouvernement et auprès de l'Empereur la réputation d'un des administrateurs les plus habiles et les plus honorables (1). Il fut nommé, comme presque tous les Conseillers d'État, commandeur de la Légion d'honneur, 10 vendémiaire et 26 prairial an XII, et comte de l'Empire, 15 août 1809.

En 1814, lorsque la nouvelle de la restauration des Bourbons arriva à Marseille, Thibaudeau jugeant très-sainement la situation, n'hésita pas un seul instant: il donna sa démission à l'amiral Ganteaume, commissaire extraordinaire de l'Empereur, partit de Marseille, se rendit à Paris et rentra dans l'obscurité de la vie privée, n'ayant de relations qu'avec quelques amis, personnages politiques ennemis de la Restauration. Six mois s'étaient à peine écoulés, les Bourbons étaient menacés par deux

(1) Par décision en date du 19 prairial an XI, l'académie des sciences, belles-lettres, arts, agriculture et commerce de Marseille, admit Thibaudeau comme membre résidant.

partis, les Bonapartistes et les révolutionnaires. Initié dans leurs projets, Thibaudeau pensait qu'un combat était inévitable; que les Bourbons seraient chassés, que forts de l'armée, les Bonapartistes profiteraient de la victoire et rappelleraient l'Empereur; que la Coalition fondrait de nouveau sur la France, qu'elle ne serait pas en état de résister et que les Bourbons reviendraient. Cette perspective ne lui présentait que des désastres pour la patrie et pour lui que des dangers. Il résolut, à l'insu de ses amis, de quitter la France, en attendant le dénouement de la crise. Au mois de septembre, il alla à Bruxelles pour faire les préparatifs de son établissement. Ses amis ayant pénétré son projet l'obsédèrent pour y renoncer; il céda. Les événements prouvèrent qu'il avait bien jugé.

Lorsque l'Empereur arriva le 20 mars à Paris, Thibaudeau ne se mêla pas aux Bonapartistes, aux courtisans qui encombraient le palais des Tuileries. Il n'y parut que lorsqu'il fut nommé Conseiller d'État. L'Empereur auquel on l'avait signalé comme peu favorable à son retour parut disposé à n'avoir avec lui que des relations officielles. Thibaudeau se le tint pour dit, n'en eut pas d'autres et même peu fréquentes. Bien qu'il n'eût pas confiance dans l'avenir, il n'y avait à choisir qu'entre l'Empereur ou les Bourbons, il n'hésita pas; c'était pour lui la révolution ou la contre-révolution, il servit loyalement la cause impériale.

Napoléon revenait comme Empereur. Les libéraux voulaient la monarchie constitutionnelle; des Bonapartistes même réclamaient des institutions libérales. Thibaudeau était d'avis que toute organisation politique fût ajournée, que Napoléon ne se présentât que comme commandant militaire, et qu'il exercât la dictature. Cette

idée fut généralement repoussée. Des adresses furent présentées à l'Empereur. Celle du Conseil d'État intitulée *Délibération* fut remarquée pour la hardiesse de ses principes. Defermon qui en fit lecture à Napoléon en fut réputé l'auteur. C'était Thibaudeau qui l'avait rédigée.

L'Empereur le nomma commissaire dans la sixième division militaire, pour lever et diriger les gardes nationales de la Bourgogne contre le duc d'Angoulême, et pour épurer les autorités. Cette mission qui éloignait Thibaudeau de Paris, lui répugnait beaucoup; il ne l'accepta que sur les instances pressantes du ministre Carnot, et la remplit consciencieusement. Il fut nommé membre de la Chambre des pairs, qui le choisit pour un de ses deux secrétaires. Il prit une part active aux travaux de cette Chambre qui ne fut, pour ainsi dire, que l'écho de celle des représentants qui prenait l'initiative.

Après la bataille de Waterloo, l'abdication de l'Empereur, l'arrivée des armées étrangères sous les murs de Paris, la cause nationale était abandonnée par la Commission de gouvernement, tout se préparait à recevoir Louis XVIII; Thibaudeau fit à la Chambre des pairs une sortie violente contre les Bourbons, ramenés une seconde fois par l'étranger, déclara que jamais il ne consentirait à les reconnaître, et prédit que leur règne ne serait que passager. C'était crier dans le désert et se compromettre inutilement (1).

(1) Voici le discours remarquable que Thibaudeau prononça dans la séance du 28 juin 1815 :

« Je vois avec plaisir que la Chambre des représentants s'est décidée à faire une adresse à l'armée, je le vois avec d'autant plus de plaisir qu'il me paraissait étonnant que dans la situation où nous nous trouvons, le gouvernement et les Chambres ne se fussent pas mis en rapport avec l'armée. Je dirai, parce que je n'ai rien de caché, parce

La veille de l'entrée du roi à Paris, Thibaudeau en partit, avec son fils, âgé de dix-neuf ans, pour voyager, et se rendit à Lyon, à Aix en Savoie et à Lausanne. Ils furent arrêtés dans cette dernière ville, par ordre de l'ar-

qu'aujourd'hui l'on doit tout dire, que jusqu'ici les ennemis de la patrie ont cherché à faire prendre, soit dans les Chambres, soit dans les Conseils du gouvernement, des résolutions pusillanimes, qu'on a cherché à atténuer les forces nationales, à porter le découragement dans le cœur des bons citoyens, enfin, qu'on en est arrivé au point que les ennemis de la patrie sont radieux, et que ses amis sont consternés.

« Cependant, l'armée se rallie sous les murs de Paris, les soldats sont décidés à périr pour l'indépendance de la patrie : pourquoi les puissances alliées sont-elles réunies contre la France ? pourquoi cette coalition attaque-t-elle aujourd'hui la capitale ? Pour un homme. Eh bien ! cet homme s'est sacrifié. Si la coalition est désintéressée, que veut-on maintenant ? On veut nous imposer un gouvernement, un gouvernement réprouvé, je ne dis pas par nos intérêts, mais par le vœu national. Et qui sommes-nous ? Nous sommes les représentants d'un peuple qui a prononcé l'expulsion de ce gouvernement ; pour ma part je respecterai mon mandat, jamais je ne transigerai avec mes devoirs et mes sentiments. Par qui sommes-nous envoyés ? Par une Constitution qui rejette les Bourbons. Si ce sont les Bourbons qu'on veut nous imposer, je déclare que jamais je ne consentirai à les reconnaître. Je le dis à la face de l'ennemi qui assiège la capitale ; je le dirais à la face des Bourbons eux-mêmes ; je dis que, si nous avons pris cette attitude depuis six jours, nous aurions sauvé la patrie.

« Cependant, je ne désespère pas encore ; le désespoir n'entre pas dans les cœurs qu'anime l'amour de la patrie. Il existe dans Paris une foule de bons citoyens qui n'attendent qu'un appel du gouvernement pour voler à la défense de la patrie, une foule de citoyens dont on a enchaîné le courage. Il en est temps encore, l'ennemi n'est pas victorieux, nous pouvons le repousser ou du moins périr avec honneur.

« Je demande que la Chambre adhère à l'adresse de la Chambre des représentants dans une forme qui la rende commune aux deux Chambres ; qu'il soit nommé des commissaires, et qu'ils aillent, conjointement avec ceux de la Chambre des représentants, la présenter aux armées. »

chiduc Jean qui assiégeait Huningue (1). Leur qualité de Français était le seul motif de cette mesure de rigueur. A l'étranger on faisait partout la chasse à tous les libéraux ou Bonapartistes. Thibaudeau fut traduit à Bâle et à

(1) Voici la lettre que Thibaudeau adressa alors à l'archiduc Jean, à Bâle :

« Lausanne, 5 août 1815. »

« MONSIEUR,

« Le juge de paix du cercle de Lausanne, sur la réquisition faite par M. le premier lieutenant de Klaus, au nom de V. A. I., a ordonné le 3 de ce mois que je serais, ainsi que mon fils âgé de 19 ans, arrêté et gardé jusqu'à nouvel ordre.

« On m'a fait entrevoir que les motifs de la mesure de rigueur dont je suis l'objet pouvaient être :

« 1° Que mon passeport n'étant pas au type royal était sans valeur;

« 2° Que le nom de Montolieu, porté dans mon passeport n'était pas mon véritable nom;

« 3° Qu'il s'élevait des doutes sur la vérité du visa du chef d'état-major de M. le général de Bubna.

« Je ne peux mieux répondre, Monsieur, à ces trois points, ni mieux vous mettre en état de prendre une décision sur moi, qu'en vous faisant, avec la franchise qui m'a toujours caractérisé, le récit de tout ce qui me concerne.

« Je ne suis point *Montolieu*, je suis Thibaudeau, conseiller d'État et membre de la Chambre des pairs sous le dernier gouvernement.

« Après la conclusion de la Convention relative à la capitale, je convins avec mon ami, M. le duc d'Otrante, de m'absenter de Paris et d'aller voyager incognito; en conséquence, il me donna, pour moi et mon fils, des passeports sous le nom de Montolieu, à la date du 15 juin, pour Milan.

« Je partis de Paris le 6 juillet, j'arrivai à Lyon le 8 au soir. J'y suis resté jusqu'à la publicité de la convention conclue pour cette ville entre le maréchal Suchet et les généraux Autrichiens.

« J'en partis le 16 au matin, après avoir fait viser par les autorités locales mon passeport pour Chambéry, dans le dessein d'aller aux eaux d'Aix en Savoie, dont l'usage m'était conseillé depuis plus de quatre ans, pour une indisposition réelle.

« Je fus arrêté aux avant-postes, à la sortie du faubourg, et conduit au quartier général de M. de Bubna, à Brou (1^{er} relai de poste); il était six heures. Je remis mes passeports à un officier qui me parut un aide-de-camp et qui me dit qu'il allait les présenter au chef d'état-major. Tandis que j'étais à attendre dans un salon, M. le général de

Fribourg en Brisgau. Enfin, après un mois de détention, il fut envoyé, prisonnier sur parole, à Colmar occupé par les Autrichiens. Pendant ce temps là, il avait été compris dans l'ordonnance d'exil du 24 juillet. Les puissances dé-

Bubna sortit de sa chambre et me demanda ce que je voulais, d'où je venais, et d'après ma réponse, il me fit entrer dans sa chambre et me questionna sur la situation de Lyon. Il s'interrompit pour envoyer chercher mes passeports, il les lut et ordonna qu'ils fussent visés. Ils me furent rapportés revêtus de cette formalité par l'aide-de-camp qui resta en tiers dans la conversation qui avait eu lieu pendant tout cela et qui continua encore quelque temps, c'est-à-dire, en tout environ une demie heure, sur Lyon et la France en général. Je pris congé de ces messieurs et je continuai ma route.

« J'arrivai à Chambéry le soir, j'en repartis le lendemain pour Aix.

« Je me mis à l'usage des eaux jusqu'au 27; ayant su alors que j'avais été reconnu, et fidèle à mon projet de rester ignoré, j'en partis ce jour là pour Genève.

« A la porte de la ville (je voyageais en poste) on me demanda et on me retint mes passeports, en me disant que je pourrais aller les reprendre le soir chez le commandant de la place, ce que je fis. Ils n'y furent point visés, mais seulement enregistrés.

« Je passai à Genève la journée du 28, cherchant une voiture pour la Suisse, et j'en partis le 29. Mes passeports furent visés à Coppet, et j'arrivai à Lausanne.

« A mon arrivée, je fis porter mes passeports chez le juge de paix, où ils étaient encore déposés, lorsque j'ai été arrêté.

« Du reste, je n'ai eu, pendant tout le voyage, de relations qu'avec les médecins, les aubergistes et les voituriers.

« Voilà, Monseigneur, la vérité et toute la vérité.

« Ainsi : 1° Mes passeports ne sont point émanés des ministres du Roi, parce que je suis parti de Paris avant l'entrée du Roi;

« 2° Ils ont bien été réellement visés au quartier général de M. de Bubna, et je viens de lui écrire pour le prier de les attester en tant que de besoin. Du reste, depuis mon arrestation, il est passé entre les mains du juge de paix de Lausanne de semblables visas qui sont parfaitement conformes à celui qui est sur mes passeports; c'est lui qui me l'a dit.

« 3° Les motifs qui m'ont fait demander et accorder des passeports sous un autre nom que le mien, n'ont rien de suspect et sont assez justifiés par les circonstances, et si une autorité quelconque m'avait communiqué ses soupçons, je n'aurais pas hésité à les éclaircir.

« Pour ne laisser aucun doute à V. A. I. sur ce point et sur mon

cidèrent que les exilés, au nombre de soixante-huit, ne pourraient résider qu'en Autriche, en Prusse et en Russie. Prisonnier de l'Autriche, Thibaudau n'était pas libre de

identité, j'ai l'honneur de lui transmettre la copie que j'ai reçue hier de la lettre que M. le duc d'Otrante a écrite au préfet du département du Mont-Blanc, croyant que j'étais encore aux eaux d'Aix.

« J'espère, Monseigneur, que tous ces détails suffiront pour éclairer votre justice, et pour me faire obtenir de V. A. I. ma mise en liberté et celle de mon fils et la restitution de nos passeports.

« Maintenant, V. A. I. veut-elle me permettre de lui demander une grâce?

« La Révolution commençait en France lorsque je suis entré dans le monde; j'y suis entré avec elle, et je me suis trouvé porté très-jeune dans la carrière politique. Je n'ai jamais été l'homme d'aucun parti, le courtisan ni le favori d'aucun des gouvernements qui se sont succédés. J'ai été l'homme de la Révolution, et je suis resté toujours fidèle aux principes raisonnables qu'elle a développés. J'aurais pu, comme beaucoup d'autres, m'accommoder avec les circonstances et les événements, mais j'ai toujours préféré de succomber, que de transiger avec ma conscience. Telle est la conduite que j'ai tenue encore dans ces derniers temps.

« Un homme d'honneur, lorsqu'il ne peut plus être utile à la cause qu'il défendait, n'a rien de mieux à faire que de s'éloigner. Je suis en cela d'accord, je erois, avec les vues du gouvernement actuel de la France. Je n'ai jamais été employé sous les Bourbons, je n'ai donc point à me reprocher d'avoir trahi des serments, ni des devoirs. Je n'ai presque point de fortune, mais j'ai peu de besoins et beaucoup de résignation et d'amour du repos, après vingt-six ans d'une vie très-agitée.

« J'ose donc prier V. A. I. de me permettre d'aller résider dans la partie des États de la monarchie Autrichienne qu'elle voudra me désigner. S'il m'était permis de former un vœu, je désirerais que ce fût en Italie, en Toscane, à cause de mes habitudes, de l'état de ma santé et de celle de mon fils. Dans ce cas, je la prierais de me faire donner des passeports pour mon fils et pour moi.

« Si V. A. I. croyait avoir besoin de plus de renseignements sur la malheureuse affaire qui me procure l'honneur de lui faire mes réclamations, je la supplie de me faire transférer le plutôt possible, avec mon fils, à son quartier général, et dans tous les cas, de considérer que mon fils n'a rien de commun avec moi, dans cette conjoncture, que son attachement inviolable à la destinée de son père.

« Veuillez, etc. »

choisir. Il reçut un passeport autrichien pour Prague; il se rendit avec son fils dans cette ville, sa femme vint partager son exil.

Thibaudeau fut bientôt frappé par la loi du 12 janvier 1816, qui prononçait le bannissement des Conventionnels votants; elle leur laissait du moins la liberté de choisir un asile à l'étranger. Ils le trouvèrent en Belgique. Thibaudeau, toujours sous le joug de la convention des trois puissances qui confisquaient les exilés de l'ordonnance du 24 juillet, resta prisonnier de l'Autriche.

Incertain de la durée de sa proscription, et sentant le besoin de savoir la langue du pays qu'il habitait, dès son arrivée à Prague, Thibaudeau prit un maître et se livra sérieusement à l'étude de l'allemand. Il avait cinquante ans, c'était un peu tard pour aller à l'école; mais à force de travail il parvint à le parler passablement, et, surtout à lire les principaux écrivains et à les traduire. Il prenait toujours un vif intérêt à la politique générale, et particulièrement à celle de la France. Il tenait un journal des événements, de ses réflexions, de ses prévisions. Portant ses regards sur le passé et sur la Révolution française dont il avait été acteur ou témoin, il rédigeait des mémoires et ramassait des matériaux pour l'histoire. Il n'avait pas l'intention de rien publier; il voulait seulement occuper ses loisirs et adoucir les amertumes de l'exil.

En 1818 plusieurs Conventionnels votants furent autorisés, sur leur demande, à rentrer en France, mais en état de tolérance et toujours sous le coup de la loi de bannissement. Des amis de Thibaudeau lui offrirent leurs bons offices et le pressèrent de faire aussi une demande. Il leur répondit qu'il préférerait l'exil à la situation précaire

faite à ses collègues; que d'ailleurs ayant dit à la Chambre des Pairs que jamais il ne reconnaîtrait les Bourbons, il ne voulait pas se donner un démenti.

Après quatre ans de séjour à Prague, il lui convenait d'aller demeurer à Vienne. Par la convention des puissances les résidences royales étaient interdites aux exilés de l'ordonnance du 24 juillet. Le gouvernement autrichien fit une exception en faveur de Thibaudeau, et lui accorda l'autorisation de résider à Vienne, en considération de l'attitude calme et digne avec laquelle il supportait son exil.

Thibaudeau avait séjourné près de huit ans en Autriche. Les rigueurs de ce long exil, qui n'étaient pas près de finir, avaient été adoucies par les égards et la considération qu'avaient pour lui les autorités et le gouvernement, par l'intérêt et l'estime que lui témoignaient tous ceux dont il était connu. Mais des revers de fortune et des raisons de famille le décidèrent à sortir de l'Autriche et à se rapprocher de la France. Il obtint des gouvernements autrichien et français l'autorisation de résider à Bruxelles. Il chercha à se créer des moyens d'existence par des travaux littéraires. Il s'arrêta en Bavière et traita avec M. Cotta, un des premiers libraires de l'Allemagne, pour écrire une *Histoire de Napoléon*. Il résida pendant un an à Augsbourg. Cette ville ne lui offrant pas les ressources nécessaires pour ce grand ouvrage, il se rendit à Bruxelles. Il y était à peine établi: on venait de publier à Paris ses *Mémoires sur la Convention et le Directoire*. Cette publication déplut au gouvernement français, et sur sa réquisition, celui des Pays-Bas lui notifia l'ordre de quitter le royaume dans quarante-huit heures. Après trois mois de résistance et de réclamations, il ne dut l'inexé-

cution de cet ordre qu'à la bienveillance et à l'esprit hospitalier du roi Guillaume.

Le succès de ses *Mémoires sur la Convention* engagea Thibaudeau à publier des *Mémoires sur le Consulat*, et, pour s'éviter de nouveaux désagréments, sous le nom d'un *ancien Conseiller d'Etat*; il concourut à diverses entreprises littéraires. Mais sa principale occupation était toujours l'histoire de Napoléon (1). En 1827 et 1828 on en publia à Paris cinq volumes contenant les campagnes d'Italie et d'Egypte. Mécontent de son commissionnaire chargé de cette publication, M. Cotta arrêta l'impression de l'ouvrage. Cette mesure lui porta un coup funeste.

(1) Thibaudeau qui avait conservé des relations avec plusieurs des membres de la famille de Napoléon leur avait écrit pour avoir communication de documents qui pussent l'aider dans son travail; il reçut à ce sujet la lettre suivante qui nous a paru digne d'être reproduite :

« Rome, le 16 juillet 1824.

« Monsieur,

« J'ai reçu dans le temps votre lettre et le prospectus de l'ouvrage que vous projetez sur l'Empereur, et vous me demandez de concourir principalement en fournissant des matériaux de nature à y trouver place.

« De mon côté, je ne suis plus en âge à m'occuper, et le serais-je, l'état de mon cœur affligé ne me le permettrait pas. Les membres de ma famille sont trop séparés les uns des autres pour recueillir les mémoires qui se pourraient donner, et les circonstances où ils se trouvent ne permettent pas qu'ils puissent s'en occuper encore.

« Recevez donc mes remerciements d'avoir voulu songer à écrire sur celui qui n'existe plus pour beaucoup de personnes, mais qui soutient encore ma vieillesse, mon courage et mon caractère.

« Ma mémoire me fournit tout ce que j'ai besoin de savoir de lui pour me le rendre toujours présent, et je souhaite que vous rassembliez pour l'histoire des matériaux qui puissent mettre au jour la vérité que d'autres se donnent tant de peine pour obscurcir.

« Agréé, Monsieur, l'assurance de ma reconnaissance et de mon estime avec laquelle je suis

« MADAME »

A la première nouvelle de la révolution de 1830, Thibaudeau se disposait à rentrer dans sa patrie, lorsque son fils vint le chercher. Il arriva à Paris le 5 août, après quinze ans d'exil. Il ne fut pas longtemps à se convaincre que les Conventionnels n'avaient rien à espérer de Louis-Philippe, ni de son gouvernement. Il fit régler sa pension (1) et vécut dans la retraite. Il continua de se livrer à des travaux littéraires dont le principal était l'*Histoire de Napoléon*. Malgré l'interruption de l'impression, il avait à cœur de la terminer et de remplir ses engagements. M. Cotta mourut. Son fils transmit la propriété de l'ouvrage à M. Renouard, libraire. Il laissa de côté les cinq

(1) Le bulletin des lois du mai 1831 contient l'ordonnance royale suivante :

« Sur le rapport du président du Conseil des Ministres, ministre, secrétaire d'État au département de l'Intérieur; vu les titres présentés par M. Thibaudeau, ancien préfet et Conseiller d'État, desquels il résulte qu'il est né à Poitiers le 23 mars 1765, et qu'il compte vingt ans deux mois six jours de services publics salariés, non compris deux ans de fonctions municipales, comme substitut de procureur du Roi, et comme procureur de la commune de Poitiers; considérant que si, à l'époque de son bannissement, cet ancien fonctionnaire ne réunissait pas les conditions exigées par le règlement du 13 septembre 1806, pour l'admission à la retraite, il était déjà atteint d'infirmités contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions; que ces infirmités aggravées par quinze ans d'exil, ne lui permettent plus de remplir aucun emploi public, ce qui le met dans le cas d'exception prévu par l'article 3 du même règlement; vu l'avis de notre ministre des finances, en date du 31 mars dernier, le Comité de l'intérieur de notre Conseil d'État entendu, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« Art. 1^{er}. — Il est accordé à M. Thibaudeau (Antoine-Claire), en récompense de ses services publics, et à raison d'un traitement de 50,000 fr. dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de 6,000 fr.

« Art. 2. — Cette pension sera inscrite au Trésor public et sera payée à M. Thibaudeau, à partir du jour de son inscription, à Paris, lieu de son domicile. »

volumes publiés, changea le titre, et publia en 1834 et 1835 l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, en dix volumes.

Pendant son séjour à Prague, Thibaudeau avait ramassé des matériaux pour une histoire de la Bohême; il s'en servit pour faire un roman historique intitulé *La Bohême*, qu'il publia en 1834. L'Académie des sciences morales et politiques mit au concours l'*Histoire des États généraux*. Thibaudeau en publia une en 1843, mais ne voulut pas concourir. Malgré son grand âge, il n'a pas cessé de travailler et d'écrire. En 1849, il a mis la dernière main à une histoire abrégée de la Révolution depuis 1789 jusqu'à l'établissement de la République et à la mort du roi. Cet ouvrage est inédit.

.
.
.
.
.

Lorsqu'il écrivit cette biographie, Thibaudeau était à Maisons-Laffitte où, depuis plusieurs années, il passait ses étés dans une modeste habitation entourée de jardins où il se livrait avec passion à l'horticulture. Pendant les hivers, il venait à Paris. Là, toutes ses journées se passaient dans sa chambre à coucher qui était en même temps son cabinet de travail, et à quelque moment qu'on vint le voir, on le trouvait occupé à lire et à travailler. De fidèles amis, sa famille venaient l'aider à passer ses soirées, faire son piquet, et jusqu'aux derniers moments de sa vie, par son esprit caustique, ses réparties

vives, sa logique implacable, il était l'âme de ces modestes réunions. En 1852, lors du rétablissement de l'Empire, il fut nommé sénateur et grand officier de la Légion d'honneur. Il allait très-régulièrement aux séances du Sénat, mais sa santé ne lui permit pas de prendre une part active à ses travaux.

Pendant les premiers mois de l'hiver si rude de 1854, Thibaudeau souffrit presque constamment des attaques de la seule maladie qui l'ait jamais atteint, de la goutte; dans les premiers jours de mars, les symptômes devinrent alarmants, et le 9, dans la matinée, il expirait dans les bras des siens, à la veille d'accomplir sa 90^e année, en pleine connaissance, affirmant les croyances de toute sa vie. Quelques heures après, son fils recevait de l'Empereur la lettre suivante :

« Palais des Tuileries, 9 mars 1854.

« Monsieur, vous savez que le mérite, le caractère, les honorables services et le dévouement de votre père à l'empereur Napoléon I^{er}, m'ont toujours inspiré une estime particulière. C'est vous dire combien je suis touché du malheur qui vous frappe. Croyez donc à mes regrets sincères et à mes sentiments.

« NAPOLÉON. »

« M. Adolphe Thibaudeau. »

BIBLIOGRAPHIE DES BIOGRAPHIES

Vie politique de tous les députés à la Convention nationale, pendant et après la Révolution, etc., par M. R.... (Robert). Paris, Saintmichel, 1814, in-8°, p. 398-399.

Biographie moderne ou Galerie historique, civile, militaire, politique et judiciaire, etc. Paris, A. Eymery et Delaunay, 1815, 2 vol. in-8°, tome 2, p. 515-516. (Édition nouvelle de la Biographie moderne imprimée à Leipzig, en 1807).

Petite Biographie Conventionnelle ou Tableau normal et raisonné des 749 députés, etc. (Par Raup de Baptistein). Paris, Eymery, 1815, 1 vol. in-18, p. 253.

Biographie des hommes vivants, etc., par une Société de Gens de lettres. Paris, Michaud, 1819, tome V, p. 442, article signé U.

Biographie nouvelle des Contemporains ou Dictionnaire, etc. ; par Arnault, Jay, Jouy, Norvins et autres. Paris, 1825, in-8°, tome XIX, p. 437-442.

Petite biographie des Conventionnels avec leurs votes dans le procès de Louis XVI, par un Jacobin converti (Moutières). Paris, 1826, in-32, p. 152.

Biographie universelle et portative des Contemporains, etc. ; par Vieilh de Boisjolin et Rabbe. Paris, 1830, in-8°, tome IV, 2^e partie, p. 1413 et 1414.

La France littéraire ou Dictionnaire bibliographique, etc. ; par J. M. Quérard. Paris, Didot, 1838, in-8°, tome IX, p. 416-417.

Galerie administrative ou Biographie des Préfets depuis l'organisation des préfectures jusqu'à ce jour, par Honoré Fauré. Aurillac, 1839, 2 vol. in-8°, tome II, p. 164-166.

Encyclopédie des Gens du Monde, etc. Paris, 1844, tome XXII, p. 82-83. Article par Vieillard.

Biographie des membres du Sénat. Paris, Michel Lévy, 1852, in-32, p. 257-259.

Profilis critiques et biographiques des Sénateurs, etc. ; par un vieil écrivain (Achille Leymarie). Paris, Garnier frères, 1852, in-16, p. 92.

Les grands corps politiques de l'État. Biographie complète des membres du Sénat, etc. ; par un ancien député (A. F. J. Borel, dit Borel d'Hauterive (frère de Petrus Borel). Paris, E. Dentu, 1852, in-12, p. 87-88, 2^e édition, 1853.

Dictionnaire universel d'Histoire et de Géographie, par Bouillet. 11^e édition, 1856, suppl. p. 102.

Biographie universelle, ancienne et moderne (Michaud), suppl. tome LXXXIV. Paris, in-8°, 1857, p. 64-69. Article signé C. F. E. (Capefigue).

Même ouvrage. Nouvelle édition. Paris-Leipzig, 1864,

in-4°, tome XLI, p. 339-340. Article signé R. — Id. (Rosenwald).

Dictionnaire de la Conversation, 2^e édition. Paris, 1860, tome XVI, p. 561.

Nouvelle Biographie générale depuis les temps les plus reculés, etc., publiée par Firmin Didot frères, sous la direction de Hœfer. Paris, 1866, tome XLI, p. 140-144.

Étude sur les Historiens du Poitou, etc.; par l'abbé Auber. Niort, Clouzot, 1870, in-8°, p. 221, 242-243.

BIBLIOGRAPHIE

Opinion de A. C. Thibaudeau, député de la Vienne à la Convention nationale, sur le Jugement de Louis XVI. Imprimée par ordre de la Convention nationale, 1^{er} décembre 1792. Imprimerie nationale, in-8°, 6 pages.

Opinion de A. C. Thibaudeau, député du département de la Vienne, sur la question de savoir si le Jugement de Louis Capet doit être soumis à la ratification du peuple. Imprimée par ordre de la Convention nationale. Imprimerie nationale (décembre 1792), in-8°, 15 pages.

Opinion de A. C. Thibaudeau, membre de la Convention nationale, sur l'Instruction publique ; prononcée à la séance du 19 frimaire. Imprimée par ordre de la Convention nationale. Paris, Imprimerie nationale (1793), in-8°, 10 pages.

Discours sur l'Éducation publique, prononcé par A. C. Thibaudeau, dans la séance du 1^{er} août 1793. Imprimé par ordre de la Convention nationale. (Paris) Imprimerie nationale, s. d. in-8°, 11 pages.

Discours prononcé par A. C. Thibaudeau, député par le département de la Vienne, à la Convention nationale,

au nom du Comité de l'Instruction publique, dans la séance du 18 floréal an II, *suivi de* l'Instruction aux marins de la République française, décrétée sur le Rapport de Thibaudeau, dans la séance du 18 floréal an II.

Réimpression à cent exemplaires numérotés d'après les textes du *Moniteur universel*. Alençon, 1873, in-8°, 48 pages.

Rapport sur les Sourds-Muets, au nom du Comité d'Instruction publique, par Thibaudeau, député de la Vienne. Imprimé par ordre de la Convention nationale. Paris, Imprimerie nationale, in-8°, 11 pages.

Rapport au nom du Comité d'Instruction publique sur la rédaction du Recueil des Actions héroïques des républicains français. Séance du 13 messidor. Par A. C. Thibaudeau. Imprimé par ordre de la Convention nationale. Imprimerie nationale, in-8°, 4 pages.

Recueil des Actions héroïques et civiques des républicains français. A Paris, de l'Imprimerie nationale, an II, in-8°.

Il n'a paru que cinq numéros de ce Recueil qui fut abandonné après le 9 thermidor ; les premiers furent rédigés par Léonard Bourdon (de l'Oise) et le dernier par Thibaudeau.

Rapport et Décret présentés au nom du Comité d'Instruction publique, par Thibaudeau, dans la séance du 18 messidor, sur l'organisation d'un Jury pour juger les livres élémentaires déposés au Concours ouvert par le Décret du 9 pluviôse. Imprimé par ordre de la Convention nationale. De l'Imprimerie nationale, in-8°, 7 pages.

Lettre à ses concitoyens.

Paris, 10 thermidor an II.

« Le tyran n'est plus, etc. » (Paris) de l'Imprimerie polyglotte, rue des Deux-Portes-Bon-Conseil (s. d.). Brochure in-8°, 8 pages.

Lettre relative à la journée du 9 thermidor. Les autorités terroristes en arrêtaient la circulation.

Rapport fait au nom du Comité d'Instruction publique et des finances sur le Muséum d'Histoire naturelle, par Thibaudeau, à la séance du 21 frimaire an III. Imprimé par ordre de la Convention nationale. Paris, Imprimerie nationale, frimaire an III, in-8°, 20 pages.

Rapport fait à la Convention nationale, par A. C. Thibaudeau, député de la Vienne, de la mission qu'il a remplie près de l'armée des Côtes de la Rochelle. Imprimé par ordre de la Convention nationale. A Paris, de l'Imprimerie nationale, l'an II de la République, in-8° de 15 pages.

Compte-rendu par Thibaudeau des dépenses qu'il a faites pendant sa mission près l'armée des Côtes de la Rochelle. Imprimé par ordre de la Convention nationale. (Paris), de l'Imprimerie nationale, pluviôse l'an III, in-8°, 2 pages.

Discours de Thibaudeau, représentant du Peuple, sur le Gouvernement actuel de la République française, prononcé dans la séance du 7 floréal. Imprimé par ordre de la Convention nationale. (Paris) Imprimerie nationale, floréal an III, in-8°, 19 pages.

Histoire du Terrorisme dans le département de la Vienne, par A. C. Thibaudeau, représentant du Peuple. Se vend à Paris chez le citoyen Maret, libraire, Cour des Fontaines, Maison Égalité ; et chez la citoyenne Barbier, Maison Égalité, galerie Neuve, derrière le Théâtre de la République. De l'Imprimerie des Femmes, sous les auspices de la Convention nationale, rue des Deux-Portes-Bon-Conseil, n° 8 ; in-8° de 84 pages ; s. d.

Plan d'organisation d'un Gouvernement intérimaire, jusqu'à ce que la Constitution puisse être organisée, présenté à la Commission des Seize, par la section qu'elle avait chargée de cet objet, composée des représentants du Peuple, Thibaudeau, Romme et Merlin. Imprimé par ordre de la Convention nationale. A Paris, de l'Imprimerie nationale, floréal an III, in-8°, 11 pages.

Opinion de Thibaudeau, représentant du Peuple, sur la gradualité des fonctions publiques, prononcée le 4 thermidor. Imprimé par ordre de la Convention nationale. Imprimerie nationale, thermidor an III, in-8°, 4 pages.

Opinion de Thibaudeau, représentant du Peuple, sur l'établissement des agents du Pouvoir exécutif près des administrations, prononcée dans la séance du 5 thermidor, l'an III. Imprimée par ordre de la Convention nationale. A Paris, de l'Imprimerie nationale, thermidor an III, in-8°, 4 pages.

Opinion de Thibaudeau, représentant du Peuple, sur la question de savoir par qui seront nommés les membres du Pouvoir exécutif, prononcée dans la séance du 7 thermidor l'an III. Imprimée par ordre de la Convention

nationale. De l'Imprimerie nationale, thermidor an III, in-8°, 3 pages.

Opinion de Thibaudeau, représentant du Peuple, sur le Jury constitutionnel, prononcée dans la séance du 24 thermidor. Imprimée par ordre de la Convention nationale. Paris, Imprimerie nationale, thermidor an III, in-8°, 14 pages.

Rapport de la Commission des Onze, sur l'organisation du ministère, par A. C. Thibaudeau, représentant du Peuple, séance du 23 fructidor an III. Imprimé par ordre de la Convention nationale. Paris, Imprimerie nationale, fructidor an III, in-8°, 12 pages.

De la Division du territoire, par A. C. Thibaudeau, membre de la Convention nationale. Imprimé par ordre de la Convention nationale. De l'Imprimerie nationale; s. d. brochure in-8° de 14 pages.

Opinion de Thibaudeau sur le projet de résolution relatif à la vérification définitive des pouvoirs, prononcée dans la séance du 12 nivôse an IV de la République. A Paris, de l'Imprimerie nationale, nivôse an IV, in-8°, 12 pages.

Discours prononcé par A. C. Thibaudeau, représentant du Peuple, le 2 messidor, sur la question de savoir : s'il y a lieu à examen de la conduite du représentant Drouet, inculpé dans la conspiration de Babeuf ? A Paris, chez Maret, libraire, Palais Égalité, n° 14, an IV.

In-8° de 38 pages, le faux-titre semblable à peu près, et ayant au recto un avis de 14 lignes motivant la publication.

Opinion prononcée par A. C. Thibaudeau, représentant du Peuple, sur la question de savoir si le recours, en cassation, sera admis contre les jugements de la Haute Cour de justice. Séance du 9 thermidor an IV. A Paris, de l'Imprimerie nationale, thermidor an IV, in-8°, 12 pages.

Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner les opérations des assemblées primaires de Marseille, par A. C. Thibaudeau, représentant du Peuple, séance du 16 thermidor an IV. A Paris, de l'Imprimerie nationale, thermidor an IV, in-8°, 35 pages.

Opinion de A. C. Thibaudeau, sur la loi du 3 brumaire considérée dans ses rapports avec la Constitution, les récusations et l'amnistie. Séance du 30 vendémiaire an V. De l'Imprimerie nationale, brumaire an IV, in-8°, 40 pages.

Rapport fait par Thibaudeau sur quelques dispositions de la loi du 24 avril 1793, relatif à l'actif et au passif des communes. Séance du 6 nivôse an V. A Paris, de l'Imprimerie nationale, nivôse an V, in-8°, 40 pages.

Rapport par Thibaudeau sur la pétition de la veuve Blanquet-Rouville. Séance du 3 ventôse de l'an V. De l'Imprimerie nationale, ventôse an V, in-8°, 16 pages.

Discours de Thibaudeau sur le serment proposé pour les électeurs. Séance du 25 ventôse an V. (Paris), de l'Imprimerie nationale, ventôse an V, in-8°, 8 pages.

Opinion de Thibaudeau sur les traités passés entre la trésorerie nationale et la compagnie Dijon (séance du 29 floréal an V). A Paris, de l'Imprimerie nationale, prairial an V, in-4°, 37 pages.

Seconde opinion de Thibaudeau sur les traités passés entre la Trésorerie nationale et la compagnie Dijon. Séance du 14 messidor an V. De l'Imprimerie nationale, messidor an V, in-4°, 10 pages.

Opinion de Thibaudeau sur le rapport de la Commission des finances du 26 prairial (séance du 7 messidor an V). A Paris, de l'Imprimerie nationale, messidor an V, in-4°, 16 pages.

Rapport de Thibaudeau au nom d'une Commission spéciale composée des représentants Boissy, Pastoret, Jourdan (des Bouches-du-Rhône), Vaublanc, Emmery et Thibaudeau, et chargée de faire un rapport sur le message du Directoire exécutif du 22 thermidor. Séance du 4 fructidor an V. A Paris, de l'imprimerie nationale, fructidor an V, in-8°, 32 pages.

Exposé des motifs de la loi relative aux actes de l'État civil par le Conseiller d'État Thibaudeau. Séance du 10 ventôse an XI. Code civil, etc. Paris, Didot, 1820, 2 vol. in-18, tome II, page 91.

Recueil complet des discours prononcés lors de la présentation du Code civil, etc. Paris, Didot frères, 1838, 2 vol. in-4°, tome I, page 55.

Voir pour les travaux de Thibaudeau au Conseil d'État relativement au Code civil :

Procès-verbaux du Conseil d'État contenant la discussion du projet de Code civil (publiés par Locré). Paris, an XII, 5 vol. in-4°.

Remerciments à l'occasion de sa nomination comme membre de l'Académie de Marseille, 25 germinal an XI,

pages 44-60 de la seconde partie du tome II des Mémoires de l'Académie de Marseille.

Mémoire sur les nouvelles ruines trouvées près de Tauroentum; 22 fructidor an XII, p. 108-122, tome III, Mém. Acad. de Marseille.

Mémoire sur l'établissement d'une bergerie nationale de bêtes à laine d'Espagne, dans le département des Bouches-du-Rhône, 28 fructidor an XIII, p. 23-35, tome III, Mém. Acad. de Marseille.

Discours sur l'ouverture de la Bibliothèque et du Cabinet d'Histoire naturelle, 8 floréal an XIII (28 avril 1805), pages 175-183, tome III; Mém. Acad. de Marseille.

Discours prononcé par M. Thibaudeau, Conseiller d'État, préfet des Bouches-du-Rhône, le premier vendémiaire an XIV, dans la cérémonie d'installation de la mairie unique à Marseille, rétablie en exécution de la loi du 15 ventôse an XIII, par décret impérial de Napoléon I^{er} du 4 prairial suivant. Extrait du procès-verbal transcrit au registre des délibérations de la ville de Marseille. Paris; (s. d.), Imprimerie Serrière et Cie, 123, rue Montmartre, in-4^o de 4 pages. Imprimé en 1859 et tiré à 500 exemplaires par ordre et pour compte de M. Honorat, ancien maire de Marseille.

Discours d'ouverture prononcé à la séance publique de l'Académie de Marseille, le 20 avril 1806, pages 1-18, tome V; Mém. Acad. de Marseille.

Discours sur le XVIII^e siècle, 24 août 1806, p. 58-72, tome VI; Mém. Acad. de Marseille.

Discours de M. Thibaudeau à la Chambre des Pairs.

28 juin 1815, 2 juillet 1815; s. l. n. d. Paris, imprimerie de Gaultier-Laguionie, 4 p. in-4°.

Rapport fait à la Chambre des Pairs dans la séance du 2 juillet 1815, par M. le comte Thibaudeau, au nom d'une Commission spéciale, chargée d'examiner la résolution de la Chambre des représentants, en date du 1^{er} juillet, et contenant une adresse au peuple français. Imprimé par ordre de la Chambre. De l'imprimerie de F. Didot l'aîné, imprimeur de la Chambre des Pairs, rue du Pont-de-Lodi, n° 6; in-8°, 11 pages. Annexe n° 6, à la suite du procès-verbal des séances de la session de la Chambre des Pairs, commencée le 3 juin et terminée le 7 juillet 1815. Paris, Didot, 1815, 1 vol. in-8°.

Mémoires sur la Convention et le Directoire par A. C. Thibaudeau. Paris, Baudouin frères, 1824, 2 vol. in-8°.

Le faux-titre porte : Collection des Mémoires relatifs à la Révolution française.

Le même ouvrage, 2^e édition. Paris, Ponthieu et Cie, 1827, 2 vol. in-8°.

Ces mémoires n'embrassent pas, comme semble l'indiquer le titre, toute la session conventionnelle. Ils sont incomplets, surtout en ce qui concerne le Directoire. Ils n'étaient pas destinés à la publicité. L'auteur n'avait pour objet que d'occuper les loisirs de l'exil, de fixer par écrit ses souvenirs et ses opinions sur les hommes politiques qu'il avait connus et sur les événements dans lesquels il avait été acteur ou témoin. C'est comme une confession intime émanée d'une conscience qui n'a pas d'autre guide que la vérité. A ce titre, cet ouvrage tient une place honorable dans la collection des Mémoires sur la Révolution.

Mémoires sur le Consulat, 1799 à 1804, par un ancien Conseiller d'État. Paris, chez Ponthieu et Cie, imprimerie de Gaultier-Laguionie. Paris, 1 vol. in-8°, 1827.

Une traduction allemande a paru à Stuttgart la même année.

Ils formaient deux volumes. On ne fit cesser la persécution que l'auteur avait éprouvée pour ses mémoires sur la Convention, qu'à la condition qu'il ne ferait plus de publication. Il retrancha donc tout ce qui lui était personnel dans ces deux volumes et les réduisit à un seul qui fut publié sous le nom d'un ancien Conseiller d'État. Après ce retranchement, le volume aurait peut-être été mieux intitulé : *Opinions et allocutions inédites du Premier Consul*. Il ne contenait presque pas autre chose. C'était ce qui donnait un grand intérêt à ce livre. Thibaudeau avait recueilli et mis par écrit les paroles du Premier Consul au Conseil d'État ou dans des conversations sur les grandes questions qui s'agitaient à cette époque. Ce recueil a été très-utile aux historiens.

Histoire générale de Napoléon Bonaparte, de sa vie privée et publique, de sa carrière politique et militaire, de son administration et de son gouvernement, par l'auteur des Mémoires sur le Consulat. Paris, Ponthieu et Cie, Palais-Royal, et Stuttgart, J. C. Cotta, 1827-1828, 6 vol. in-8°. Le nom de l'auteur parut à partir du tome II. Le nom de Jules Renouard, libraire, remplace celui de Ponthieu et Cie, à partir du tome III. L'ouvrage se divise : Guerre d'Italie, tomes I, II, III, Guerre d'Égypte, tomes IV, V, Consulat, tome VI. La publication fut alors suspendue et ce dernier volume, avec un titre différent, devint le tome 1^{er} de l'ouvrage suivant.

Cet ouvrage a été traduit en allemand et a paru chez Cotta à Stuttgart, 1827-30. Le tome III ne fut jamais imprimé.

Discours prononcé le 31 mai 1834 sur la tombe du Conventionnel Grégoire. Reproduit dans l'Essai de Dugast-Matifeux, pages 166 et suivantes de l'Histoire patriotique des Arbres de la Liberté, par Grégoire. Paris, Havard, 1833, in-12.

Le Consulat et l'Empire ou Histoire de la France et de Napoléon Bonaparte, de 1799 à 1815, par A. C. Thibaudeau. Paris, Jules Renouard, libraire, rue de Tournon, n° 6, 1834, 10 vol. in-8°. 3 pour le Consulat, 6 pour l'Empire et 1 pour les Cent jours. Imprimé chez Paul Renouard, rue Garancière, 5. Le 1^{er} vol. est le 6^e (avec un autre titre et avec une préface) de l'Histoire générale de Napoléon Bonaparte, paru en 1828.

Napoléon a été à la fois organisateur, législateur, capitaine. La plupart des historiens se sont attachés principalement à exalter ses victoires et ses conquêtes. Dans son ouvrage, l'auteur a donné une grande part aux institutions organiques, aux lois, à l'administration. Bien qu'il ait apprécié le règne de Napoléon du point de vue de la Révolution et de la liberté, il y a dans ses jugements une grande impartialité ; on n'y trouve ni dénigrement, ni flatterie. L'ouvrage est loin d'être à l'abri de la critique. Thibaudeau lui-même ne se l'épargnait pas, mais il faut considérer que cette entreprise, qui l'occupait pendant dix ans, était extrêmement difficile pour un auteur dans l'exil, à l'étranger, isolé, livré à ses propres moyens et privé des ressources qu'a fournies depuis en abondance aux écrivains l'ouverture des dépôts et des archives.

Mémoire sur le Congrès de Rastadt, par M. le comte Thibaudeau. Imprimé dans le tome II des Mémoires de Tous, collection de souvenirs contemporains tendant à établir la vérité dans l'histoire. Paris, Alphonse Levavasseur, 1834, 4 vol. in-8°.

La Bohême, roman historique. Paris, Paulin-Fournier, 1834, 2 vol. in-8°.

Histoire des États-Généraux et des Institutions représentatives en France, depuis l'origine de la monarchie jusqu'à 1789, par A. C. Thibaudeau. Paris, Paulin, imprimerie Schneider et Langrand, 1843, 2 vol. in-8°.

Le même ouvrage, Bruxelles, Wouten et Cie, 1844, 3 vol. in-8°.

Cet ouvrage qui a coûté à l'auteur plus de deux ans de recherches et de travail assidu, est le plus complet qui eût alors paru sur une matière peu connue et qui n'avait été traitée qu'accidentellement et partiellement par les historiens.

MÉMOIRES

AVANT MA NOMINATION

A LA CONVENTION

Pour bien apprécier la conduite politique des hommes de la Révolution, il est bon de connaître leur point de départ.

Je suis né à Poitiers, le 23 mars 1765, de père et mère roturiers. La famille de mon père remontait à Jacques Thibaudeau, marchand de draps, vivant au milieu du seizième siècle, dans la ville de la Châtaigneraie, en Poitou (1). Le fils et le petit-fils de Jacques continuèrent la même profession dans cette ville. Des actes publics les

(1) Voir Appendice.

qualifient d'*honorable homme*, d'*honnête personne*. Leurs descendants vivaient sur leurs domaines, dans la même contrée. Mon bisaïeul fut commandé par le maréchal Chamilly, pour se rendre à son armée, monté et armé en dragon. Ma trisaïeule, calviniste, fut enlevée par ordre du roi, et enfermée dans un couvent à Luçon. Le Bas-Poitou est le foyer de ma famille; les Thibaudeau y sont assez nombreux. Je n'en ai pas trouvé ailleurs. Ce sont de petits bourgeois, des propriétaires-cultivateurs, des artisans attachés au pays où ils sont nés, et sans ambition. Pendant plus de vingt ans que j'aurais été en situation de leur être utile, il n'en est pas un seul qui m'ait donné signe de vie. Mon aïeul paternel était procureur à Poitiers.

La famille de ma mère, Voyer, faisait remonter son origine à Richard Voyer, noble et homme de guerre, venu d'Angleterre vers 1400. Elle se prétendait parente des Voyer d'Argenson. Jamais nous n'avons cousiné, jamais nos chiens n'ont chassé ensemble. Le vrai chef de la famille connu, était Elie Voyer, lieutenant d'une compagnie de cheveu-légers, tué au siège de la Rochelle en 1628. Il habitait le Loudunais. Plusieurs Voyer se réfugièrent en Hollande pour cause de religion. Mon aïeul maternel était avocat à Poitiers. Mon père occupait le premier rang au barreau. Il eut beaucoup d'enfants; nous restâmes huit, cinq garçons et trois filles.

L'éducation de la jeunesse roturière de province, surtout dans les familles nombreuses, était pour ainsi dire abandonnée à deux grands maîtres : la nature et la nécessité. Ma mère, excellente femme, toute à Dieu et à son ménage, soignait notre éducation physique et religieuse. Mon père ne s'en occupait pas, absorbé qu'il était par les travaux de son état. Avocat de l'évêque, de plusieurs

chapitres et couvents, il allait à l'église, mais il était philosophe et déiste. Matin et soir, il faisait sa prière, son bonnet à la main, en marchant, selon le temps, dans son jardin ou dans son cabinet. Les dimanches et fêtes, ma mère nous conduisait à l'église. Enfant, j'avais de la foi et de la ferveur ; mais à force de me menacer de l'enfer, j'eus plus peur du diable que d'amour de Dieu. Adolescent, j'aimais les cérémonies religieuses comme spectacle ; je chantais en chœur les hymnes et les psaumes. Jeune homme, je ne fréquentai plus les églises que par respect humain, et dans un but tout à fait profane, malgré les bons exemples que j'avais dans ma famille. Le monde m'en offrait aussi de mauvais. Je voyais des libertins et des gens tarés affectant la dévotion, des prêtres de mœurs équivoques, des amants qui se donnaient rendez-vous dans le temple du Seigneur, les pratiques de la religion servant de manteau à des intérêts mondains.

Pour mon instruction, je suivais les cours du collège tenu par des prêtres séculiers qui avaient remplacé les jésuites ; j'avais à la maison un précepteur, apprenti prêtre. On n'enseignait absolument que le latin ; thèmes, versions, discours français, on ne sortait pas de ce cercle. Je faisais mes études avec mon frère aîné, plus âgé que moi de quinze mois. A quoi nous destinaient nos parents ? Deux carrières principales étaient ouvertes à la bourgeoisie : l'Église, le Palais. Elle regardait le commerce et l'industrie comme une dérogeance. J'avais des dispositions naturelles, je fis des progrès, j'étais cité comme un bon écolier, j'obtins des couronnes et des prix. Mon frère, avec de l'esprit naturel, était dissipé, n'aimait pas l'étude, et restait en arrière. Sans nous consulter, on résolut de faire de lui, un prêtre, et de moi, un avocat. Mon père,

voyant en moi son successeur, me donna de bonne heure cette direction.

A la différence des anciens du barreau qui ne connaissaient que Cujas et Barthole, il aimait les lettres, et les cultivait dans le peu de loisirs que lui laissait son état. Dans sa bibliothèque, dont la jurisprudence faisait le fond, il y avait des historiens, des poètes, des philosophes. J'aimais beaucoup la lecture. Un gentilhomme, M. Thoreau de la Grimaudière, grand amateur de livres, avait une belle bibliothèque, sans contredit la meilleure de la ville. Quoiqu'il eût totalement perdu la vue, il achetait toujours des livres, les plus nouveaux, les ouvrages défendus. Il se les faisait lire, il en prêtait à mon père et j'en profitais. A la campagne où je passais les vacances, un ancien jésuite, homme d'esprit, était réduit aux fonctions de vicaire de la paroisse, dont le curé était un âne, et, à la lettre, ne savait pas lire. L'ex-jésuite me prêtait très-secrètement des livres prohibés de philosophie, de politique et même érotiques. Il prenait plaisir à s'entretenir de ces matières avec moi, à me les expliquer, à m'en donner le goût. Toutes ces lectures, je les faisais sans direction suivie, sans plan, au hasard et à la dérochée ; cependant elles n'étaient pas perdues, il en restait toujours quelque chose.

Habitué à me servir moi-même, et n'ayant pas les moyens de payer les autres quand j'en avais besoin, j'appris à faire usage de mes membres, je pratiquai les arts mécaniques pour mon usage, et j'y trouvai du plaisir. L'horticulture eut beaucoup d'attrait pour moi ; je m'en occupais avec ardeur pendant les vacances. J'étais en relation avec les cultivateurs, les artisans et les ouvriers. Les pères m'instruisaient, je me livrais avec les fils aux

exercices du corps, aux amusements de notre âge. Je faisais un cours d'égalité pratique. Ces impressions et ces habitudes de ma jeunesse ne se sont point effacées dans la prospérité. Elles m'ont été d'un grand secours dans les revers de fortune.

Mon père me destinant à la profession d'avocat, chercha à m'en inspirer le goût, et à m'initier dans la pratique. Pendant les vacances, appelé pour des contestations qui exigeaient l'inspection des lieux, ou des opérations sur le terrain, il me menait avec lui dans les châteaux de nobles clients et dans de riches abbayes. Ainsi, je visitai à sa suite Dissais à l'évêque de Poitiers, Lefou au marquis de la Roche-du-Maine, Baudiment au marquis de la Rochetulon, La Rochefaton au comte de Vitré, Plumartin à la famille de ce nom, les abbayes de la Merci-Dieu, de Noaillé, du Pin, de Bonnevaux et bien d'autres seigneuries laïques et ecclésiastiques. En voyant ces vastes demeures, les tours, les donjons, les fossés, les ponts-levis, les parcs, les champs, les prés, les forêts et toutes leurs dépendances, j'éprouvais un vague sentiment d'envie, non dans mon intérêt personnel, mais dans celui de ma classe roturière. Je cherchais à m'expliquer comment et pourquoi les nobles et les corps religieux propriétaires de ces vastes domaines, les possédaient ; à quel titre ils percevaient la dime et les droits féodaux. Je considérais ces privilégiés, si fiers vis-à-vis de la roture et devant lesquels elle s'humiliait, je cherchais s'ils étaient supérieurs aux autres hommes, je ne trouvais chez eux aucune différence. Ces premières impressions me conduisirent plus tard à des études et à des réflexions sérieuses sur la constitution de la propriété, sur le régime féodal, et sur l'inégalité des conditions.

Ma raison se révoltait en voyant les grandes possessions du clergé, surtout du clergé régulier, l'usage qu'il faisait de ses immenses revenus, le luxe des supérieurs, la vie oisive des moines, et le relâchement reconnu de leurs mœurs. Mon vieux jésuite m'en avait tant raconté là-dessus !

Ce fut surtout le château de Plumartin qui frappa le plus mon imagination. Il n'y avait pas encore vingt ans que deux régiments y avaient été envoyés pour en faire le siège et avaient enlevé le marquis de ce nom. Il avait été conduit à la Bastille, où on le croyait encore. Les gens du pays racontaient ses brigandages. C'était, au XVIII^e siècle, une imitation parfaite du XIV^e : rapt, viol, assassinat, mépris de l'espèce humaine et de toutes les lois. Je frémissais d'indignation en parcourant les lieux théâtre de ses odieux exploits et à l'aspect des oubliettes où il engloutissait ses victimes. Le château, jadis fortifié et défendu par une garnison de brigands, n'était plus qu'une vaste et triste solitude, habitée dans ce moment par la marquise dont le costume annonçait le veuvage, et dont les traits portaient l'empreinte de profonds chagrins. Tout cela n'était pas propre à me faire aimer la noblesse.

Dans le voisinage de la campagne de mon père était un château qui rappelait des souvenirs moins tragiques : c'était Bonnivet, bâti pour l'amiral de ce nom, favori de François I^{er}, pour humilier le connétable de Bourbon qui possédait, non loin de là, le château plus modeste de Châtellerault. J'y faisais de fréquentes excursions. C'était un magnifique monument de la Renaissance, une véritable résidence royale où rien n'avait été épargné pour le décor intérieur et extérieur. Il n'avait jamais été habité ;

il s'était de lui-même parfaitement conservé ; il n'y avait presque pas de revenu, et il appartenait aux Châteignier, famille noble, mais qui n'était pas riche. En présence de ce château, l'étude de l'histoire de François I^{er} avait pour moi beaucoup de charmes. J'y faisais comparaître le roi, le favori, le connétable. Ma sympathie était pour le rebelle. Peu de temps avant la Révolution, Bonnivet fut vendu par son noble propriétaire à un procureur de Poitiers, pour être démoli. Alors disparurent les combles élevés, les hautes cheminées, les tourelles se terminant en cône, la belle charpente en bois de châtaignier, les longues façades percées de 365 croisées, les riches frontons, les plafonds, les arabesques, les fleurs, les emblèmes, les devises, les salamandres, les ornements les plus délicats, la sculpture d'un fini parfait. Tout cet édifice s'écroula sous le marteau du maçon. La place fut rendue nette comme elle l'était avant l'amiral Bonnivet.

Lorsque j'eus fini mes humanités, je passais pour un petit prodige. Comparativement à la plupart de mes condisciples, cela pouvait être vrai, mais réellement je ne savais rien ou que très-peu ; c'était la faute du système d'instruction et non la nôtre. Du latin inculqué par six longues années d'enseignement ; du français, ce qu'on en apprenait sans maître, par routine et lecture ; de l'histoire, des excursions incomplètes ; de la littérature moderne, des notions superficielles ; des sciences, de pauvres bribes ; de la plus importante de toutes, celle de la nature de l'homme, de sa destination, du but moral de la vie, zéro. Ce qu'il y avait de plus fâcheux pour moi, c'est que je ne me doutais pas de mon ignorance. Ma famille, le public me gâtaient, et je me laissais faire. Mon cours de philosophie s'écoula comme celui de mes humanités. J'avais

passé sept ans, sous la férule des prêtres, abandonné à moi-même. Je fis mon droit avec quelque succès, mais comme simple légiste, avec la même foi qu'un bon chrétien dans l'Évangile, comme l'enseignaient les professeurs, sans examiner les principes et les effets des lois.

En 1782, mon père commença à publier l'*Abrégé de l'Histoire du Poitou*. Ainsi qu'il le disait dans son avertissement, l'amour de la patrie et le désir de s'instruire lui avaient fait faire des recherches à ce sujet ; il avait profité d'un temps d'inaction absolue du barreau de Poitiers, pour recueillir ces mémoires. C'était à l'époque de la révolution parlementaire du chancelier Maupeou. A l'exemple du parlement de Paris, les tribunaux de Poitiers, juges et avocats, refusèrent le service ; le cours de la justice fut interrompu. Mon père utilisa ses loisirs par une œuvre patriotique. Alors, et surtout en province, le métier d'écrivain ne menait pas à la fortune. Mon père n'espérait pas retirer d'un travail historique local beaucoup plus de gloire qu'il n'en avait acquis dans l'exercice de sa profession. De la peine, des dépenses, des jalousies, des inimitiés et presque de la persécution, voilà la récompense qui l'attendait. Il lui fallait consulter toutes les archives de la province ; les plus intéressantes étaient dans les maisons religieuses ; il eut beaucoup de peine à y pénétrer, et ne put en consulter qu'une partie. Les Bénédictins s'occupaient, depuis le XVI^e siècle, de l'*Histoire d'Aquitaine*, ils n'avaient encore rien publié : Dom Mazet, religieux de cet ordre à Poitiers, avait hérité de cette grande entreprise : *Inde iræ*.

Dans les moments de loisir que me laissaient mes études, j'aidais mon père dans la préparation des matériaux. Je déchiffrais les chartes ; cette occupation me

plaisait beaucoup ; je devins assez fort en paléographie.

Malgré mon éducation routinière, les exemples de mes parents, mon attachement pour eux, et mon respect pour les convenances sociales, j'avais de l'indépendance, de la fermeté dans le caractère, de la hardiesse dans l'esprit ; je comparais, je réfléchissais, je me permettais de ne pas trouver tout bien, et de rêver du mieux. Ce fut principalement pendant mon cours de droit que s'opéra en moi mon émancipation morale. Des circonstances et des événements, en eux-mêmes peu importants, contribuèrent à développer le germe d'un sentiment que je portais dans mon âme, celui de ma dignité d'homme.

Poitiers était essentiellement une ville de nobles et de prêtres ; on y comptait un grand nombre de paroisses, de chapitres, de couvents. L'Église et le Palais étaient les deux carrières ouvertes aux bourgeois. Ceux qui n'y entraient pas, vivaient dans l'oisiveté de leurs modestes héritages. Point de commerce ni d'industrie ; des marchands en détail, et des artisans pour les besoins de la consommation. On donnait au Poitevin pour armes parlantes, trois G qu'on expliquait ainsi : Gueux, Glorieux, Gourmand. Il était apathique et ne manquait pas de fierté.

La noblesse était orgueilleuse, insolente, ignare. La maison de mon père en était entourée. Nous en avions trois familles en perspective. Je les voyais tous les jours, l'épée au côté, se pavanant dans leur glorieuse nullité. Mon père était l'avocat de beaucoup de nobles ; ils venaient le consulter dans son cabinet ; il les recevait avec politesse et dignité ; hors de là, on se saluait réciproquement, mais point de rapports de société. Pour moi, je saluais

aussi les vieux dont j'étais connu ; quant aux jeunes gens, nous nous regardions, et voilà tout. Une de ces trois familles était composée de deux chevaliers de Saint-Louis, podagres, dont l'un, bon et brave homme, avait un fils à peu près de mon âge ; l'autre célibataire et hargneux ; on l'appelait *Chétif drôle*. Le fils, tout fraîchement nommé officier dans les carabiniers, promenait fièrement son uniforme. Un jour, il s'avisa de me lancer, de sa fenêtre, un projectile dans ma chambre où j'étais occupé. Il ne fut pas assez leste à se retirer pour que je ne le visse pas. Le soir même, l'apercevant qui revenait chez lui, je descendis dans la rue, lui barrai le passage, et lui demandai raison. Il pâlit, balbutia, et me fit comprendre que je n'étais pas d'étoffe à ce qu'il se mesurât avec moi. Alors je me fis justice, et je le laissai assez grièvement offensé pour croire qu'il provoquerait une réparation. Mais au lieu de m'envoyer un cartel, il alla porter plainte au procureur du roi. Le magistrat, noble de cloche, prit la chose au sérieux, envoya chercher mon père, lui déclara que j'avais là une très-mauvaise affaire, et qu'il ne pourrait s'empêcher de me poursuivre, si je ne m'empressais de faire, en sa présence, des excuses au plaignant. Mon père revint tout consterné, m'appela, me lava la tête, et me demanda ce que je voulais faire pour sortir de l'embarras où je m'étais jeté si imprudemment sans égard pour lui et ma famille. Mon parti est tout pris, lui répondis-je ; des excuses, jamais : me battre avec le plaignant, ou subir le procès. Je lui expliquai toutes les circonstances de la querelle, je lui démontrai que je n'avais pas pu faire autrement. Il alla chez les parents du plaignant. Ce fut là une autre scène. Des lamentations du père sur ce que les enfants troublaient la bonne intelligence et les rapports

de bon voisinage qui avaient toujours existé entre les parents. Indignation de l'oncle sur ce que son neveu, un officier, oubliait le soin de son honneur au point de porter plainte; déclaration que s'il ne se battait pas, ce serait lui qui, malgré sa goutte, viendrait se battre avec moi. Enfin personne ne se battit; nulle suite ne fut donnée à la plainte. L'officier partit pour son régiment avec son injure, et l'affaire en resta là.

Les étudiants en droit formaient un corps respectable, parce qu'il savait se faire respecter. Il avait certains privilèges, notamment celui du port d'armes. Ils étaient bien tombés en désuétude; les étudiants ne portaient plus l'épée, mais ils s'en servaient; ils se nommaient des chefs sous le nom de *prévôt*, et de *lieutenant de prévôt*; ils avaient leur café, leur salle d'armes. On racontait leurs querelles et leurs exploits; comment ils avaient combattu contre des officiers de la garnison, avec tant d'avantage, qu'on avait été obligé de faire partir de la ville plusieurs régiments. Nourris de ces souvenirs, les étudiants étaient très-susceptibles sur le point d'honneur, surtout avec les officiers, alors presque tous gentilshommes. Ceux-ci représentaient la noblesse; les étudiants, le Tiers-État.

Nobles et roturiers vivant de leur côté, habituellement, il n'y avait pas de conflit; il ne s'en élevait que dans les occasions où l'on se trouvait réunis, telles que dans les divertissements publics. Aux redoutes, dans la salle de spectacle, la noblesse s'emparait du théâtre, faisait bande à part; les demoiselles ne dansaient que de mauvaise grâce avec les roturiers. Par inadvertance, ou pour se venger de l'impertinence d'une de ces nobles danseuses, un étudiant lui marcha sur le pied. Il s'ensuivit un duel.

et, quinze jours après, trois étudiants furent arrêtés par lettres de cachet et transférés dans des prisons d'État.

Les éloges pompeux que faisaient les historiens de l'honneur chevaleresque de la noblesse ne nous avaient pas accoutumés à ces ignobles vengeances. On en concluait ou que ces éloges étaient menteurs, ou qu'elle était dégénérée. Les mœurs antiques s'étaient bien corrompues ; mais c'étaient des nobles, hommes et femmes, qui s'affichaient. Malgré les enseignements de l'histoire qui nous révélait les mœurs dissolues de la cour, nous étions élevés dans le respect du roi et des princes. En 1782, le comte d'Artois se rendant au fameux camp de Saint-Roch, s'arrêta à Poitiers. Il était frère du roi, apanagiste du Poitou, joli homme de vingt-trois ans, dans la fleur de la jeunesse. On courut au-devant de lui, on lui fit une brillante réception, on l'admirait, les femmes en raffolèrent. Il ne s'occupa que de plaisirs et ne les épargna pas. Le jour de son départ, ses voitures allèrent l'attendre hors de la ville ; il la parcourut à pied, escorté d'une bande de jeunes nobles et d'officiers de la garnison. Sortant de déjeuner, ils avaient l'allure et les manières dévergondées de libertins qui viennent de faire ripaille. Le cortège traversa la magnifique promenade de Blossac où se trouvait réuni un grand nombre de dames et de demoiselles. Soit par le besoin pressant de rendre le champagne dont il s'était largement abreuvé, soit par un excès de cynisme déhonté, le prince s'arrêta, et insulta, avec un rire effronté, à la pudeur publique. Voilà l'homme à qui mon père dédiait son *Abrégé de l'Histoire du Poitou*, comme le *Chef et le premier citoyen de la province*.

Après avoir fini mon droit, je passai de la théorie à la pratique ; je travaillai dans le cabinet de mon père et chez

un procureur pour apprendre la procédure ; je suivis les audiences pour me former à la plaidoirie. Le barreau était bien composé. A la tête se trouvaient trois avocats à peu près du même âge, et dont les noms avaient la même désinence, Giraudeau, Laurendeau, Thibaudeau ; Giraudeau était disert ; Laurendeau mordant, railleur, parfois brutal ; mon père était le plus près de l'éloquence. Ensuite venaient des hommes d'une nouvelle génération qui marchaient avec plus ou moins de succès sur les traces de ces trois chefs. Enfin quelques jurisconsultes qui ne plaidaient plus et se bornaient à consulter. L'ordre se distinguait par la confraternité qui tempérerait les rivalités, par la délicatesse des sentiments, par la pureté des mœurs, le respect de soi-même et le désintéressement. Voici quel était le tarif des avocats : consultation verbale, 24 sous ; par écrit, 3 fr. par page ; plaidoyer, depuis 3 fr. jusqu'à 12 fr. Il n'y avait d'exception que pour de grandes causes qui exigeaient plusieurs audiences ou des mémoires imprimés. Quand un avocat gagnait 20 ou 25 louis dans un procès, c'était un cas fort rare et tout à fait extraordinaire. On donnait un reçu des honoraires ; du reste, quand un client marchandait injustement, on ne se disputait point avec lui, on se tenait pour satisfait. Avec ce régime, en travaillant du matin au soir, mon père gagnait de cinq à six mille livres par an.

Lorsque, par le travail du cabinet, j'eus acquis une certaine pratique des affaires, je commençai à travailler pour mon compte. Des procureurs qui cherchaient le bon marché, me donnaient des requêtes à faire ; mon père m'essayait à rédiger des consultations, et m'accordait quelques gratifications. Que je fus heureux et fier du premier argent que je gagnai ! C'était le présage de l'in-

dépendance, du bien-être, d'un soulagement pour ma famille.

Enfin, je fus reçu avocat à vingt-deux ans ; je plaidai en 1787 ma première cause, et je volai de mes propres ailes.

Lorsque j'entrai dans la carrière du barreau, le cours pacifique de l'ordre judiciaire était livré à de graves perturbations ; de hautes questions politiques agitaient les esprits ; la France ressentait les premières secousses d'un grand ébranlement.

Les assemblées provinciales furent établies. Les citoyens étaient appelés à la gestion des intérêts locaux, et notamment à la répartition des impôts. C'était pour le Poitou, administré par un intendant sans contrôle, un commencement de vie publique. Mon père fut nommé procureur-syndic ; il apporta dans l'administration des affaires de son pays le zèle et la capacité dont il avait donné des preuves éclatantes comme avocat. Nécessairement l'exercice de sa profession en souffrit. L'administration absorba le barreau. L'institution de ces assemblées fut accueillie comme un grand bienfait. Mais elle maintenait les trois ordres, le clergé, la noblesse et leurs privilèges. Par conséquent diversité d'intérêts, et les privilégiés en majorité. La marche de l'administration ne tarda pas à s'en ressentir. J'écrivis un pamphlet pour critiquer plusieurs de ses opérations, et j'osai aborder la question du privilège des deux ordres en matière d'impôts. Je portai mon œuvre à l'imprimeur ; au lieu de l'imprimer, il communiqua mon manuscrit à mon père qui le retint, me blâma vivement d'un acte de hardiesse qui n'aurait eu d'autre effet que de nous attirer à dos le clergé et la noblesse. Je me soumis.

Les élections aux États-Généraux confirmèrent ce que

j'ai dit sur le caractère peu avancé des Poitevins. Parmi les députés du clergé et de la noblesse, il n'y en eut pas un seul qui jouât un rôle à la tribune, ni dans les comités de l'Assemblée nationale. Parmi les députés du Tiers-État, presque tous magistrats ou avocats, trois seulement sortirent de l'obscurité ; Creuzé La Souche, esprit juste, instruit, consciencieux, travailleur ; Cochon Lapparent, ambitieux, remuant, propre aux petites intrigues ; Bion, ardent, emporté, brouillon. Aucun des trente-six députés ne jeta, par ses travaux, par ses talents, quelque éclat sur sa province. Je n'excepte pas mon père qui aurait pu tenir un rang honorable, si des causes que je dirai n'avaient paralysé ses facultés.

Bien que flatté d'avoir obtenu, dans son pays, cette honorable distinction, mon père en fut épouvanté. Depuis vingt-huit ans qu'il était allé à Paris se faire recevoir avocat en parlement, il n'avait quitté son travail que pour des excursions dans sa province. Le travail l'avait rendu casanier ; il s'était accoutumé à la vie de famille ; il s'était fait un besoin des soins et des commodités dont il était entouré. Quoique d'une bonne constitution, il était sujet à quelques indispositions, qu'aggravait son imagination en les exagérant. Il lui était pénible de rompre tous ses liens, de renoncer à ses habitudes, pour aller, âgé de cinquantedeux ans, vivre à l'auberge, livré à des étrangers, à des mercenaires. Avec des mœurs simples, une conscience délicate, une âme pure, il redoutait l'approche des grands et de la cour, et se sentait déplacé sur le théâtre de la politique. Enfin avec son patriotisme et sa philosophie, il n'avait ni l'ambition, ni la fermeté de caractère qui font affronter les révolutions et jouer avec leurs orages. D'un autre côté, dans sa famille, loin de lui donner du courage,

tout concourait à l'affaiblir. La séparation était pénible, douloureuse surtout pour ma mère qu'il n'avait jamais quittée. Moi seul, dans l'enthousiasme pour l'ère nouvelle que promettaient les États-Généraux, je m'efforçais de le faire partager à mon père, de retremper son âme par la perspective de la gloire qu'il allait acquérir, en concourant, par ses talents, à fonder la liberté et le bonheur de la France. Je m'offris à l'accompagner; je ne lui dissimulai pas combien je serais heureux d'assister au spectacle nouveau et intéressant qui se préparait à Versailles. Ma proposition fut acceptée, le départ résolu; j'en fus dans l'ivresse.

Je n'étais pas sorti de ma province, et je n'y avais pas beaucoup voyagé. Nous partîmes par la diligence qu'on appelait *Turgotine*. On la regardait comme un grand progrès. Mon père me disait que, lorsqu'il était allé se faire recevoir avocat en parlement, il avait fait le voyage à cheval, suivi d'un fourgon qui portait les bagages. C'était alors la messagerie; on restait sept à huit jours en route. La *Turgotine* n'en mettait que trois ou quatre; on couchait plusieurs fois; on était horriblement cahoté. Il n'y avait pas de meilleure voiture. La poste aux chevaux était du luxe.

Après avoir pris un moment de repos à Paris, nous nous rendîmes à Versailles le 25 avril. Nous louâmes un modeste logement de deux chambres. Les premiers jours se passèrent à se reconnaître, à s'arranger, à faire quelques visites. Il y avait un grand mouvement dans la ville. Les députés du haut clergé et de la noblesse, avec le luxe de leurs costumes et de leurs équipages, augmentaient encore l'éclat si resplendissant de la cour. Le bas clergé et les députés du Tiers-État faisaient nombre. Les curieux

affluaient de l'étranger, des provinces, de Paris. Jamais Versailles n'avait été aussi peuplé, aussi vivant.

Le 2 mai, les députés furent présentés au roi ; ceux du clergé et de la noblesse dans son cabinet, ceux du Tiers-État dans le salon d'Hercule, ce qui excita des murmures parmi eux.

Le grand drame qui se préparait, et auquel je venais assister, commença le 4, par une procession solennelle. Pour la première fois, je voyais la cour sur pied. Je ne pus examiner attentivement que les principaux personnages : Louis XVI, épais, lourd, nulle dignité, figure sans expression ; Marie-Antoinette, svelte, tournure dégagée, traits réguliers, physionomie tour-à-tour fière et gracieuse, répondant bien à l'idée qu'on se faisait de ce que devait être une reine ; Monsieur, constitution analogue à celle du roi, le regard expressif et spirituel ; le comte d'Artois, bien fait, élégant, figure agréable, insouciance dédaigneuse. Je me rappelai son impertinence de la promenade de Blossac. Les spectateurs nombreux, pressés comme moi sur le passage du cortège, furent en général froids pour la cour. Il y eut des cris de : *Vive le Roi!* rien pour la reine. Tout l'intérêt se portait sur le duc d'Orléans, prince de bonne mine et d'une bonne tenue, d'un air ouvert et riant. Il répondit à quelques acclamations, et semblait les provoquer par des saluts. Les députés excitaient au plus haut point l'intérêt et la curiosité. Les spectateurs laissaient passer en silence ceux de la noblesse et du haut clergé, distingués par la richesse de leurs costumes, et exprimaient par leurs applaudissements leur sympathie aux députés du Tiers-État, costumés en baillis de village. On les mécontenta par la manière peu convenable, pour ne pas dire indécente, dont ils furent,

le 5 mai, introduits dans la salle d'assemblée. Il y en eut même qui proposèrent de forcer la porte. La salle était magnifiquement décorée. La cour y déploya tout son luxe. J'avais vu le roi terre à terre, sur ses pieds. Je le vis assis sur son trône dont les degrés étaient couverts de nombreux officiers domestiques dans de brillants costumes ; c'était éblouissant. Il prononça son discours sans hésiter, d'une voix ferme et sonore, et excita de vives acclamations. Le garde des sceaux, Barentin, et le ministre Necker parlèrent ensuite fort longuement. A cette époque Necker était l'homme le plus populaire de France. On en avait la plus haute idée. Je ne l'avais aperçu qu'un moment. J'eus le temps de le voir à mon aise pendant qu'il parlait. Il avait une physionomie froide, sévère, solennelle et peu agréable ; il portait la tête très-relevée. Dans son maintien et son débit, il y avait plus de morgue et d'emphase que de dignité et d'éloquence. Rien moins que séduisant, il imposait. Je ne sais si c'est parce qu'il était Genevois, son air me parut plus étranger que français ; son discours fut d'une longueur assommante. Louis XVI se retira aux cris de : *Vive le Roi !* On cria quelque peu : *Vive la Reine !* La cérémonie fut assez froide. Le Tiers-État, mal disposé, commença à craindre, d'après les discours ministériels, que la cour n'eût convoqué les États-Généraux que pour en obtenir de l'argent, et qu'elle ne se bornât, pour tout le reste, à recevoir leurs doléances. Enfin le silence gardé sur le mode de délibération parut un oubli inconcevable ou plutôt une combinaison perfide.

Sur cette question, les députés du Tiers-État avaient un parti pris. Le mot d'ordre avait couru dans toutes les députations pour la délibération par tête. Celle du Poitou

était unanime. On était même assuré de plusieurs curés de la députation du clergé. Le soir de l'ouverture des États-Généraux, les députés du Tiers-État se prononcèrent en décidant que ceux du clergé et de la noblesse seraient invités à se réunir à eux, pour procéder à la vérification des pouvoirs. Alors commença ce conflit qui dura plus d'un mois.

Je suivais avec un vif intérêt les séances du Tiers-État ; j'entrais souvent avec mon père dans l'enceinte où siégeaient les députés. Un jour, je me permis d'émettre à mes voisins une opinion contraire à celle d'un orateur. Un membre se leva furieux, et, me montrant du doigt, me dénonça au président comme un étranger qui, non content d'usurper une place dans l'assemblée, lui manquait de respect. C'était Bion, député de ma province, de qui je n'étais pas encore connu. Heureusement mon père s'approcha de lui, et parvint à le calmer. J'en fus quitte pour la peur d'être chassé par un huissier. Je me promis d'être plus circonspect à l'avenir. C'était un grand bonheur pour moi de voir et d'entendre à leurs débuts les principaux orateurs. Celui qui me fit la plus vive impression fut sans contredit Mirabeau. Il réunissait toutes les qualités de l'orateur, l'organe, le débit, le geste et la pose. Ses formes athlétiques, sa forte tête, son épaisse chevelure, sa figure couturée de petite vérole, lui donnaient l'aspect imposant du roi des animaux. D'après le type convenu de la beauté, il était laid ; mais quand il s'animait, le feu de son regard, la hauteur de sa pensée, l'éclat de son éloquence l'embellissaient ; il était superbe. Sous le poids des plus fortes préventions, il était pour beaucoup de ses collègues un objet de méfiance, de mépris et d'horreur. Eh bien ! quand il paraissait à la tribune, et

dès qu'il demandait la parole, ils étaient tous et malgré eux silencieux, attentifs, empressés de l'entendre, déjà subjugués par sa supériorité, et, quand il parlait, saisis, entraînés par son discours. Sa puissance était d'autant plus assurée, qu'il en avait le sentiment et l'orgueil. Essayait-on de l'ébranler par des interruptions ou des murmures, il relevait fièrement la tête, secouait sa crinière d'où se détachait un nuage de poudre, portait le bras en avant comme pour lancer la foudre, et sa voix de tonnerre dominait les interrupteurs ou leur imposait silence. Pour mon compte, il me saisissait par tous les points sensibles, m'étreignait à m'ôter la respiration, et ne me laissait que la faculté de l'admirer et de l'applaudir. Cependant, dans ma candeur de jeune homme et mon innocence provinciale, je partageais, jusqu'à un certain point les préventions qu'une vie orageuse soulevait, non sans raison, contre lui. Et puis, ce qui m'était antipathique, sous le costume roturier du Tiers-État, il était noble, très-vain de sa noblesse, et il avait au suprême degré l'attitude et les manières d'un aristocrate. Mais à mes yeux il rachetait tout cela par son talent, son génie et surtout par sa fougue révolutionnaire. Sans aucun titre, et trop humble pour essayer de faire sa connaissance, je ne perdais pas une occasion de m'en rapprocher soit sur son banc, soit dans les groupes que formaient autour de lui ses collègues, pour l'entendre dans la familiarité de sa conversation où il savait répandre du charme et faire jaillir un trait.

Au commencement de la session des États-Généraux, peu de journaux rendaient un compte détaillé des séances, et propre à en représenter un tableau animé et dramatique. Je prenais des notes sur lesquelles je rédigeais une

correspondance que j'adressais à un des mes amis à Poitiers pour la lire dans une réunion de jeunes patriotes. J'y exprimais mes sensations, je m'y permettais des jugements. Enfin dans une chronique du mouvement extérieur, je rapportais les événements de la place publique, les manifestations populaires, les anecdotes relatives aux députés et à des personnages du gouvernement et de la cour. Cette correspondance eut un grand succès, et comme elle était rédigée dans l'esprit le plus révolutionnaire, elle commença ma réputation patriotique.

A l'ouverture des États-Généraux, j'avais vu la cour dans toute sa représentation extérieure. Chaque jour, je la voyais dans ses habitudes ordinaires, allant et venant, à pied, à cheval, en carrosse, à la chasse, à la promenade. Je voulus la voir dans son intérieur, dans son sanctuaire. On y pénétrait assez facilement à l'heure de la messe; il suffisait d'avoir un habit noir, des manchettes, la bourse et l'épée. Pour moi, simple observateur, perdu dans la foule qui se pressait dans les appartements, c'était un spectacle curieux par sa nouveauté et les reflexions qu'il m'inspirait. Ces grands seigneurs, ces nobles, si fiers, si dédaigneux pour nous, pauvres roturiers, qu'ils étaient, en présence de la royauté, souples, humbles et bas ! Ceux qui avaient des offices à remplir, comme ils étaient orgueilleux, *comme ils faisaient leurs embarras* ! Tous ces yeux convergeant vers une seule personne ou deux, le roi et la reine, en attendant, en implorant un regard, un signe, un mot, heureux de l'avoir obtenu, malheureux de n'avoir pas été remarqués.

Versailles fut bientôt divisé en deux camps, tout prêts à devenir hostiles. D'une part la cour, la noblesse, le haut clergé ; de l'autre les États-Généraux, ou plutôt le Tiers-

État, qui représentait réellement la nation. L'opinion publique s'exaltait pour les États-Généraux, et, en particulier pour les députés du Tiers-État. Dans une ville qui ne vivait que de la cour, on les recherchait, on se les disputait, on s'honorait de les recevoir et de les bien traiter. Cette bienveillance s'étendait à leurs familles ; comme fils de député, je fus parfaitement bien reçu chez des personnes qui avaient des emplois au château. Les événements politiques y étaient le principal sujet de conversation. Par mode ou par conviction, tout le monde était patriote.

Après des visites officielles de députations aux ministres, les députés en firent de particulières. Mon père alla chez M. Necker avec lequel il avait eu des relations comme procureur-général syndic, et qu'il regardait comme l'homme le plus capable, le plus moral, le plus puissant dans le parti patriote. Mon père avait quelque vue d'ambition pour moi, et voulut me mener avec lui. C'était la première fois que j'allais me trouver en présence d'un homme éminent par sa place et par sa renommée. En entrant chez lui, il m'imposa ; j'éprouvai quelque émotion ; mais après tout, comme je n'avais rien à lui demander, je repris mon aplomb. Mon père m'ayant présenté à M. Necker, il me demanda ce que je faisais. Je lui répondis que j'étais avocat. Il me loua d'avoir embrassé une carrière dans laquelle mon père s'était honoré et avait mérité les suffrages de ses concitoyens ; il m'engagea à marcher sur ses traces, ajoutant que l'avenir qui se préparait ouvrirait un vaste champ aux talents. Il dit ensuite quelques mots sur les difficultés qui s'élevaient pour la vérification des pouvoirs, et ne parut pas douter que l'intervention conciliatoire du roi ne parvint à les résoudre.

Mais dans quel sens ? Il ne s'en expliqua pas. M. Necker avait un extérieur fort respectable, et, au fond, je le croyais, comme tout le monde, moral, capable et patriote. Mais il était d'un froid glacial, compassé, qui ne m'attirait pas ; je lui aurais désiré plus de mouvement et de chaleur. Je ne cherchai pas à le revoir.

Du 10 au 15 mai, atteint du mal du pays, mon père fut réellement malade. Les médecins n'y virent pas d'autre remède qu'un voyage à Poitiers. J'en fus très-contrarié. Il voulut bien me dispenser de l'accompagner, et partit avec une personne de sa connaissance. L'apparent, député suppléant, demanda à l'Assemblée de prendre séance, attendu l'absence de mon père, et se fit porter sur la liste des députés comme *suppléant admis au lieu de M. Thi-
baudeau resté à Poitiers*. L'Assemblée rejeta sa demande. Le 10 juin, mon père était de retour à son poste. La majorité du clergé, composée de curés, sympathisait avec le Tiers-État, et ne demandait pas mieux que de se réunir à lui ; mais elle était encore retenue par l'esprit de corps, et l'influence des évêques. Elle tardait tant qu'elle pouvait de rompre avec eux. Les députés du Tiers-État n'épargnaient pas les insinuations. Ceux du Poitou travaillaient activement auprès des députés de leur province. Lecesve, curé de Sainte-Triaise, était ébranlé ; il lui restait pourtant quelque scrupule ; il vint consulter mon père qui lui dit ces propres mots : « Comment
« pouvez-vous hésiter ? N'êtes-vous pas né comme moi
« dans le Tiers-État ? Membre du clergé, qu'avez-vous de
« commun avec votre ordre ? A vous la charge des âmes
« et la portion congrue ; aux bénéficiers le loisir et les
« gros revenus. Venez à nous, rentrez dans la grande
« famille. Votre exemple fera cesser un scandaleux conflit
« qui dure depuis trop longtemps. »

Lecesve embrassa mon père et le remercia. Le lendemain Lecesve et deux autres curés du Bas-Poitou vinrent siéger avec les députés des communes. Toute la France patriote y applaudit, les évêques en furent abasourdis. Il se répandit que mon père n'y avait pas été étranger. Il en reçut des reproches de M. de Merey, évêque de Luçon, et de M. de Saint-Aulaire, évêque de Poitiers, son client. Dès ce moment, toutes relations cessèrent à peu près entre eux et lui.

J'assistai à cette célèbre discussion de trois jours qui se termina par la constitution des députés du Tiers-État en *Assemblée nationale*, et où Sieyès et Mirabeau luttèrent, l'un d'éloquence, et l'autre de dialectique. Sieyès était sans contredit, comme publiciste, le député le plus estimé, le plus influent dans l'assemblée et en France ; il faisait autorité. Il était venu à Versailles précédé par l'immense renommée que lui avait faite la publication de plusieurs écrits de circonstance, notamment celui portant pour titre : *Qu'est-ce que le Tiers-État ?* Investi de la faveur populaire, parce qu'il avait été, comme Mirabeau, nommé député du troisième ordre, le prêtre avait sur le noble l'avantage d'un caractère moral, d'une vie qui ne prêtait pas à la critique. Ses collègues le respectaient et l'écoutaient comme un oracle. Naturellement il était déjà enclin à en prendre l'attitude, et à s'en arroger l'infailibilité. Trop calme pour soulever les tempêtes révolutionnaires, il en préparait de sang-froid tous les éléments. Par sa logique rigoureuse, inflexible, il obtenait les mêmes succès que l'éloquence. Ainsi, il proposa cette formule : *Assemblée des représentants connus et vérifiés de la nation.* C'était la vérité, ni plus, ni moins. Dans sa pensée, cela conduisait à l'abolition des ordres, personne ne s'y trompa.

Mais la formule n'était pas assez tranchante. Un député obscur, Legrand, la simplifia par le titre d'*Assemblée nationale*, qui réunit la grande majorité des suffrages. On en fit honneur à Sieyès qui l'accepta.

Après ce coup d'état national, car c'en était un, la cour prépara le sien. Malgré le silence qu'elle observa, il en perça quelque chose. L'alarme se répandit parmi les députés patriotes. Le 19 juin, au soir, il y eut quelques réunions. Plusieurs collègues de mon père vinrent chez lui. On craignait la dissolution, le renvoi des États-Généraux et même un coup d'autorité contre quelques-uns des membres les plus célèbres. A ce titre, les députés poitevins n'avaient rien à redouter ; ils n'étaient pas moins inquiets, par esprit de corps, et dans l'intérêt de la cause pour laquelle ils s'étaient prononcés. Si la cour se portait à cette extrémité, que faire ? qu'arriverait-il ? On parla beaucoup sans rien conclure. Il n'en fut pas ainsi partout, ainsi que je l'appris ensuite. Les députés les plus compromis résolurent de faire tête à l'orage, et de résister par tous les moyens possibles à ce qui serait tenté par la cour contre l'existence et la liberté de l'Assemblée.

Le 20 juin au matin, nous entendîmes du mouvement dans la rue, nous mîmes la tête à la fenêtre. C'était un héraut d'armes. Il proclamait que le roi ayant résolu de tenir une séance royale aux États-Généraux le 22, les préparatifs à faire dans la salle exigeaient la suspension des séances. A cette proclamation, écoutée avec froideur et même accueillie par quelques murmures, succéda une certaine agitation ; mon père qui était indisposé en fut abattu, et se résigna à attendre l'événement. Je ne fus pas aussi patient. Je sortis pour aller aux informations. Je courus chez des compatriotes, ils ne savaient rien. Je

rencontrai Cochon Lapparent ; il sortait de chez le président Bailly. Il avait été résolu que les députés iraient comme d'ordinaire à leur salle ; des émissaires étaient en campagne pour les engager à s'y rendre. Je rentrai chez mon père, je l'arrachai de son lit, et je l'accompagnai à la salle de l'Assemblée. Beaucoup y étaient déjà réunis ; ils arrivaient de toutes parts. La porte en était fermée et gardée par des troupes qui leur en refusaient l'entrée. Le président survint, se présenta, somma en vain la garde de lui ouvrir passage, et déclara protester contre la violence. La fermentation était extrême parmi les députés et le peuple qui les entourait. Des menaces furent proférées de tomber sur la garde et d'enfoncer la porte. C'était assez mon avis, rien ne me semblait plus facile. Des voix plus prudentes proposèrent d'aller se réunir dans un autre local. Le nom de jeu de paume fut prononcé, on répéta, on cria : *Au jeu de paume !* On s'y rendit, toujours accompagné des encouragements de la foule qui augmentait à chaque pas. Là fut prêté ce serment solennel dont le tableau du grand peintre David ne donnera jamais qu'une idée bien imparfaite.

Je ramenai mon père chez lui. Cette secousse augmenta son indisposition. Deux ou trois de ses collègues vinrent le voir dans la soirée. Comme ils n'étaient pas malades, ils n'avaient pas été si fortement éprouvés que lui. Mais à leur inquiétude, on voyait qu'ils avaient dépensé plus de courage que n'en comportait la dose dont ils étaient pourvus. Pour les rassurer, je leur dis que cela ne faisait que commencer, qu'ils ne manqueraient pas d'autres occasions de lutter avec la cour, qu'ils en prissent leur parti. C'était précisément ce qui les alarmait. La partie ne leur paraissait pas égale ; la cour avait le pouvoir,

l'argent et les troupes. « Et vous, leur répondis-je, le peuple, l'opinion ! »

Le 21 et le 22 se passèrent sans coup d'autorité ; elle fit seulement fermer les portes du Jeu de Paume parce que, disait-on, le comte d'Artois voulait y faire sa partie. Les députés pourchassés de partout, se rassemblèrent dans l'église Saint-Louis ; la cour l'ayant souffert, on se crut fort, on reprit courage. Je n'allai point à cette réunion. Je restai auprès de mon père pour le soigner, et le mettre en état d'assister à la séance royale dont j'étais très-curieux, et qui avait été retardée d'un jour. Ce fut une répétition de la séance d'ouverture ; mais la cour avec tout l'appareil menaçant du despotisme au lieu de l'abandon et de la confiance, et les députés, ainsi que le peuple, dans un morne silence, au lieu de la joie et des cris de : *Vive le Roi !* Louis XVI était apparu au milieu des angoisses ; il se retira laissant les députés dans la consternation. L'irrésolution, le découragement étaient à leur comble, tout semblait perdu. Mais bientôt le sentiment d'un grand devoir, et l'indignation se réveillèrent aux fond des âmes ; qui osera le premier s'en rendre l'interprète ?

Mirabeau prit la parole et, à sa voix, l'Assemblée se releva énergique et majestueuse. Qu'il fut grand, magnifique dans cette séance. Je le vois encore repoussant, accablant de son dédain le grand-maître des cérémonies. Je vois ce pauvre Dreux de Brezé, empêtré et confus. Je vois, au soulèvement de l'Assemblée, le marteau tomber des mains des ouvriers envoyés pour démolir l'estrade du trône. Je vois la cour battue et les députés maîtres du champ de bataille ; au dehors, le peuple rugissant, se portant au château, redemandant, lui imposant Necker,

le portant en triomphe, et allumant des feux de joie pour célébrer sa victoire. Quelle belle et grande journée ! Le branle était donné ; le peuple avait essayé sa force. Il ne quittait pas la place, il environnait l'Assemblée. Il menaçait les membres récalcitrants du clergé et de la noblesse. Il en voulait surtout à l'archevêque de Paris, M. de Juigné. Le 24, j'étais sur l'avenue de Paris ; il s'éleva un grand tumulte, j'entendis des cris. J'y courus ; la voiture de l'archevêque était assaillie, on lui jetait des pierres et de la boue. Il avait de bons et beaux chevaux ; son cocher ne perdit pas la tête, les mit au galop, entra dans la maison de Saint-Lazare dont la porte se referma aussitôt. Il était temps, quelques secondes de plus, l'archevêque était perdu. Le peuple aurait même assiégé la maison, sans des détachements de troupes et de gardes du corps qui se rangèrent en bataille et sans coup férir. Si la force armée était tombée sur l'attroupement, elle en aurait eu probablement bon marché. Mais moi-même qui n'étais là, avec beaucoup d'autres, que comme curieux, cela ne me vint pas à l'idée. Le peuple, les patriotes étaient animés d'une confiance aveugle, et la troupe semblait avoir perdu le sentiment de sa force ou la volonté de s'en servir.

La séance royale eut un résultat bien différent de celui que la cour s'en était promis. Elle éleva le Tiers-État sur les ruines du clergé et de la noblesse, et fut un échec funeste à l'autorité royale. Mais elle ne se tint pas pour battue, médita de reprendre sa revanche et fit rassembler des troupes. Les députés ne doutaient pas que la cour ne voulût imposer par la force la déclaration du roi du 23 juin. Les alarmes recommencèrent. On ne parlait de rien moins que d'une armée de 50,000 hommes. Que pouvait opposer l'Assemblée ? Sa force morale ? Si elle n'imposait

pas aux baïonnettes, elle serait infailliblement subjuguée ou dissoute. Si les hommes timides se résignaient, les caractères énergiques étaient destinés à faire bonne contenance, à résister jusqu'à la fin, et à protester contre la violence. La physionomie de Versailles était bien changée ; la ville était triste et sombre. A la cour, au contraire, les visages étaient rians, épanouis, les propos insolents, l'attitude était hautaine. En me promenant le soir dans le parc, sur la terrasse, je n'avais pas encore vu la reine, les gens du château si gais, si dégagés, si radieux. On montrait au doigt, on narguait les députés patriotes. Les députés de la noblesse du Poitou avec qui mon père avait des relations ne lui dissimulaient pas qu'il fallait que force restât au roi. M. de la Châtre, écuyer de Monsieur, de sa nature franc et rude, était à cet égard d'une naïveté désespérante. Les médecins avaient conseillé à mon père, dont la santé était toujours chancelante, l'exercice du cheval. M. de la Châtre avait l'extrême complaisance de lui en faire fournir des écuries de Monsieur. J'accompagnais mon père dans ses promenades ; je trouvais assez piquant qu'un député patriote, et son fils, révolutionnaire déterminé, montassent les chevaux du frère du roi. Un jour ils nous manquèrent, parce que, dit M. de la Châtre, l'écurie était toute consignée. « Soyez tranquille, ajouta-t-il, vous ne serez pas pendus, vous en serez quittes pour retourner à Poitiers ». Cela n'était pas consolant.

Ce n'était pas à Versailles que la question devait se décider. Paris était dans une grande fermentation. Nous apprîmes, le 25 au soir, que les Gardes françaises avaient rompu leur consigne et fraternisé avec le Palais-Royal. Cette défection était d'un mauvais exemple pour les troupes. La cour en fut consternée. Les députés ne

savaient qu'en penser, et cependant se réjouissaient en secret. Le lendemain, le roi ordonna au clergé et à la noblesse de se réunir ; la joie fut à son comble, le peuple dans l'ivresse.

Je compris alors que le foyer de la Révolution était à Paris. Je n'y avais fait que de courtes excursions. Je résolus de partager mon temps entre Versailles et Paris. J'y avais peu de connaissances. Par le moyen d'un ancien camarade de collège, clerc de procureur, je me mis en rapport avec des jeunes gens de la Basoche, qui avaient soutenu le Parlement contre la cour ; patriotes ardents, désertant l'étude pour le Palais-Royal, pérorant dans les groupes, prêts à se jeter dans tous les mouvements. J'étais depuis deux jours à Paris, courant les lieux publics, me mêlant aux rassemblements, ne respirant que sédition, me complaisant dans l'agitation et le tumulte. Un matin, mon camarade entra chez moi, et me dit qu'on allait à l'Abbaye délivrer des Gardes françaises qui avaient été arrêtés. Nous y courûmes. Tandis qu'on assiégeait la prison, des cavaliers de la ligne, sabre nu, arrivèrent au galop. On leur offrit à boire, on les pérora, ils fraternisèrent avec le peuple. Les Gardes françaises furent délivrés et conduits en triomphe au Palais-Royal où on les accabla de témoignages d'intérêt, et où ils furent mis sous la sauvegarde publique. Cette journée fut pour moi d'un grand enseignement. Ces mouvements du peuple de Versailles qui m'avaient inspiré tant de confiance n'étaient qu'une faible image de ceux du peuple de Paris. C'était la mer en furie. Qu'opposerait la cour à cette formidable puissance ? Les troupes de ligne ? Des dragons et des hussards venaient de rengainer leurs sabres et de boire à la nation.

Exalté par ces réflexions et par le spectacle dont j'avais

été témoin, je retournai à Versailles, j'en fis un récit pompeux et véridique, qui satisfit mes auditeurs, sans les rassurer complètement. D'abord, quoique l'affaire, des gardes françaises eût été terminée à la satisfaction publique, la cour n'avait point renoncé à ses projets, elle continuait ses armements. Si elle tentait le combat, ne pouvait-elle pas l'emporter ? Si elle échouait, à quels excès ne se porterait pas le peuple déchaîné ? où s'arrêterait sa fureur ? Ces considérations tenaient en suspens les esprits timides, tels que mon père et plusieurs de ses collègues. Je ne portais pas mes vues si loin. Pour moi, l'essentiel était que notre cause triomphât. Elle méritait bien que l'on courût quelques risques. Quant aux moyens et aux suites, je ne m'en inquiétais guère.

Les fortes têtes de l'Assemblée, mesurant la situation, l'avaient mieux jugée que la tourbe de leurs collègues. Ce fut encore Mirabeau qui descendit dans l'arène, prit l'initiative du combat, raffermi l'Assemblée, et la décida à demander au roi le renvoi des troupes. Ses discours, l'adresse immortelle qu'il proposa ne témoignent qu'imparfaitement de la hauteur à laquelle l'orateur s'éleva dans cette circonstance. Il se surpassa lui-même. Son courage, son éloquence n'électrisèrent pas seulement ceux qui, comme moi, avaient le bonheur de l'entendre. Le retentissement s'en fit rapidement sentir dans la capitale. Il avait demandé l'établissement de la garde bourgeoise, l'Assemblée l'avait ajourné. Cette haute pensée ne fut pas perdue ; avidement recueillie à Paris, elle ne tarda pas à produire ses fruits.

La cour ayant persisté dans ses mesures, les perplexités recommencèrent plus alarmantes qu'avant l'adresse de l'Assemblée. Il fut démontré pour tout le monde que la

crise ne pouvait se dénouer que par la force. De quel côté se trouverait-elle ? Dans sa réponse, le roi avait offert à l'Assemblée de la transférer à Noyon ou à Soissons. Elle ne vit dans cette offre qu'un piège grossier, une maladroite perfidie. C'était, ainsi que le dit Mirabeau, fuir devant les troupes, et, ce qu'il ne dit pas, mais ce que chacun sentait, c'était pour l'Assemblée s'éloigner de sa place d'armes, la capitale, perdre son point d'appui, et se mettre à la discrétion des ennemis.

Je désirais vivement d'aller à Paris. Mon père insista pour que je restasse auprès de lui. Dans un moment si critique, on avait besoin de rester réunis, je pouvais lui être de quelque secours. Je restai donc, à mon grand regret. Le bruit se répandit qu'on devait arrêter un certain nombre de députés, que des lits étaient préparés à la Bastille, à Vincennes, que les ordres étaient signés, que leur exécution était imminente.

Les uns s'armèrent pour résister ; d'autres découchèrent ; la terreur était dans l'Assemblée. Le soir, on se séparait en se disant : « A demain, si nous y sommes ». Le matin, on se demandait des nouvelles de la nuit. On passa de très-mauvais moments. Je ne doutais pas des perfides intentions de la cour, mais j'étais persuadé qu'elle ne frapperait que sur les députés marquants. Cependant, à tout événement, et pour rassurer mon père, je couchai tout habillé dans son antichambre, armé d'une épée, de deux pistolets et la porte bien barricadée.

Versailles n'était plus qu'un camp. Tout y respirait la guerre. Si les députés isolément étaient accessibles à la peur, réunis en assemblée, ils montraient un grand courage, ils étaient imperturbables. Tant qu'on voyait Necker à son poste, on espérait encore ; mais il fut renvoyé avec

tous les ministres. Des hommes impopulaires les remplaçaient ; on ne douta plus que ce ne fût le signal de l'explosion. A Versailles tout paraissait perdu, s'il ne venait pas de secours du dehors. Heureusement le secours arriva. A la nouvelle du changement de ministère, Paris éclata, et l'expédition de Bezenval aux Tuileries alluma l'insurrection. Nous savions que la capitale était en feu ; mais les troupes tenaient-elles pour la cour ? se battait-on ? à qui resterait la victoire ? Nous n'avions point de détails. Seulement la cour concentrait ses forces ; les troupes interceptaient les communications, les nouvelles filtraient difficilement. On en concluait toutefois qu'elle se mettait sur la défensive et qu'elle craignait une irruption des Parisiens.

L'Assemblée renouvela ses députations au roi pour appeler toute sa sollicitude sur cette situation alarmante. Le roi y fut sourd. Alors elle prit ce fameux décret du 13 par lequel elle maintenait tout ce qu'elle avait fait, lançait la menace sur les nouveaux ministres et se déclarait en permanence.

Le château était environné de troupes. Le bruit se répandit que les gens de la cour leur prodiguaient des caresses et des distributions. Curieux de voir ce manège et l'attitude du camp ennemi, je cherchai à m'en approcher : on me rembarra ; toutes les avenues étaient interdites ; on ne laissait passer que les députations de l'Assemblée, encore avec fort peu de respect et entre deux haies de soldats. Le peuple qui stationnait ou circulait dans les rues auprès de l'Assemblée, en vue du château, rugissait sourdement, et n'attendait qu'un signal pour se porter à des extrémités.

Le 14 juillet, tandis que Paris sauvait la Révolution,

nous étions à Versailles dans la plus grande anxiété. On disait que la cour faisait ses dernières dispositions pour frapper le lendemain le grand coup. L'aspect du château était on ne peut plus sombre. Les troupes étaient en position. On remarquait l'air farouche des régiments étrangers. La cour était probablement informée du grand mouvement de la capitale. Mais dans la ville, à l'Assemblée, on n'en avait que des notions incomplètes et contradictoires. Oh ! combien je me repentai d'être resté à Versailles, où, dans le fait, j'avais été inutile à mon père ! Quels accès d'impatience j'éprouvais ! Combien de fois j'allai, de l'Assemblée qui était en permanence, sur l'avenue de Paris, remplie de peuple, attendant des nouvelles, interrogeant tout ce qui semblait en venir, et n'en obtenant que d'imparfaites.

Enfin, le soir, le vicomte de Noailles arriva à l'Assemblée, suivi par la foule avide de l'entendre, couvert de poussière, pâle, défait, comme un homme échappé d'un champ de bataille. A l'agitation produite par son apparition succéda bientôt un profond silence. Il venait de Paris. Il raconta les événements dont il avait été témoin, le siège et la prise de l'Hôtel des Invalides et de la Bastille, le triomphe du peuple. Pendant son récit, le peuple et l'Assemblée donnèrent des témoignages de la plus vive émotion. Parmi les députés, les uns manifestaient ouvertement leur joie ; les autres craignaient d'être dépassés par une insurrection dont on ne prévoyait pas le résultat et désiraient loyalement tirer le roi de la mauvaise voie dans laquelle on supposait toujours qu'il n'était engagé que par de mauvais conseillers. Je ne partageais pas ces sollicitudes, je ne les comprenais pas. Simple spectateur sans responsabilité, je voyais les événements sous un

autre point de vue que l'Assemblée. Je ne croyais pas à la bonne foi du roi, je n'avais aucune raison pour feindre d'y croire, et j'étais glorieux de l'humiliation de la cour et des aristocrates.

L'Assemblée se remit en communication avec le roi par des députations ; elles pénétraient avec peine dans le château ; il avait l'aspect d'une place forte. Louis XVI ébranlé, mais toujours frappé d'aveuglement, ou par obstination, ne faisait que des réponses vagues, incomplètes. Ces longues promenades des députés, leur maintien grave et contristé, la sympathie, l'avidie curiosité d'un peuple impatient qui se pressait sur leur passage, les ténèbres de la nuit, tout contribuait à rendre ce spectacle lugubre et effrayant. A deux heures du matin, l'Assemblée envoya à Paris une députation des électeurs, avec un arrêté où elle relatait ses démarches auprès du roi, et annonçait qu'elle les renouvellerait jusqu'à ce qu'elles eussent obtenu un plein succès. Harassé d'émotions et de fatigue, mon père se retira pour prendre du repos. Je le suivis. Après quelques heures de sommeil, je sortis ; je courus aux informations. A l'Assemblée, j'appris que le roi était attendu. Je retournai chez mon père pour l'en prévenir et l'engager à s'y rendre ; il était réellement malade. J'y allai seul.

Louis XVI parut sans autre cortège que ses deux frères, sans façon, en voisin qui vient familièrement rendre visite. Le comte d'Artois avait l'air embarrassé et contraint ; Monsieur paraissait impassible. Les traits du roi étaient un peu altérés. Le silence se fit. Il parla sans embarras, d'une voix ferme et assurée, écouté avec attention, bienveillance, émotion. A ces mots prononcés avec un accent touchant : « C'est moi qui ne suis qu'un avec ma

nation, c'est moi qui me fie à vous, » l'Assemblée, les spectateurs ne purent se contenir; un tonnerre d'applaudissements et de cris ébranla la salle. On ne se possédait plus, l'exaltation était à son comble. Un de mes compatriotes, Choquin, qui était auprès de moi, se levant, tendant les bras, les larmes aux yeux, éjaculant toute la sensibilité de son âme, s'affaissa tout à coup, et tomba les quatre fers en l'air, balbutiant : *Vive le Roi*. Il ne fut pas le seul qui fut saisi de ce paroxysme. Moi-même, bien que je résistasse à la contagion, je ne pus me défendre d'une certaine émotion. Après la réponse du président, le roi sortit de la salle; les députés se précipitèrent sur ses pas, l'entourèrent, se pressèrent autour de lui, et le reconduisirent au château à travers la foule ébahie et frappée du même vertige que ses représentants. En suivant cette royale farandole, je me trouvai à côté du curé Lecesve qui me parut un peu plus calme que la plupart de ses collègues. « Eh bien ! lui demandai-je, qu'en dites-vous ? — Ce que j'en dis, répliqua-t-il : nous sommes tous fous, la monarchie est perdue. » Cette crainte ne me touchait guère.

Ce n'était pas une affaire finie. Lorsque le roi, rentré dans son palais, et les députés de retour chez eux, on eut dormi sur cet accès d'ivresse et que les fumées en furent dissipées, on examina de sang-froid la situation des choses; elle était loin d'être éclaircie. La réconciliation du roi et de l'Assemblée s'était faite à Versailles, mais à Paris l'insurrection continuait, grandissait, se fortifiait en s'organisant, et se montrait exigeante. Une députation de l'Assemblée, envoyée pour l'apaiser par le récit de la démarche du roi et de la nouvelle alliance par lui contractée, fut entraînée par le torrent débordé dans la capitale et s'y

jeta à corps perdu. Bailly fut nommé maire, et Lafayette commandant de la garde nationale ; il arbora la cocarde insurrectionnelle, tint les discours les plus révolutionnaires, et annonça la propagande. Au milieu de tout ce fracas, surgit, on ne sait d'où ni comment, un vœu, un cri, un ordre : *Le Roi à Paris*.

Pour la cour, ce fut un coup de foudre. A l'abattement succéda l'indignation. Avec les troupes qu'on avait encore sous la main, on voulait sortir de Versailles pour se retirer dans une place de la frontière. Mais soit qu'on manquât de cœur, soit qu'on n'eût plus de confiance dans les soldats, on se résigna. Sur le rapport de sa députation, l'Assemblée n'hésita pas à appuyer le vœu de Paris ; Mirabeau proposait de le transmettre au roi par une adresse, lorsqu'il annonça qu'il avait renvoyé ses ministres, rappelé Necker, et qu'il irait se montrer à sa *bonne ville* de Paris. L'Assemblée envoya remercier le roi, et lui offrir, pour l'accompagner, une députation de cent membres, qu'il accepta.

Dès que cette détermination fut connue, tout Versailles se précipita sur Paris. J'étais avide de voir la transformation qui s'y était opérée depuis trois jours, et pour rien au monde je n'aurais cédé ma part du spectacle si nouveau d'un roi qui se rendait aux ordres du peuple de sa capitale. Je ne pus trouver aucun moyen de transport. Je m'acheminai à pied, je n'étais pas le seul, la route était couverte de piétons qui chantaient victoire. Ce n'était qu'une promenade ; je l'avais déjà faite plusieurs fois. Chemin faisant, et dans les cabarets où l'on entrait pour se rafraîchir, on couvrait de malédictions le comte d'Artois, Bezenval, Lambesc, Broglie, les ministres ; on parlait avec peu de ménagement de la reine, on plaignait

Louis XVI comme un bonhomme qui était trompé ; on portait aux nues Necker, Mirabeau, Lafayette, Bailly. Je faisais chorus.

Depuis Sèvres jusqu'à Paris, la garde nationale était échelonnée ; elle gardait les barrières ; de nombreuses patrouilles circulaient dans les rues ; cent mille hommes étaient armés ; la ville avait l'aspect d'un camp. Mais ce n'était plus le mouvement désordonné d'une population menacée, irritée, exaspérée, courant aux armes pour se protéger et se défendre ; ce n'était plus l'audace, la soif du combat, la fureur, l'enthousiasme qui avaient conquis la Bastille et puni les traîtres. C'était l'ordre, la régularité, la fierté calme du vainqueur, encore par précaution appuyé sur son épée, attendant le vaincu à son bivouac.

Mes amis me racontèrent les événements, les dangers, les exploits des trois journées ; l'un avait conduit une colonne aux Invalides, et avait failli être étouffé ou blessé dans la presse qui se disputait les fusils ; l'autre s'était trouvé au siège de la Bastille, et bravant le canon, y était entré un des premiers ; celui-ci, de l'escorte du gouverneur Launay, l'avait vu, malgré ses efforts, massacrer par le peuple sur la place de Grève ; celui-là remplissant une mission à l'Hôtel de Ville, avait manqué être atteint par le coup de pistolet qui avait tué le prévôt des marchands, Flesselles. Ils avaient tous vu promener sur des piques les têtes de ces personnages ; jeunes gens honnêtes et bien élevés, peut-être n'avaient-ils pas pris part aux exécutions, mais ils les trouvaient toutes naturelles. Dès le soir même, ils me menèrent à la Bastille. Depuis trois jours, elle ne désemplassait pas. Tout Paris voulait la voir et y passa. Je ne la parcourus pas avec un simple senti-

ment de curiosité ; je foulais aux pieds avec une satisfaction mêlée de quelque saisissement la forteresse du despotisme.

Le lendemain, toute la population se mit en mouvement pour assister à l'entrée du roi. La partie virile, formant la garde nationale, en habits de toutes couleurs, en armes de toutes espèces, et des détachements de gardes-françaises ou de troupes qui avaient passé du côté du peuple, formaient la haie depuis l'Hôtel de Ville jusqu'à la barrière. Tout le reste, femmes, enfants, vieillards, se portait sur cette ligne. Protégé par un de mes camarades, officier improvisé de la garde nationale, je parvins, non sans peine, à me placer à l'endroit réservé pour la réception du roi. Il se fit longtemps attendre. On se demandait s'il viendrait ou s'il ne viendrait pas ; on eut de fausses alertes, on doutait, on s'impatientait. Bailly et Lafayette parurent ; alors tous les doutes cessèrent. Enfin un gros nuage de poussière s'approcha lentement ; il enveloppait une file de voitures contenant la grande députation de l'Assemblée. Le nuage s'arrêta à la barrière, se dissipa, et laissa voir un carrosse où était Louis XVI avec quatre gentilshommes. Quelques cris de : *Vive le Roi !* se firent entendre et furent aussitôt couverts des cris de : *Vive la Nation !* La physionomie du roi était ferme, impassible, résignée. Bailly lui remit les clefs de la ville de Paris, et lui adressa ces paroles devenues historiques : « Ce sont les mêmes qui furent offertes à Henry IV ; il venait de reconquérir Paris ; aujourd'hui c'est Paris qui a reconquis son roi. » Louis XVI, visiblement ému, fit un mouvement et parla à ses gentilshommes. Bailly continua son discours. Le roi ne lui répondit point. Le cortège se remit en route. Il s'éleva de la rumeur ; c'était à l'occasion d'une escorte

des gardes du corps qui avait accompagné le roi, et à qui on ne permit pas de le suivre dans Paris.

Cette scène terminée, je désirais voir celle qui allait se passer à l'Hôtel-de-Ville, et je m'y dirigeai par des rues détournées. La place de Grève et ses abords étaient encombrés, impénétrables. A force de persévérance, je parvins à me glisser dans la rue du *Mouton* et à gagner une maison qui faisait le coin de la rue et de la place, celle de M. Guyot, fabricant d'encre dite à la *Petite Vertu*, dont j'avais fait la connaissance. Cette maison, comme toutes celles d'où l'on pouvait apercevoir le plus petit point de la place, avait été envahie de bonne heure, depuis le rez-de-chaussée jusque dessus les toits. Deux ou trois rangs de femmes occupaient les fenêtres. J'achetai la place d'un garçon à la lucarne d'un grenier. Le cortège royal cheminait très-lentement sur les quais, au milieu de l'immense population qui y était accumulée. Il me fallut donc attendre longtemps dans une position fort peu commode. Un bruit d'abord lointain et confus de cris grossit en s'approchant; les spectateurs fatigués d'attente, ou distraits, tressaillirent, se rangèrent à leur place et prêtèrent attention. Enfin la tête du cortège déboucha sur la place, et fut saluée des cris de *Vive la Nation!* qui éclatèrent comme un coup de tonnerre, et se prolongèrent. Dans le tumulte et la confusion des hommes armés, des voitures, des députés, des magistrats, il était impossible de rien distinguer, d'observer, de saisir les détails. Lorsque le Roi fut entré à l'Hôtel-de-Ville, l'extérieur retomba dans l'attente et le calme; on écoutait de toutes ses oreilles, on répétait de temps en temps les cris qui sortaient de l'intérieur. Louis XVI parut au balcon, arborant la cocarde révolutionnaire. Tout-à-coup, la

scène changea ; l'enthousiasme fut à son comble, des cris de *Vive le Roi !* retentirent de toutes parts. Il y répondit par des saluts, et pendant quelques minutes se donna en spectacle , paraissant profondément ému. Vers la fin du jour , il sortit de l'Hôtel-de-Ville et reprit le chemin de Versailles. Le peuple était réconcilié avec lui ; mais était-il réconcilié avec le peuple ? En général on le crut ; on ne réfléchissait pas ; on se laissait prendre aux apparences. Malgré les compliments , les formes respectueuses , Louis XVI avait été amené prisonnier au milieu d'un peuple insurgé. Cette Garde nationale, ce n'était pas pour lui qu'elle s'était armée. Tous les honneurs de cette entrée triomphale avaient été pour les députés, pour Bailly, pour Lafayette. C'étaient les idoles du peuple. Louis XVI ne pouvait pas s'y méprendre, ni pardonner l'humiliation à laquelle on l'avait réduit. D'après la satisfaction que j'avais éprouvée, je jugeais que la Cour devait être profondément ulcérée, et je ne me trompais pas.

Aucune voix ne s'était élevée pour flétrir ou blâmer le meurtre du gouverneur de la Bastille et du prévôt des marchands. C'était pour les uns un accident du combat , pour les autres un trophée. Il s'était à peine écoulé huit jours que Foulon et Berthier furent mis à mort par le peuple. A cette nouvelle, il y eut un mouvement d'horreur et d'indignation dans l'Assemblée. Quel fut mon étonnement lorsque j'entendis Lally-Tollendal excuser ces violences , et Barnave les légitimer , pour ainsi dire, par une phrase devenue trop célèbre. Lally-Tollendal était très-populaire. Il intéressait déjà par le supplice atroce de son père. Il était l'ami de Necker , passionné pour les réformes. Comme orateur, il avait une belle prestance, du mouvement, de la chaleur, de la sensibilité, l'aban-

don et l'accent d'un honnête homme. Dès son début, Barnave se fit remarquer, non au premier rang des orateurs, mais avec des qualités qui devaient l'y élever bientôt. Sa jeunesse, son ardeur révolutionnaire, son opposition à la Cour, son courage, ses talents, lui conciliaient la faveur publique. Sa parole n'avait pas la mâle plénitude et l'autorité accablante de celle de Mirabeau. Il était disert, fort de logique, habile à s'emparer des idées des autres, à résumer une discussion. Il y avait de l'élégance dans sa diction, dans son attitude, dans toute sa personne. Ses discours étaient d'un factieux, d'un tribun, mais d'un tribun de bonne compagnie. Oh ! comme je sympathisais avec ce député de vingt-huit ans ! comme j'enviais la brillante carrière qui s'ouvrait à ce beau talent ! Je l'avais rencontré dans une maison où m'avait introduit Prieur de la Marne. Bien que Barnave n'eût que quatre ans plus que moi, et que je me tinsse à une grande distance de sa supériorité, il en descendait volontiers pour causer avec moi et me donner des encouragements. Prieur était un avocat de belle apparence, chaud révolutionnaire et républicain. Il se faisait remarquer par l'énergie de ses opinions. Il parlait souvent ; c'était un de ces agitateurs par boutades et sorties qui ne prononçaient pas de discours suivis dans les discussions sérieuses. Son organe était étendu et un peu aigre ; on l'appelait *Crieur de la Marne*. C'était du reste un bon et honnête homme, il m'avait pris en amitié. Deux autres députés avaient pour moi la même bienveillance, Alquier et Regnaud de Saint-Jean-d'Angely. Nous étions voisins de provinces et presque compatriotes. Tous les deux avocats et dans la magistrature, ils connaissaient de longue date mon père, et avaient pour lui de la vénération. Alquier avait de l'esprit, de la finesse,

de la grâce, de l'amabilité, une conversation agréable, une diction pure, un langage mesuré, une figure composée, une mise soignée, une dignité un peu affectée, une prudence et une circonspection qui dégénéraient en égoïsme. Regnaud, plus jeune de dix ans (il n'en avait pas trente), avec des avantages physiques, un esprit cultivé, le goût des affaires, une certaine ambition, avait du mouvement, de l'âme, de la hardiesse, de l'abandon, et parlait avec facilité. Ils étaient tous les deux dévoués à la Révolution, mais éminemment monarchiques. Eh bien ! Barnave, objet de mon admiration et de mon envie, périt à trente-deux ans sur l'échafaud ; Regnaud, proscrit, n'est rentré dans sa patrie que pour y rendre le dernier soupir et y apporter ses os ; Prieur est mort à Bruxelles, sous mes yeux, dans les angoisses de la proscription et de la misère. Que d'existences brillantes que j'ai connues dans ce temps-là, et depuis ont eu cette triste fin !

Necker revint au ministère et obtint encore les applaudissements de l'Assemblée et de la ville de Paris, mais moins par intérêt pour lui que par opposition à la Cour. A compter de ce moment son étoile commença à pâlir et sa popularité à baisser. Il avait préparé des réformes, il n'avait ni voulu ni prévu la Révolution. Elle avait fait de grands progrès et l'avait dépassé. Incapable de se mettre à sa tête pour la diriger, il restait en arrière, cherchant à ralentir sa marche. La popularité s'était attachée à d'autres hommes plus actifs, plus énergiques. Sa démarche en faveur de Bézénval lui fit le plus grand tort ; elle blessait à la fois les principes et les convenances ; c'était un excès d'orgueil et une affectation d'autorité dont les députés furent offensés.

Après le 17 Juin où les députés du Tiers-État s'empa-

rèrent si courageusement du pouvoir souverain ; après le 14 Juillet où les Parisiens renversèrent la Bastille , la nuit du 4 Août fut l'épisode révolutionnaire le plus remarquable , et offrit la scène la plus étrange et la plus curieuse. La Révolution n'avait été jusque-là que politique et morale. L'abolition des droits féodaux lui attacha la nation par l'intérêt matériel. Cette réforme radicale causa d'autant plus d'étonnement qu'elle fut soudaine , complète , et improvisée à l'envi par des nobles et des prélats. J'étais venu à la séance par habitude plus que par curiosité. Les troubles des provinces étaient à l'ordre du jour. Au milieu de la discussion , le vicomte de Noailles ne trouva pas de meilleur moyen de les apaiser que d'en détruire la cause et de supprimer en partie la féodalité. L'effet de sa proposition fut prompt comme l'éclair. Toutes les têtes partirent à la fois ; on se disputait l'honneur des sacrifices ; on renchérissait les uns sur les autres ; Clergé, Noblesse, Tiers-État, patriotes et aristocrates ; les ducs d'Aiguillon, de Castries, du Châtelet, le comte de Grammont, les marquis de Foucault, de Mortemart, le vicomte de Beauharnais, l'évêque de Chartres. A la promptitude, à la légèreté, à l'enthousiasme avec lequel se succédèrent les propositions, on ne savait que croire ; était-ce un rêve, était-ce une réalité ? Lorsqu'on entendit Mathieu de Montmorency conjurant l'Assemblée d'accepter ces riches dépouilles de la noblesse, et de sanctionner ce désintéressement, l'exaltation fut portée jusqu'au délire ; c'était une frénésie générale. J'en fus atteint comme tout le monde. Je ne m'épargnai pas les applaudissements et les acclamations. L'impétuosité, la confusion de cet élan patriotique ne se terminèrent que très-avant dans la nuit. Lorsqu'il n'y eut plus rien à déposer sur l'autel de la

patrie, l'Assemblée, sur la proposition de Lally-Tolendal, décerna à Louis XVI, le titre de *Restaurateur de la liberté française*.

J'avais déjà une bonne opinion de Mathieu de Montmorency, si noble, si jeune, si candide, si patriote, je ne lui supposais pas un tempérament si révolutionnaire. Il n'avait pas de talent; on n'y regardait pas de si près avec un grand seigneur. On lui savait gré de ce qu'il employait ses petits moyens à la défense de la cause populaire. On le disait inspiré et poussé par Sieyès.

Ce qui me frappa le plus dans cette séance mémorable, ce fut l'initiative prise par la noblesse, et son paroxysme de désintéressement et d'abnégation. Le tiers-état ébahi, transporté, n'avait qu'à tendre les mains pour recevoir. Chapelier, président, semblait dire : « Messieurs, y pensez-vous? prenez garde à ce que vous faites! vous le voulez? soyez les bien venus! donnez, donnez, nous acceptons de grand cœur vos offrandes. » Les Parlements avaient exigé les États-Généraux, les nobles abolissaient la féodalité. L'incendie qui devait les dévorer, et dont ils accusèrent ensuite la nation, c'était eux qui l'avaient allumé.

Le 5 Août, en se réveillant, on réfléchit sur l'œuvre de la nuit. Alors vinrent le calcul des pertes, celui des vanités, le regret et le repentir. Comment avait-on pu s'abandonner à cet excès de vertige? on ne le concevait pas, on en était honteux. On l'attribuait à la fumée des libations qui, dans les séances du soir, exaltaient plus ou moins les têtes, au préjudice de la raison et du jugement. Il y avait quelque chose de vrai. J'avais remarqué que ces séances du soir étaient toujours plus agitées. Des députés déjà turbulents le matin, étaient indomptables le soir,

par exemple le vicomte Mirabeau, surnommé Tonneau, et Babey, député du Jura. Mais c'était un petit nombre. On soupçonnait aussi les aristocrates d'intentions perfides, et d'avoir voulu, à l'ombre d'une feinte générosité, provoquer des désordres pour rendre la Révolution odieuse, et augmenter ses ennemis. La féodalité ne succomba point par ces causes ignobles : elle était usée, violemment attaquée et ne pouvait pas se soutenir. Les nobles le sentaient. Quelques âmes généreuses ambitionnèrent la gloire de lui porter le dernier coup ; la plupart offrirent leurs droits en holocauste pour sauver leurs propriétés territoriales et leurs personnes. S'il y eut déraison, folie, dans la séance nocturne, ce fut, non d'abolir une institution vermoulue et odieuse, de l'abolir en quelques heures d'enthousiasme, ce qu'il eût été difficile de faire autrement, mais bien de décerner à Louis XVI, pour une détermination à laquelle il était étranger, et qui devait lui répugner, le titre de *Restaurateur de la liberté française*. C'était le comble de la flatterie, de l'inconsidération et du mensonge. Loin de sanctionner les décrets du 5 août, le Roi en fit la critique sous forme d'observation ; les nobles chicanèrent, voulant reprendre d'une main ce qu'ils avaient donné de l'autre ; on ne put parvenir à l'application des principes et à leur exécution qu'après des débats longs et animés, qui auraient été interminables, si le peuple ne les avait abrégés en complétant lui-même son affranchissement.

Le serment du Jeu de Paume, la prise de la Bastille, la nuit du 4 Août, avaient singulièrement facilité le travail de l'Assemblée. A mesure qu'elle démolissait, elle s'efforçait de reconstruire. Elle mit à l'ordre du jour de grandes questions d'organisation constitutionnelle. Deve-

nues depuis vulgaires, elles avaient alors tout l'intérêt, tout le charme de la nouveauté; elles exerçaient les talents des orateurs, des publicistes; elles excitaient les passions des partis; elles enflammaient la nation de l'amour de la liberté. Ce fut dans ce moment que se dessinèrent nettement dans l'Assemblée les amis et les ennemis de la Révolution, se séparant en côté gauche et en côté droit. Les amis de la Révolution eux-mêmes se divisèrent; une centaine de membres voulaient donner à la France la Constitution anglaise: c'étaient Mounier, Lally-Tollendal, Clermont-Tonnerre, le parti de Necker alors bien diminué, et quelques aristocrates de bonne foi, tels que Malouet et Cazalès qui voyaient dans une chambre haute un dernier refuge pour l'aristocratie, un auxiliaire pour le trône. C'était précisément par ces raisons que les patriotes n'en voulaient pas. A leur grande surprise les deux chambres furent rejetées par une immense majorité, 944 voix contre 89. Il était évident qu'un grand nombre d'aristocrates n'avaient voté que pour une seule chambre. On en cherchait les motifs. Les uns avouaient hautement que c'était par conviction; on disait des autres que c'était dans l'espoir de ruiner le système constitutionnel.

Paris prenait parti dans ces grandes discussions; celle de la sanction royale ou *Veto* y produisit une exaltation presque pareille à celle des journées les plus chaudes de la Révolution. Du Palais-Royal où était le foyer de l'agitation, elle se propageait dans tous les quartiers et les faubourgs. C'était le sujet de toutes les conversations dans l'intérieur des maisons et dans les lieux publics. Un seul cri se faisait entendre : *Point de Veto! à bas le Veto!* Je me trouvais au Palais-Royal lorsqu'on y adopta une adresse à l'Assemblée pour lui exprimer ce vœu. Le fameux Saint-

Huruge se chargea de la présenter. Tout marquis qu'il était, il ressemblait plutôt à un porte-faix. Il en avait les traits, l'organe, la tournure et la force. C'était une manière de tribun, auquel il ne manquait que du talent. Il n'en était pas moins propre, dans de semblables occasions, à agir puissamment sur des hommes réunis. Il se mit en marche en criant : *A Versailles, à Versailles!* La foule s'ébranla répétant son cri et le suivit. C'étaient la plupart des jeunes gens de bon air et bien mis; ils parlaient pleins d'enthousiasme, comme pour une promenade, une partie de plaisir. Pendant quelques minutes entraîné dans le mouvement, je m'en échappai au détour d'une rue. Témoin depuis quatre mois de beaucoup de rassemblements populaires, loin de les blâmer, j'y prenais un grand intérêt, comme à un puissant véhicule nécessaire au succès de la Révolution. Je n'aimais pas à m'y mêler en acteur; ce n'était pas dans ma nature. Je me sentais capable de me donner de la peine, de compromettre ma tranquillité, de risquer ma vie pour remplir un devoir; il y avait là quelque gloire. Mais marcher confondu dans la foule, à la suite, à la remorque d'un ou de plusieurs chefs improvisés, comme instrument, et abdiquer son individualité, je ne me sentais pas disposé à ce genre de dévouement.

Saint-Huruge fut rembarqué par Lafayette. Il avait mis sa garde nationale en campagne, et interceptait les routes, comme s'il se fût agi d'une armée capable d'enlever Versailles, l'Assemblée et la Cour. La bande de Saint-Huruge n'avait pas d'armes; il ne fut pas difficile de la repousser; elle envoya des députations à l'Hôtel-de-Ville; Bailly les amusa et éluda de les recevoir; elle se répandit dans les districts; ils s'assemblèrent d'eux-mê-

mes et s'emparèrent de la question du *Veto*, qu'ils repoussèrent de toutes leurs forces. Les aristocrates plaisaient fort agréablement sur le peuple qui hurlait contre le *Veto*, le prenant pour un animal féroce, ou au moins un impôt. Le peuple n'était que l'écho de la bourgeoisie. Du reste son instinct ne le trompait pas. Dans les mains d'une royauté ennemie de la Révolution, le *Veto* était une arme très-dangereuse. Le peuple donna la preuve d'un grand sens, en s'égayant à son tour sur ce grave sujet; il appela la Reine madame *Veto* et la chansonna sous ce nom.

Je suivis avec le plus vif intérêt les débats de l'Assemblée sur cette question. Parmi les membres qui la traitèrent, on remarqua d'autant plus deux hommes éminents par leur talent et leur influence, Sieyès et Mirabeau, qu'ils se trouvèrent absolument d'une opinion opposée. Sieyès était contre tout *Veto* et l'écrasa de sa puissante logique. C'était son arme, il la maniait avec une grande habileté. Il était privé de toutes les autres qualités de l'orateur. Sa physionomie était froide; ses manières et toutes les habitudes de son corps étaient sèches et étroites; sa voix était sans inflexions, sa parole sans chaleur ni mouvement; il ne remuait pas l'âme, il ne réchauffait pas les passions; il agissait fortement sur la raison et l'esprit.

A ma grande surprise, Mirabeau se fit le champion du *Veto*, et dit que si le Roi ne l'avait pas, il aimerait mieux vivre à Constantinople qu'en France. Certes, il fit une grande impression. Il me sembla, peut-être parce que je n'étais pas de son avis, qu'en soutenant le pouvoir, son éloquence était moins pénétrante que lorsqu'il défendait la liberté. Sa popularité était trop fortement établie pour

qu'elle en fût ébranlée. Cependant des soupçons commencèrent à s'élever sur son compte. Lorsqu'on en vint à voter, comme dans la question des deux chambres, l'Assemblée fut très-nombreuse; c'étaient des questions vitales, on y prenait le plus vif intérêt. 325 rejetèrent le *Veto*. C'était une minorité imposante; il fut adopté, mais seulement suspensif, par 673.

« Nous avons, me dit l'abbé Grégoire, perdu notre procès, mais la Cour n'y a rien gagné; le *Veto* lui sera fatal. Je ne voulais pas lui en épargner les dangers, je défendais seulement un principe. » Ces paroles me frappèrent. Je voyais souvent Grégoire avec nos curés du Poitou. Quoique prêtre jusqu'au bout des ongles et au fond de l'âme, il était un des députés pour lesquels j'avais le plus de sympathie et de respect. Il était avec tant de bonne foi, de candeur, de courage et de dévouement patriote et révolutionnaire! Sa figure était ouverte et agréable; il avait le sourire de la bonté et de la bienveillance; son regard, quoique légèrement louche, était fin et spirituel; ses habits et sa frisure d'abbé étaient soignés. Sans se dire hautement républicain, il en avait toute l'allure et la réputation. Sans être précisément orateur, il parlait avec hardiesse, chaleur et facilité. Le bas-clergé en était fier. L'ordre, en général, n'était pas aussi fertile en orateurs qu'on se le serait imaginé, pas autant que les deux autres ordres et surtout que le Tiers-État. C'est que la tribune était un théâtre bien autrement brûlant que la chaire où il n'y avait pas de contradicteurs, et où l'auditoire ne pouvait ni murmurer, ni applaudir. Le prêtre, surtout dans le bas-clergé, n'était pas mêlé au temporel comme le séculier. Les curés avaient des mœurs et des sympathies populaires, mais ils ne savaient rien

des matières d'état; dans l'Assemblée, le bruit et la hardiesse des opinions contrastaient avec leur caractère et leurs habitudes. Excepté un très-petit nombre, Grégoire, Thibaud, curé de Soupes, Dillon, curé du Vieux-Pouzanges, Massieu, curé de Sergy, les autres ne parlaient pas, et se bornaient à bien voter. Mon bon curé Lecesne était dans ce cas. Par ses richesses, ses mœurs, ses relations, le haut clergé était plus mondain; il s'y trouvait donc plus d'orateurs, d'hommes d'affaires, de faiseurs.

Le premier orateur du clergé, un des premiers de l'Assemblée était sans contredit le fameux abbé Maury; il n'avait du prêtre que l'habit. Fortement constitué, l'air mâle, hardi, effronté, impudent, brutal, intempérant, c'était un vrai grenadier politique; voilà le mauvais côté. Profonde érudition, improvisation facile, éloquence brillante, imagination, fécondité, onction, vigueur, présence d'esprit: voilà le bon côté. Champion imperturbable de l'ancien régime, luttant à tort et à travers contre la Révolution, écouté, battu avant d'avoir ouvert la bouche, revenant à la charge, tombant de défaites en défaites dans une déconsidération voisine du ridicule, la bête noire du peuple, plusieurs fois en butte à sa colère, lui imposant par sa présence d'esprit et des bravades, excitant sa gaieté par d'heureuses saillies et des arlequinades.

Parmi les prélats, l'évêque d'Autun était le plus, le seul populaire, quoiqu'il eût les manières, la tenue et la froideur d'un homme de cour. Ce n'était ni un orateur, ni même un homme de tribune; quand il y paraissait, il débitait sans art et sans chaleur ce qu'il avait écrit. Un prince de l'Église révolutionnaire, hardi réformateur du clergé et de l'État, c'était une chose si rare qu'on

lui en savait gré, quoiqu'on ne l'attribuât ni à son désintéressement, ni à sa vertu. On n'ignorait pas que l'abbé de Périgord était un de ces évêques de cour qui n'avaient de leur état que l'habit ou le masque. Mais alors, on n'était pas difficile; le parti national ouvrait ses rangs à tout ce qui se présentait avec l'apparence du patriotisme. D'ailleurs, l'évêque d'Autun passait pour un homme d'esprit, qui connaissait à fond les affaires du clergé, versé dans les matières politiques et ami de Mirabeau.

Un autre homme d'église, l'abbé de Montesquiou, jouissait de beaucoup de considération dans l'Assemblée, d'abord, comme l'abbé de Périgord, à cause de son nom. Les porteurs de ces noms historiques, quoique rappelant l'oppression du peuple, en tiraient encore de grands avantages. Émancipée à peine depuis quelques mois, la nation n'avait pas secoué le joug de ses préjugés, de ses vieilles habitudes, et quand un grand seigneur daignait se rapprocher d'elle, elle en était flattée et le tenait à honneur. Je le voyais à chaque instant dans l'Assemblée, à la manière dont les membres les plus marquants du Tiers-État abordaient les principaux de la noblesse et du clergé, et paraissaient glorieux d'en recevoir quelque reflet. L'abbé de Montesquiou était rusé, souple, doux, patelin. Sa parole était séduisante; au fond, aristocrate, il affectait une extrême modération. Il était en grande faveur auprès du côté gauche, quoiqu'il siégeât au côté droit.

L'agitation produite par les débats sur les décrets du 5 août, les deux Chambres et le *Veto*, fut suivie de quelque calme. L'Assemblée décréta les bases fondamentales de la monarchie, et sans discussion. Elle professait des principes très-démocratiques, la nation en était fortement imprégnée. Ils présidaient à la démolition de l'ancien

régime et aux institutions qui s'élevaient sur ses ruines. Cependant on ne pensa pas à la République, personne ne la demanda. Seulement le général baron de Wimpfen, député de la noblesse, proposa cette définition : *Le gouvernement français est une démocratie royale.*

On lui rit au nez pour avoir dit une vérité, car ce que l'Assemblée entreprenait de constituer n'était autre chose que la monarchie chez une nation démocratisée. Ce problème était nouveau et difficile à résoudre ; j'entendais bien chuchoter d'un parti républicain. On citait une douzaine de députés qui ne s'en défendaient ni ne l'avouaient hautement : Buzot, Pétion, Anthoine, Grégoire, Prieur, Robespierre, etc.

J'employai ce temps de paix en excursions à Paris, pour mieux connaître cette ville. Jusque-là, je ne l'avais vue pour ainsi dire qu'en courant, d'une manière très-superficielle et dans des jours orageux. Dans les premiers jours du mois mai, j'avais trouvé l'ancien régime pur et intact. Rien n'y avait changé ni de forme ni de place. Certainement en sautant de Poitiers dans la capitale, frappé de son étendue, du bruit, du mouvement, de ses boulevards, de ses monuments, de ses théâtres, de ses promenades, j'avais ouvert de grands yeux. Le bassin de la Seine depuis le Pont-Neuf jusqu'aux Champs-Élysées avait excité mon admiration ; il me semblait impossible de rien trouver au monde de plus magnifique. D'un autre côté, la plupart des rues étaient étroites, obscures, sales et puantes. Les monuments, le Louvre, par exemple, étaient extérieurement souillés par d'ignobles échoppes qui y étaient adossées. La cour et les abords des Tuileries étaient encombrés de bâtiments mesquins. Le tiers de la ville était envahi, occupé par les immenses cloîtres des

ordres monastiques à l'aspect sombre, triste et solitaire. Le peuple travailleur était hâve, sale, déguenillé ou mal vêtu. La mendicité étalait aux regards ses difformités et ses plaies dégoûtantes. La bourgeoisie, avec les cheveux poudrés et le chapeau sous le bras, avait des habits râpés, des bas de soie troués ou crottés, des manchettes et des jabots enfumés. Tout cela avait l'air humble, bas et misérable. Les grands seigneurs, les financiers, les femmes entretenues, se pavanaient insolemment, éclaboussant, accrochant, écrasant les piétons dans d'élégants équipages, attelés de coursiers fringants, couverts d'or et d'argent, de riches peintures, d'armoiries, surchargés de laquais galonnés sur toutes les coutures. Les cochers faisaient la police avec leur fouet, et en administraient des coups aux vilains trop lents à se ranger, assez hardis pour se plaindre. Le guet, les commissaires de police donnaient toujours tort au peuple. Les magistrats, gourmés d'autorité, guindés d'importance, cheminaient avec une lenteur solennelle dans de lourds carrosses héréditaires, attelés de lourds chevaux carrossiers du Poitou, noirs et à tous crins. A l'aspect des voitures, on distinguait le titre des riches et leur rang dans l'État ou dans la société. La bourgeoisie aisée avait la ressource des fiacres, grande caisse, réceptacle d'immondices, montés sur cries et soupentes, ou bien la cahotante vinaigrette irainée par un homme haletant et bousculée par tous les véhicules attelés de chevaux. Voilà en gros Paris, tel qu'il m'apparut au mois de mai 1789 ; haut et bas, luxe et misère, insolence et ignominie.

A Versailles, ce contraste était moins sensible. En présence de ce monstrueux château de la royauté, de la cour, tout le monde était bas. On se sentait si petit devant

ces masses de murailles où étaient accumulés, pour le service et les besoins d'un seul homme, un personnel et un matériel qui auraient suffi à la culture et à la nourriture d'une province. Du moins, de près ou de loin, tout Versailles en vivait peu ou prou. D'ailleurs, on n'y tolérerait pas la misère ; on lui donnait un os à ronger, ou bien on la chassait, on la refoulait à Paris. Dans la campagne environnante, peuplée de charmants, de magnifiques châteaux, de parcs, de jardins enchanteurs, le sort du paysan n'était pas plus brillant que celui du peuple de la capitale. Accablé sous le poids des impôts, de la dime, de la féodalité, il était mal logé, mal nourri, mal vêtu. Les jours de fête, il portait un long habit de gros drap avec des galons d'une autre couleur imitant la livrée ; les jours de travail, une toile grossière. Quand je m'informais des causes de ce bizarre habillement, on me répondait que c'était l'usage et la mode. Qui l'avait introduite ? Evidemment le seigneur, pour mieux marquer le vasselage. Le paysan en portait humblement le stigmaté.

Le tableau de Paris m'avait d'autant plus frappé, qu'en province nous étions assez badauds pour croire que la capitale était le pays de toutes les merveilles, de toutes les félicités. On n'est que trop généralement porté à penser que les choses de ce monde ont toujours été comme on les voit. Ainsi ceux qui n'ont vu Paris qu'après dix, vingt, trente ans de révolution, ne peuvent s'imaginer ce qu'il était en 1789. Il faut l'avoir connu à cette époque pour apprécier la différence. Je sais bien que, par le seul effet du temps, tout marche naturellement vers le progrès ; ce que je veux constater, c'est seulement que la Révolution précipita ce mouvement, et que, malgré les ruines dont elle fut forcée de s'entourer, dans quelques années, elle

éleva la France à un état d'amélioration intellectuelle et matérielle que, sans cette violente secousse, un siècle n'aurait pu produire.

Ainsi, depuis cinq mois que les États-généraux étaient assemblés, il s'était opéré à Paris une immense métamorphose. Le matériel ne s'était pas amélioré, mais les hautes classes avaient dissimulé leur supériorité insultante et étaient abaissées ; la bourgeoisie s'était élevée au premier rang ; le peuple avait montré sa force. L'homme marchait la tête haute, sous la bannière de l'égalité. Les Parisiens n'étaient pas reconnaissables ; on eût dit qu'une nouvelle génération avait pris leur place. Cette transformation qui gagnait les provinces avait été spontanée à Paris où une grande population était réunie ; elle était frappante ; je l'éprouvais en moi-même avec quelque fierté.

Je m'étais mis en relation avec plusieurs de mes compatriotes qui étaient établis à Paris avant la Révolution. Deux d'entre eux, Agier et Garan de Coulon, l'avaient sincèrement embrassée ; la journée du 14 juillet les avait portés à la Commune. C'étaient des avocats au parlement, hommes graves et de quelque réputation. J'avais fait la connaissance d'Agier par le moyen de son cousin du même nom, député du Poitou, gai, aimable, bon vivant, qui avait de l'amitié pour moi. Remplis de considération pour mon père, ils me témoignaient de la bienveillance et accueillaient avec plaisir un jeune homme qu'ils voyaient animé d'un ardent patriotisme. Ils savaient parler, mais sans talent oratoire ; Agier était froid ; Garan de Coulon, avec plus de chaleur, avait la parole empâtée. Ils étaient instruits, actifs, laborieux et surtout consciencieux.

Je lisais avec avidité les pamphlets et les journaux, et de préférence parmi ces derniers, *les Révolutions de*

France et de Brabant par Camille Desmoulins, et les *Révolutions de Paris* par Prudhomme, avec cette épigraphe que je trouvais si vraie et si éloquente : « *Les grands ne nous paraissent grands que parce que nous sommes à genoux..... Levons-nous.* » Loustalot en était le principal rédacteur. Ces deux écrivains du premier talent, contribuaient puissamment au succès de la Révolution. Ils étaient, ainsi que leurs ouvrages, de caractères différents. Loustalot était grave, méthodique, serré, persuasif. Desmoulins brillait par l'esprit, la légèreté, l'ironie, le sarcasme ; il emportait la pièce. Éminemment révolutionnaires et républicains, ils étaient toujours au-delà des bornes où les meneurs officiels de la Révolution voulaient la renfermer. On les taxait d'andace et d'exagération. Desmoulins ne se contentait pas de manier habilement la plume ; homme d'action, orateur au Palais-Royal, il y avait excité et soutenu l'enthousiasme, il y avait prêché l'insurrection, il en avait donné le signal, et, l'épée à la main, il avait marché au siège de la Bastille. Avant de l'avoir vu et d'avoir fait sa connaissance, je me figurais un homme de haute et forte taille, pourvu de larges pommus, d'une physionomie imposante et terrible, une âme de fer dans le genre de son ami Danton. Rien de tout cela. Il avait une stature et une figure très-ordinaires ; il était affligé d'un bégaiement qui nuisait beaucoup à son élocution, et qui, lorsqu'il s'échauffait, le faisait bredouiller. Il avait l'ingénuité, la gaieté, l'abandon d'un enfant. Pour expliquer son influence sur des hommes rassemblés, il fallait bien qu'il y eût dans son âme un foyer de chaleur électrique ; mais il n'y avait point d'ambition personnelle, de passions malfaisantes, elle était capable du plus pur dévouement. Dans son journal il

s'était intitulé *Procureur général de la lanterne*, et quelques mois après, lorsque je fus de retour à Poitiers, il s'avisa de me nommer son *substitut*. J'étais si sûr de ses sentiments et de ses intentions que je ne pensai pas à me l'ôcher de cette marque publique de son souvenir ; il n'y avait pas de lanternes dans ma ville natale. Ce titre lui donna une apparence de cruauté ; il ne l'avait pris que par légèreté et débauche d'esprit révolutionnaire.

Par une circonstance assez singulière, Desmoulins fut, sans le savoir, mon rival. Il demeurait dans le fameux district des Cordeliers, dont il était un des principaux membres. M. Jérémie Tribert, mon compatriote et ami, vint à Paris ; il était négociant en grains et farines et chargé de commissions par M. Necker. Ardent patriote, tout en faisant ses affaires, il se mêlait de politique. Logé rue du Paon, il fut bientôt en relation avec les patriotes de son quartier, avec Desmoulins, et fréquenta les Cordeliers. M. Tribert avait amené avec lui sa fille aînée, âgée de quinze ans. Depuis six mois que je l'avais laissée, elle était devenue une grande et belle personne. A l'insu de son père, nous contractâmes un engagement. Elle plut à Desmoulins ; il fut question de mariage ; nous n'étions pas plus riches l'un que l'autre ; sous d'autres rapports, il était dans une plus brillante situation que moi. Si Mlle Tribert, qui, seule, pouvait faire cette comparaison, s'était montrée favorable à Desmoulins, je ne sais si son père ne l'aurait pas accepté pour gendre. Mais elle m'avait promis son cœur. Mon rival ne fut pas écouté. Elle revint bientôt à Poitiers avec son père ; nous nous mariâmes deux ans après.

Le calme dont on jouissait n'était qu'apparent et à la surface. Un grand orage se préparait secrètement. Illumi-

liée de ses défaites, la Cour méditait de s'en venger et de dissoudre l'Assemblée. N'espérant pas triompher de Paris, elle voulut en éloigner le roi. Ce n'était que des bruits sourds. La publication d'une lettre du comte d'Estaing à la reine leur donna de la consistance et répandit l'alarme. Les Parisiens menacèrent de se porter à Versailles pour garder le roi, et même pour l'amener parmi eux. Dans cette ville, on faisait des dispositions militaires, on mettait en mouvement, on rassemblait des troupes. Ce fut matière à réclamations et à explications entre la Commune de Paris, le Palais-Royal, l'Assemblée nationale et le ministère : si le débat au fond n'avait pas été aussi sérieux, on aurait dit une dispute d'enfants. La Cour se disait menacée, ainsi que l'Assemblée nationale, par des mal-intentionnés de Paris. Les Parisiens disaient que la Cour menaçait l'Assemblée, la capitale, la Révolution. Chacun se renvoyait le premier tort. Paris et Versailles étaient encore comme deux camps ennemis. L'Assemblée nationale, irrésolue, ne se prononçait pas. Ce n'est pas que beaucoup de députés n'eussent de vives inquiétudes ; comme avant le 14 juillet, ils ne doutaient pas que la Cour n'eût contre eux des projets hostiles, d'emmener le roi loin de Paris, d'appeler l'Assemblée à sa suite, et de lui faire la loi ; on craignait aussi des arrestations et jusqu'à des exécutions, sans forme de procès. Les aristocrates criaient à la calomnie ; les modérés, ne sachant que croire, attendaient ; les patriotes courageux, craignant de n'être pas soutenus, hésitaient à commencer l'attaque. On ne pouvait éviter une solution, mais d'où viendrait-elle ? Il était écrit, et l'expérience l'avait prouvé, que l'Assemblée et la Révolution ne seraient encore sauvées que par un mouvement populaire.

Le signal en fut donné, à Paris, par l'arrivée du régiment de Flandre à Versailles, et il éclata à la nouvelle du repas donné aux gardes-du-corps. J'allai le soir au district des Cordeliers. Danton présidait ; j'en avais souvent entendu parler, je le voyais pour la première fois. Le portrait qu'on m'en avait fait ne m'en avait donné qu'une idée bien imparfaite. Je fus frappé de sa haute stature, de ses formes athlétiques, de l'irrégularité de ses traits labourés de petite vérole, de sa parole âpre, brusque et retentissante, de son geste dramatique, de la mobilité de sa physionomie, de son regard assuré et pénétrant, de l'énergie et de l'audace dont son attitude et tous ses mouvements étaient empreints. Au premier abord, il me rappela Mirabeau ; il y avait certainement de l'analogie, mais aussi, en y regardant de plus près, de grandes différences. Le député était dans ses manières, comme dans sa diction, habituellement noble, élégant, compassé, digne, toujours gentilhomme ; il calculait ses mouvements oratoires ; l'art gouvernait son éloquence. Chez Danton, c'était l'élan subit de l'âme, la fougue, tout l'abandon de la nature ; l'effet en était prodigieux. Il présidait avec la décision, la prestesse et l'autorité d'un homme qui sent sa puissance ; il poussait l'assemblée de district vers son but. On y adopta un manifeste.

Le 4, c'était un dimanche, tout le peuple était sur pied ; on se groupait dans tous les lieux publics, on discourait, on s'échauffait, on s'excitait à marcher sur Versailles. Des bandes armées faisaient la chasse aux cocardes blanches et noires qui se montraient depuis quelques jours. La Commune publia une défense d'en porter aucune autre que la cocarde tricolore. Toute la journée se passa en mouvements, en discours, en menaces qui ne permet-

taient pas de douter d'une prochaine et subite explosion. Tout le monde s'y attendait pour le lendemain ; on en redoutait les conséquences.

Paris n'avait plus la même physionomie qu'au 14 juillet. Alors c'était le peuple entier en insurrection, affranchi de toute autorité, maître souverain. Maintenant il y avait une garde nationale, un commandant général, une municipalité, un maire dont le devoir était de comprimer les mouvements populaires et de maintenir l'ordre. La garde nationale, bien qu'animée contre la Cour, était retenue par la discipline ; la Commune l'était aussi par son respect pour la loi. Bailly et Lafayette faisaient tous leurs efforts pour calmer la tempête. Les agitateurs la soufflaient. Ils tiraient grand parti de la disette du pain qu'ils imputaient à des accaparements faits par les ordres de la Cour, qui, lorsque le peuple mourait de faim, gorgeait ses satellites dans des orgies contre-révolutionnaires.

Le 5, dès le matin, l'insurrection éclata et commença par des femmes. Elles se portèrent à l'Hôtel-de-Ville ; la garde ne leur opposa pas de résistance ; elles y firent irruption. Des hommes les suivirent, enfoncèrent des magasins, s'emparèrent de quelques centaines de fusils, de deux canons, et l'attroupement se mit en marche pour Versailles. J'étais dans le jardin des Tuileries, sur la terrasse du bord de l'eau, avec nombre de curieux, lorsqu'il passa sur le quai. Il y avait quelques mille individus. C'était un spectacle fort grotesque. Excepté deux détachements d'hommes armés de fusils, qui ouvraient et fermaient la marche, tout le reste, composé de femmes, avait toutes sortes d'armes, des bâtons, des fourches, des piques ; elles étaient bariolées de

rubans de toutes couleurs ; elles criaient : *Du pain , du pain ! A Versailles , à Versailles !* Elles dansaient , elles chantaient , elles étaient plutôt gaies que menaçantes. On voyait quelques dames qu'elles avaient ramassées , et qu'elles entraînaient. La route était fort boueuse ; elles étaient crottées jusqu'au dos. Elles nous provoquèrent à marcher avec elles , nous accablèrent d'injures burlesques , et nous jetèrent de temps en temps des poignées de boue.

Cet attroupement n'avait pas l'air bien dangereux ; on ne concevait pas qu'on ne l'eût pas dissipé , qu'on le laissât poursuivre tranquillement sa marche ; on ne doutait pas que la garde nationale ne se mit sur ses traces pour l'arrêter , ou qu'il n'allât se casser le nez à Versailles. Depuis le matin , on sonnait le tocsin , on battait la générale , on se portait dans les districts , la garde nationale se rassemblait sur la place de Grève ; j'y cours. Elle était obstruée ; il y régnait une grande agitation ; on entendait un sourd bourdonnement ; j'entrai chez M. Guyot. La Commune était depuis longtemps en délibération avec Lafayette. Tout-à-coup un roulement de tambours excita l'attention. Chacun se mit en place et fit silence. Lafayette parut au haut du perron et descendit sur la place. Il voulut pérorer ; nous n'entendîmes que des cris à chaque instant renouvelés : *A Versailles !* Nous le vîmes longtemps à cheval , immobile , échangeant quelques mots avec son état-major , dans l'attitude de l'attente et de l'angoisse. Un individu sortant de l'Hôtel-de-Ville lui apporta un papier. Il y jeta les yeux et donna des ordres. Au milieu d'une explosion de joie , le cri *A Versailles !* retentit , unanime , tonnant. Pendant que les colonnes se formaient pour se mettre en marche , j'allai chercher une place sur leur

passage. Un sentiment de joie animait la garde nationale et la population. Lafayette était triste et contraint malgré les acclamations dont il était l'objet. Il était évident qu'il ne conduisait pas la garde nationale, et que c'était elle qui le trainait. On évaluait sa force à 25 ou 30,000 hommes. Il était déjà tard quand le défilé commença ; il fut long, très-long ; quand la nuit vint, les derniers bataillons étaient à peine sortis de Paris, et l'avant-garde des femmes devait être depuis longtemps arrivée à Versailles. J'aurais bien voulu m'y rendre pour me trouver auprès de mon père dans une situation aussi critique ; mais la circulation des voitures était impossible, et, déjà très-fatigué par les agitations de la journée, je ne me sentis pas le courage d'entreprendre, à pied, un voyage nocturne sur une route boueuse et encombrée d'hommes armés. Je ne doutais pas que le lendemain le roi ne vînt à Paris, et je n'étais pas fâché de voir une seconde fois ce triomphe du peuple. D'ailleurs, d'après les forces et les bonnes dispositions de la garde nationale, je ne voyais pas comment il pourrait y avoir une lutte et des malheurs. Cependant, aux bruyantes acclamations qui avaient accompagné son départ, succéda, dans Paris, un morne silence, mêlé de quelque anxiété. La plupart des rues furent illuminées ; de nombreuses patrouilles circulaient ; les districts et la Commune étaient en permanence. J'y passai une partie de la nuit avec Garan de Coulon. Il ne partageait pas ma sécurité. Mille bruits divers arrivaient de Versailles ; on ne concevait pas comment on n'avait encore aucune nouvelle positive ; on en tirait de mauvais augures. Je le quittai à une heure du matin, pour prendre du repos.

A neuf heures, j'allai à la découverte et aux informa-

tions. La foule se pressait pour lire deux placards qui venaient d'être affichés à quelques heures d'intervalle. Ils annonçaient que le Roi avait sanctionné les décrets constitutionnels et qu'il se rendait à Paris, sans dire l'heure de son arrivée. Quant à ce qui s'était passé à Versailles, les placards ne donnaient aucuns détails et se bornaient à rassurer les Parisiens. Ils avaient en effet repris leur sérénité; ils commençaient à se porter vers la barrière. Je suivis le mouvement. J'y arrivai un peu avant midi. Beaucoup de gens venaient de Versailles, on se pressait autour d'eux, on les interrogeait; il y en avait qui se plaisaient, sans provocation, à raconter les événements ou qui, pour se donner de l'importance, se vantaient d'y avoir pris part. J'appris là, en gros, qu'on s'était battu avec le château; qu'il y avait des victimes des deux côtés; que la victoire était restée au peuple; que le Roi et sa famille étaient amenés prisonniers. Bientôt parut une bande d'hommes portant sur des piques deux têtes de gardes-du-corps. Quelques individus donnèrent des signes d'approbation. En général on fut saisi d'horreur. Un détachement de garde nationale de service arrêta la marche de cette bande, la dissipa, s'empara de ce sanglant trophée, et le fit disparaître.

Vers deux heures, Bailly arriva avec une députation de la Commune; on vit des troupes et des canons, on crut que c'était le Roi et l'armée parisienne. Ce n'était que l'avant-garde; elle était entremêlée et suivie d'hommes et de femmes couverts de rubans tricolores, montés dedans, dessus toutes sortes de voitures, jusque sur les canons, agitant des dépouilles de gardes-du-corps, des chapeaux, des bandoulières, des épées. Ensuite venaient des charriots de grains et de farines. De moment en moment, se

succédaient des petits détachements isolés. Mais le gros de l'armée et la famille royale n'arrivaient pas. En vain assurait-on, de quart d'heure en quart d'heure, qu'ils n'étaient pas loin; on s'inquiétait, on s'impatientait de ce retard. On avait essuyé des averses de pluie; la nuit approchait. Pour mon compte, j'étais harassé. Enfin, de cinq à six heures, tout à coup, la foule s'agita, se dressa, se pressa; pour cette fois, c'était le Roi, c'était l'armée. La marche était ouverte par des femmes portant de longues branches d'arbres, ensuite venaient des troupes de toutes armes, infanterie, cavalerie, artillerie. C'était un pêle-mêle de garde nationale, de soldats du régiment de Flandre, de Cent-Suisses, de gardes-du-corps; de dragons, de femmes chantant, criant : « Du pain, nous n'en manquerons plus : voilà le boulanger, la boulangère et le petit mitron ! » Ce cri retentissait autour de la voiture du Roi. Il ressemblait à une masse impassible; sa physionomie était triste et immobile. La Reine s'efforçait de dissimuler son abattement; sa pâleur, sa bouche contractée, la fierté de son regard annonçaient la colère d'une âme ulcérée. Bailly, avec sa longue figure sérieuse, adressa quelques paroles au Roi, qui ne furent pas entendues et auxquelles il ne répondit pas. Lafayette, pâle, défait, comme la veille à son départ de l'Hôtel-de-Ville, au milieu de tout ce tumulte, paraissait moins commander qu'obéir. Sans la joie du peuple, on eût dit un enterrement. Le Roi était parti à une heure de Versailles, il n'arriva qu'à neuf heures à l'Hôtel-de-Ville. Je n'y suivis point le cortège.

Le lendemain j'appris que tout s'y était très-bien passé, que le Roi avait consenti à rester à Paris, et qu'il avait couché aux Tuileries. J'allai dans le jardin, il était en-

combré de curieux. Le château, depuis si longtemps inhabité, la veille encore désert et solitaire, avait un air vivant et animé. On entrait, on sortait pour les besoins de la Cour, on voyait du monde aux fenêtres. Un détachement nombreux de la garde nationale y faisait le service, des factionnaires gardaient toutes les issues. On ne manifestait point d'opinions hostiles au Roi; il n'en était pas ainsi de la Reine; on était satisfait d'avoir arraché Louis XVI de Versailles, où de perfides conseillers pouvaient plus facilement l'égarer, et de posséder dans la capitale du royaume la Cour et le Gouvernement, dont la présence devait nécessairement amener l'Assemblée nationale. Enfin on s'en promettait l'abondance du pain et toutes sortes d'avantages. Voilà quel était en général le sentiment dominant. Quant à l'échec humiliant que venait de subir encore le Roi, et à l'avilissement dans lequel était tombée la royauté, personne ne paraissait y penser, ni en mesurer les conséquences.

Je retournai à Versailles; mon père, les députés nos amis et moi, nous eûmes pour plusieurs jours à nous raconter les événements dont nous avions été témoins. Ils avaient eu de cruelles alertes et de très-belles peurs. La grande question était de savoir si l'Assemblée nationale se transporterait à Paris. A cet égard, les avis étaient partagés. On craignait qu'elle y eût moins d'indépendance. Grégoire nous disait : « Qu'irons-nous faire dans cette Sodome? Nous y aurons sur les bras une population irreligieuse, turbulente, affamée. On y menace, on y insulte les prêtres; le calme de Versailles convient mieux à des législateurs. » La plupart des députés obscurs, paisibles, s'en trouvaient bien, et y avaient contracté des habitudes. Les habitants désolés les conjuraient de ne pas

vouer leur ville à une ruine certaine. L'Assemblée avait pris l'engagement de suivre le Roi partout où il jugerait à propos d'établir sa résidence. A l'Hôtel-de-Ville, il avait fait une réponse vague ; mais il ne lui était plus permis de sortir de Paris. Il déclara donc qu'il y établissait sa résidence, et invita l'Assemblée à s'occuper de sa translation. Elle fut décidée.

Je m'y rendis avec mon père. Depuis qu'il était venu aux États-Généraux, il n'avait pris qu'une très-faible part à leurs travaux : il n'était pas monté une seule fois à la tribune. J'étais affligé, humilié de ce qu'avec plus de savoir, de facilité et même de talents qu'une foule de ses collègues qui parlaient et faisaient parler d'eux, il avait gardé le silence. Ceux qui le connaissaient en étaient surpris et en avaient du regret. Il s'en excusait sur son état maladif, aggravé par le pire de tous les maux, le mal du pays, qui lui ôtait tout ressort et le jetait dans la mélancolie. Persuadé qu'il ne se rétablirait qu'en retournant dans ses foyers, il était tenté de donner sa démission. Je l'en empêchai. Ma sœur aînée vint auprès de lui pour le soigner et lui tenir compagnie. Pleine de jeunesse et de santé, c'est elle qui paya le tribut à la nature ; il eut la douleur de la perdre. Accablé de ce coup fatal, il demanda un congé et vint chercher des consolations dans sa famille. Il fournit péniblement jusqu'à la fin sa carrière législative, avec quelques interruptions, s'intéressant au succès de la Révolution, mais n'y contribuant que par ses votes. J'anticipe ici sur l'ordre du temps pour n'y plus revenir.

En accompagnant mon père aux États-généraux, je ne devais rester auprès de lui que quelques semaines, et le temps convenable pour moi de voir Paris. Je me

disposai donc à retourner à Poitiers. J'aurais pu me faire une existence dans la capitale, je n'y pensai pas. Je n'avais aucune ambition, j'étais possédé d'un patriotisme local qui m'attirait dans ma ville natale pour y retrouver ma famille, mes camarades, mes amis, y reprendre ma profession d'avocat, y propager la Révolution, et me consacrer au service de mes concitoyens. En approchant de Poitiers, en revoyant les lieux au milieu desquels j'avais passé mon enfance, j'éprouvai une vive émotion. Lorsque j'arrivai dans ma ville, et que je descendis de la diligence, il était nuit. En me rendant à la maison paternelle, je sentis faiblir mes jambes et mon cœur. En me retrouvant dans les bras de ma mère, au milieu de mes frères et sœurs, j'étais si oppressé que je ne pus ni trouver une parole, ni me soutenir. Je me jetai sur un siège, je ne recouvrai mes sens qu'après avoir versé quelques larmes; je n'oublierai jamais ce moment-là.

Arrivant de Paris, témoin des grands événements dont il avait été le théâtre, enthousiaste de la Révolution, je fus recherché, pressé de questions, écouté avec intérêt ou curiosité. Je me fis un devoir de répondre à cet empressement, et d'en profiter pour réchauffer mon pays qui était encore bien arriéré. Ce n'était pas une petite besogne. Il fallait combattre, anéantir, ou du moins neutraliser l'influence des prêtres et des nobles, si puissante à Poitiers, celle des fonctionnaires de l'ancien régime, la plupart encore en place; éclairer le peuple, le relever de son abaissement, et le rattacher à la bourgeoisie qui elle-même était assez engourdie et avait besoin de stimulants.

J'avais repris l'exercice de ma profession d'avocat. Je débutai contre mon ami Chauveau qui plaidait sa pre-

mière cause. Mon exorde fut une apologie très-animée de la Révolution. Les juges, c'étaient encore messieurs les conseillers au présidial, le trouvèrent incendiaire; peu s'en fallut qu'ils ne m'admonestassent. Cela fit du bruit au barreau et dans la ville. Les gens qui ne m'avaient pas entendu ne savaient que penser. Déplaire aux juges, ce n'était pas le moyen d'avoir des causes. Je fis insérer dans les *Affiches du Poitou* un article explicatif. C'était un tableau de la profession d'avocat avant 1789 et des améliorations qu'elle devait recevoir sous le règne de la liberté. Dans des souvenirs écrits par mon père, voici ce que je trouve à ce sujet. « Il m'en arriva autant lors de ma première cause. Il s'agissait de l'état d'un enfant de protestant; je m'exprimai assez librement sur la rigueur de la loi. Les vieux bonnets trouvèrent cela mauvais. L'énergie n'existe ordinairement que chez les jeunes gens. Si l'Assemblée nationale n'eût été composée que de vieillards, la Révolution ne se serait pas faite. Les jeunes donnaient de l'activité aux vieux et tout allait ensemble. »

Pour propager la Révolution, une réunion patriotique et la publicité me parurent le meilleur moyen et le plus rapide. J'en avais vu l'effet à Paris. Le club breton y avait suivi l'Assemblée nationale et s'était constitué, dans le couvent des Jacobins, en *Société des Amis de la Constitution*. Je projetai d'établir une semblable société; je trouvai d'abord peu de dispositions favorables et beaucoup d'obstacles; je ne me rebutai point. J'eus bien de la peine à rallier autour de moi une vingtaine de patriotes. Nous commençâmes par des réunions qui, sans être publiques, n'étaient pas secrètes. Avant de paraître au grand jour nous voulions nous recruter et nous assurer que

nous ne prêcherions point dans le désert, ou que les ennemis de la Révolution ne viendraient pas nous bafouer; car ils en étaient capables, et ne manquaient pas d'audace. Dans ces réunions à huis-clos, c'est moi qui portai le premier la parole; j'en fus presque exclusivement l'orateur. Nous excitâmes au plus haut point la curiosité publique. On se faisait rendre compte de nos séances; on demandait que nous ouvrons nos portes. Les patriotes prirent courage et sollicitèrent leur admission. Notre succès était assuré; nous annonçâmes une séance publique dans le couvent des Augustins. Nous nous installâmes en présence d'une foule de spectateurs. La salle était comble. Je prononçai le discours d'ouverture; il fut couvert d'applaudissements. Dès ce moment, notre société se consolida, fit de rapides progrès et devint une puissance. L'aspect de la ville changea, les patriotes prirent le dessus; la Révolution y domina.

Outre les avantages matériels qu'elle assurait, la nouvelle organisation qui commença par les municipalités intéressa à la chose publique un grand nombre de citoyens qui lui avaient été étrangers. Ce fut d'abord marchandise un peu mêlée; il ne s'opéra pas dans les opinions un départ rigoureux; les électeurs sans expérience avaient leur éducation à faire. Il se glissa dans les places quelques hommes douteux, indécis et même hostiles, prêtres, nobles, bourgeois, mais ils étaient contenus par une bonne majorité et par la masse du peuple. J'aurais probablement obtenu les suffrages de mes concitoyens, si j'avais eu les vingt-cinq ans nécessaires pour être éligible. Du reste, je ne les ambitionnais pas. Je ne pensais nullement à faire mon chemin dans les diverses carrières que la Révolution ouvrait devant moi. J'étais à cet égard

d'un désintéressement ou plutôt d'une indifférence que les habiles appellent niaiserie.

Notre club ne fut pendant quelque temps qu'une école d'instruction pour le peuple. Il n'y avait presque pas de discussion. On y prononçait des discours pour expliquer et commenter les décrets de l'Assemblée nationale, ou bien les événements les plus marquants. Les orateurs étaient rares. Le plus souvent la charge tombait sur moi. Je n'avais pas fait d'études politiques, mais les six mois que j'avais passés à Versailles et à Paris, les savantes discussions auxquelles j'avais assisté, les violentes agitations dont j'avais été témoin, cette glorieuse Révolution, appelée par la volonté du peuple Français, opérée par le dévouement courageux de ses représentants, défendue, imposée à la Cour par le patriotisme et l'énergie des patriotes, c'était certes un enseignement public et pratique propre à élever l'âme, à éclairer l'esprit, à agrandir les idées. Je fus secondé d'abord par quelques jeunes gens d'espérance, Chauveau, Sabourani, ce dernier très-distingué par le talent de la parole. Successivement, les sociétés des amis de la Constitution se propagèrent, correspondirent entre elles, s'affilièrent à la société mère de Paris et embrassèrent toute la France dans un vaste réseau; elles portèrent dans toutes les affaires leur investigation et leur surveillance; elles devinrent un puissant ressort révolutionnaire; alors tous les hommes énergiques, passionnés, désintéressés et ambitieux y affluèrent et y prirent la parole avec plus ou moins de talent et de succès. Notre société fut transférée dans un local plus vaste; par une imitation fortuite de la société mère de Paris, elle s'établit dans le couvent des *Jacobins*; à mesure qu'elle s'augmenta, ma besogne et mon influence furent partagées.

Les rivalités n'excitaient pas mon envie; je n'ambitionnais pas de prééminence; il me resta toujours un mérite qu'on ne pouvait pas me disputer, celui de fondateur.

La nation ne fut d'abord divisée qu'en deux partis, les *patriotes* et les *aristocrates*. D'après des historiens, on s' imagine que, dès le commencement de la Révolution, les aristocrates étaient opprimés, persécutés et obligés de se cacher ou de se taire. C'est une grande erreur. Pendant longtemps et jusqu'à leur émigration, les aristocrates, la plupart nobles, ne dissimulaient pas leur haine de la Révolution, levaient la tête et bravaient les patriotes. Ils s'avisèrent d'établir, sous le titre de société littéraire, un club à huis-clos dans le voisinage du nôtre. Ils en avaient le droit. Mais ils descendaient le soir sur la Place d'armes lorsque nous sortions de séance et nous provoquaient. Il en résultait des chocs violents, des rixes, des gourmades. Un soir ils se présentèrent avec des armes. La garde nationale fut obligée d'intervenir pour les disperser. L'autorité supprima la société littéraire et rendit un vrai service aux aristocrates; ils n'étaient pas de force à lutter, et le peuple était pour nous. Cela se passait au mois de mars 1791.

La garde nationale s'était formée spontanément à Poitiers, comme dans les autres villes. Son organisation avait été ensuite régularisée. Elle n'était forte que de 2,000 hommes, bourgeois et artisans, de la plus belle tenue, fiers de porter l'uniforme, animés du zèle le plus ardent, et toujours prêts à marcher. J'en faisais partie comme simple grenadier. Elle fut d'abord commandée par des nobles qui exerçaient par leur fortune un certain patronage, ou anciens militaires. C'est à ce dernier titre que furent nommés : colonel, le vicomte de Châteignier, et

lieutenant-colonel, le chevalier Filleau; ils n'aimaient pas la Révolution, mais ils ne se montraient pas hostiles, et on leur en tenait compte. Ces commandements paraissaient flatter l'orgueil des nobles; ils les recherchaient comme un moyen de retenir leur supériorité qui leur échappait. Le seigneur de Furigny, hobereau très-fier et peu riche, nommé colonel de la garde nationale de Neuville, lui fit présent d'un drapeau coûtant 200 livres et lui donna un repas qui en coûta 300, sans compter le vin de son crû; dépense qui parut énorme pour l'époque et pour celui qui la faisait. Si ces colonels furent débordés par les progrès de la Révolution qui les laissa en arrière, ces exemples prouvent que le peuple avait de la déférence pour les nobles.

De toutes parts les gardes nationales se fédéraient; celle de Poitiers fit aussi sa fédération, et convoqua celles de la province et des provinces voisines. On invita à la fête les deux régiments de la garnison, Royal-Roussillon, le régiment du Roi, cavalerie et la maréchaussée. Les commandants répondirent qu'ils écriraient au duc de Maillé, à la Rochelle, pour prendre ses ordres. Il répondit que les corps militaires ne pouvaient marcher sans les ordres du Roi, que ceux de la garnison pouvaient seulement se faire représenter à la fédération par un ou deux officiers. Les sous-officiers et les soldats ne voulurent pas se soumettre à cette décision, et menacèrent de prendre les armes sans leurs chefs. La municipalité intervint en médiatrice. Il fut convenu que les deux régiments se rendraient, drapeaux déployés, à la fédération, et n'y prendraient ostensiblement aucune part. Il s'y trouva plus de 6,000 hommes. Après la célébration de la messe et la bénédiction des drapeaux, au moment où on allait

jurer le pacte fédéral, les deux régiments et la maréchaussée se retirèrent; la cérémonie s'acheva sans eux.

Ces fédérations partielles ne furent que le prélude de la fédération générale de toutes les gardes nationales du royaume à Paris, le 14 juillet 1790, anniversaire de la prise de la Bastille. Je fus un des députés élus par mes concitoyens. Cette mission me fit le plus grand plaisir.

Nous nous mîmes en route une demi-douzaine, à cheval, en uniforme, avec armes et bagages, comme si nous allions entrer en campagne. Nous étions bien montés; nous arrivâmes en moins de cinq jours. Quel voyage agréable! Jeunes, pleins de santé, de vigueur, d'enthousiasme, par le plus beau temps du monde, à travers cette aimable Touraine, sur les bords fertiles de la Loire, salués, traités amicalement à notre passage, nous simples soldats-citoyens, mais destinés à fournir quelques anneaux à cette grande et forte chaîne qui allait se former au nom de toute la France! Dans les auberges, on nous servait la meilleure chère; c'est à peine si l'on voulait de notre argent, et l'hôte ne l'acceptait qu'à la condition de boire avec lui le vin de l'étrier, la meilleure bouteille de sa cave, en l'honneur de la nation. C'était un cri qui partait du fond des âmes; un hommage pur et sincère à la liberté, à la patrie.

A Paris, j'aurais pu loger avec mon père; mais la vie active que je devais mener pendant mon séjour dans la ville aurait rendu notre communauté d'autant plus gênante pour lui, qu'il était toujours dans un état maladif. Ses compatriotes ne l'avaient point oublié; on venait de mettre en activité la nouvelle organisation administrative, ils l'avaient nommé procureur-syndic du district de Poitiers, le 14 juin 1790.

Des mesures avaient été prises pour assigner des logements aux fédérés; je pris le mien chez un avocat, mon compatriote, rue Férou, qui me l'avait offert d'avance. J'allai revoir mes amis et connaissances parmi les députés et les patriotes. Les fédérés étaient reçus avec la plus cordiale hospitalité, les attentions les plus délicates, la joie la plus expansive, tous les honneurs. Ils furent admis à partager le service de la garde nationale parisienne auprès de l'Assemblée nationale et du Roi. Il n'y a rien d'exagéré dans tout ce qui a été dit sur la gaieté, la joie, l'enthousiasme, le dévouement, le pêle-mêle fraternel de toutes les classes de la population; les travaux qu'elles exécutèrent au Champ-de-Mars en chantant *Ça ira!* leur concours spontané et infatigable à la solennité principale et aux fêtes accessoires qui durèrent quinze jours. Toutes les relations ne sont plutôt qu'une faible expression de la réalité. Depuis j'ai vu bien des fêtes à Paris, jamais rien de pareil.

Le 13, les fédérés furent convoqués pour une revue du Roi aux Champs-Élysées. Il pleuvait, on donna contre-ordre. On nous fit défiler sous le pavillon de l'Horloge, devant lui, la Reine et la famille royale. Il y eut bien quelques mécontents, mais en général ils se trouvèrent flattés de l'honneur que la Cour daignait leur faire. Louis XVI me parut, comme toujours, assez impassible, sans apparence de plaisir ni d'humeur. La Reine faisait beaucoup de frais pour plaire, elle était riante et gracieuse. Dans des moments d'arrêt, elle adressait quelques mots, elle faisait quelques questions aux fédérés qui se trouvaient devant elle.

Le 14, les fédérés réunis sur la place de la Bastille, car elle avait été démolie, se mirent en marche pour le

Champ-de-Mars, sous une pluie battante et dans la boue. Loin d'affaiblir leur ardeur, ce contre-temps la ranimait; ils conservaient leur alignement, ils rivalisaient de bonne tenue et d'attitude martiale, fiers des acclamations et des applaudissements des nombreux spectateurs qui se trouvaient sur leur passage, dans les rues, sur les quais, aux fenêtres des maisons. Le défilé dura trois heures. 30 ou 40,000 hommes armés au Champ-de-Mars; 3 ou 400,000 spectateurs rangés en amphithéâtre sur les tertres; l'autel de la Patrie élevé de vingt-cinq pieds au centre et couvert de 2 ou 300 ecclésiastiques; une galerie adossée à l'École militaire pour le Roi, l'Assemblée nationale, les autorités, la Cour; le soleil reparaisant enfin dans son éclat; la magnificence de ce spectacle a été assez décrite pour me dispenser d'y revenir. Le moment le plus imposant et dont l'effet ne peut être rendu fut celui où Lafayette, du haut de l'autel de la Patrie, ayant lu le serment, 400,000 individus à la fois, étendant les bras répondirent : *Je le jure*, et où le Roi ayant juré la Constitution, des cris de joie, des transports d'enthousiasme éclatèrent de toutes parts et, mêlés au bruit des tambours, des orchestres et des canons, ébranlèrent la voûte des cieux.

Après la cérémonie, il y eut, parmi les fédérés, de la confusion sans désordre. Les uns, par détachements ou isolément, rentrèrent dans Paris; les autres, attirés comme moi par la curiosité et l'appétit, allèrent à la Muette où un banquet était préparé. Le pont jeté sur la Seine se trouvant encombré par la foule craqua et fléchit. Je crus que nous allions nous rafraîchir dans la rivière. Il y eut un instant d'inquiétude et de presse. Ce fut l'affaire de quelques secondes. Heureusement il n'y avait avec nous ni femmes, ni enfants pour jeter l'épouvante.

Des tables étaient dressées dans les allées du parc de la Muette; nous nous en donnâmes à cœur-joie et ce n'était pas sans besoin. Lafayette arriva et parcourut les allées. Déjà échauffées par le vin, toutes les têtes partirent. On se livra à toutes sortes de folies; ce furent des saturnales d'adoration. Il faillit être étouffé, lui et son cheval blanc. En rentrant à Paris, des bandes de fédérés, en train de crier, passèrent aux Tuileries et crièrent sous les fenêtres du Château : *Vive le Roi!* et beaucoup moins *Vive la Reine!* Personne ne répondit. Il était tard, et leurs Majestés en avaient assez de la longue corvée qu'elles avaient subie.

L'enthousiasme et l'effusion n'avaient laissé ni dans les esprits ni dans les cœurs aucune place à la réflexion. Le lendemain, lorsqu'on fut un peu de sang-froid, la critique s'exerça sur quelques circonstances de la fête. Le siège du roi était plus orné que celui du président de l'Assemblée nationale; le roi ne s'était pas rendu à l'autel de la Patrie pour y prêter serment; invité par décret de l'Assemblée à prendre le commandement des troupes, il n'avait ni monté à cheval, ni fait un pas dans le Champ-de-Mars, ni donné un ordre; roi fainéant ou boudeur, il avait abdiqué son pouvoir et ses devoirs en faveur de Lafayette; véritable roi de la fête, le général, affectant l'attitude d'un maire du palais, avait provoqué les serviles témoignages d'adulation et s'en était insolemment enivré. Ces griefs furent articulés dans les journaux les plus avancés.

Les districts félicitèrent à l'envi les fédérés logés dans leur arrondissement; c'étaient des banquets, des danses à n'en plus finir. Le 18, une revue de tous les fédérés par Lafayette fut l'occasion d'une fête générale qui s'étendait

depuis la place de la Bastille jusqu'aux Champs-Élysées. Sur l'emplacement de l'ancienne forteresse du despotisme, il y avait une salle de bal avec cette inscription : *Ici l'on danse*. Pour preuve, j'y dansai, nous y dansâmes. Ce n'était pas seulement cette partie du peuple qu'on voit figurer habituellement dans les bals officiels en plein air; je ne dirai pas non plus que nos danseuses étaient des marquises ou des duchesses, car je n'avais pas l'honneur d'en connaître, mais certainement il y avait beaucoup de dames de la plus haute bourgeoisie; toutes les classes étaient confondues par le sentiment de la fraternité la plus sincère et la plus franche. Il n'y eut sorte de folies qu'on ne fit encore pour Lafayette et son cheval blanc.

La fête que nous donna mon district commença par un banquet dans un cloître de couvent. Lorsqu'on se leva de table, un orateur parisien, au nom de ses compatriotes, du haut d'une estrade, prononça un discours tout en l'honneur des fédérés des départements. Personne ne se présentant pour répondre à ce compliment, je demandai la parole. On me porta pour ainsi dire sur l'estrade. J'y débitai une allocution chaleureuse en l'honneur des Parisiens, des fédérés, de la liberté. Elle fut accueillie par les plus vifs applaudissements et les plus bruyants transports. On en vota l'impression. Je fus entouré, pressé, embrassé et entraîné dans une chambre pour rédiger par écrit mes paroles. Une demi-heure après, on apporta l'imprimé, on le distribua dans l'Assemblée; on se l'arrachait. Il ne faut pas demander si je fus flatté de ce succès. Il ne m'est rien resté de cette improvisation, ainsi que de beaucoup de discours et d'écrits de cette première année de la Révolution. J'ai quelquefois

regretté, dans l'âge mûr, de ne pouvoir jeter un regard sur ces essais de ma jeunesse.

La Cour avait vu de très-mauvais œil la fédération ; n'ayant pu éviter de la subir, elle essayait de la faire tourner à son profit, et de *royaliser* les fédérés. L'entreprise était difficile. Pour la nation et les fédérés, la fédération était une commémoration de la victoire remportée sur le despotisme et l'ancien régime. On voulait bien la royauté, mais constitutionnelle. On criait *Vive le roi !* mais parce qu'on le croyait le roi de la Révolution. C'était le sentiment général. Si Louis XVI, en uniforme de garde-national, eût monté à cheval, pris le commandement des fédérés, marché à leur tête, joué le rôle principal qu'il avait abandonné à Lafayette, il n'est pas douteux que, pour le moment, il n'eût séduit beaucoup de fédérés. Mais la Cour n'employa que de petits moyens dont l'effet ne fut que partiel et passager. Ainsi on représenta au théâtre des pièces royalistes : à l'Opéra, *Louis IX en Égypte* ; aux Français, *Gaston et Bayard*. Quelques fédérés furent invités à faire des compliments à la reine, et à crier des *virats* sous les fenêtres. Le cri dominant fut toujours *Vive la nation !*

Cependant la plupart des fédérés, et les nombreux étrangers qui étaient venus à Paris, s'en allèrent le cœur content, persuadés que la Cour, les députés, tous les Français étaient sincèrement ralliés à la Révolution, et que bientôt ils en recueilleraient paisiblement les bienfaits. En ne considérant que la superficie des choses et la physionomie de la capitale, il est certain que rien n'était plus consolant. Probablement, j'en aurais emporté l'idée la plus favorable, si par mes relations je n'en avais été amené à pénétrer plus avant, et au fond de notre situation.

Ce qui me frappa le plus, c'était la division qui, depuis la fin de 89 s'était opérée dans le parti de la Révolution, et l'exaspération des plus ardents patriotes. Des députés très-révolutionnaires et marquants s'étaient séparés de la Société des Amis de la Constitution pour établir une société rivale et se rapprocher de la cour. On poursuivait avec acharnement les journaux et les écrivains révolutionnaires; ceux de la contre-révolution étaient encouragés et tolérés. La presse patriote attaquait violemment Bailly et Lafayette, ou récriminait amèrement contre eux. Elle n'épargnait pas le roi, la reine, la cour, les ministres, les députés. Outre la cour et les aristocrates, ennemis de la Révolution, il y avait dès lors deux partis bien tranchés : celui qui voulait l'arrêter, et celui qui la poussait à ses dernières conséquences. En arrivant à Paris, j'avais cherché Camille Desmoulins, sans pouvoir le trouver. Il était poursuivi par le Châtelet, menacé dans sa personne et dans son médiocre avoir; il avait déménagé, lui et ses meubles; pendant les fêtes, il eut quelque répit et se montra. J'eus avec lui plusieurs entretiens. Sans ajouter une foi aveugle à tout ce qu'il me dit, car il était très-ulcéré, il me dégrisa sur bien des hommes et des choses. Il croyait impossible d'asseoir la Révolution sans renverser la royauté, ou au moins, comme transition, changer la dynastie. Il déplorait la corruption exercée par la liste civile, et s'indignait de ce qu'on eût osé l'essayer sur lui. C'est sous ses impressions que je retournai à Poitiers.

A la fin de 1790, on renouvela la municipalité. Je venais d'atteindre mes vingt-cinq ans; je fus nommé par mes concitoyens substitut du procureur de la commune, et je me livrai sans réserve au soin de leurs intérêts. Alors, ce n'était pas un mérite. Les patriotes avaient tant d'enthou-

siasme et de dévouement qu'aucun sacrifice ne leur coûtait , et sans considérer leur intérêt, ils consacraient tout leur temps à la chose publique. Magistrat, j'étais exempt du service de la garde nationale, il était même incompatible avec mes fonctions. Je n'en restai pas moins simple grenadier dans ma compagnie, et si je ne montais pas la garde, j'assistais exactement aux exercices et aux manœuvres. Ce n'était pas un simple passe-temps ; les citoyens avaient pris la garde nationale au sérieux. C'était la plus solide garantie de la Révolution, et en cas de besoin, de l'indépendance nationale ; j'avais à cœur de les entretenir dans cette idée par mon exemple. C'était aussi un moyen de fraterniser avec les patriotes, et un lien de plus entre l'autorité et la force armée.

La commune, la garde nationale, la Société des Amis de la Révolution enlevaient beaucoup de temps à l'avocat. Le principal n'était plus, pour ainsi dire, que l'accessoire. Cependant il me fallait vivre de mon métier ; il est vrai que nourri et logé dans la maison paternelle, j'avais peu de besoins. Et puis, sans souci pour mes intérêts privés, j'étais heureux de me consacrer à la chose publique.

Il était impossible que la Révolution n'imprimât pas à l'armée la même secousse qu'à la nation. On l'avait éprouvé par la défection des gardes-françaises, la désertion qui avait gagné les troupes sous Paris le 12 juillet, l'attitude du régiment de Flandre à Versailles, la rixe sanglante de quatre régiments à Lille, la boucherie du général Bouillé à Nancy. Les désordres se succédaient dans les places, dans les ports. On les déplorait, on les attribuait aux provocations des patriotes, on leur opposait des moyens de répression, on se consumait en vains efforts, on ne remontait pas à la cause du mal. C'est que

l'armée offrait en petit une image parfaite de la nation ; d'un côté le peuple soldat déshérité de tout avancement, de l'autre des nobles, officiers privilégiés. Il n'y avait qu'un remède, le licenciement de l'armée et sa réorganisation. Dans l'état de l'Europe, il était sans danger. On préféra des palliatifs qui prolongèrent les tiraillements, les collisions, l'indiscipline. Poitiers n'en fut pas exempt. Dans les deux régiments qui y étaient en garnison, les sous-officiers et les soldats étaient patriotes, et les officiers aristocrates. Les soldats vinrent aux séances de la Société des Amis de la Constitution ; les officiers le leur défendirent. De là des conflits. Il était naturel que la Société prît parti pour les soldats. Ceux-ci se plaignaient surtout de la mauvaise administration des fonds, et demandaient des comptes. L'Assemblée nationale avait, jusqu'à un certain point, accueilli ces plaintes et prescrit des mesures ; les officiers en éludaient l'exécution. Un soir, la Société était en séance, on entendit un grand tumulte ; on vit entrer dans la salle une députation de soldats et de sous-officiers qui apportaient la caisse du régiment du Roi, et priaient la Société de la recevoir en dépôt, jusqu'à ce que la comptabilité fût apurée, et qu'on eût fait droit à leurs réclamations. Ils furent reçus avec acclamations et invités aux honneurs de la séance. Certes, le cas était grave, et d'après les lois, les régiments auraient dû être décimés et dissous. On avait l'exemple de ce qui s'était passé à Nancy. Mais les temps n'étaient plus les mêmes ; il s'était écoulé un an depuis. Pour les patriotes, les Suisses de Château-Vieux étaient des victimes de la Révolution. Les liens de la discipline militaire s'étaient relâchés, et le pouvoir avait perdu de sa force. Les autorités civiles et militaires se concertèrent pour étouffer cette affaire et

l'arranger à l'amiable. Tout rentra dans l'ordre, mais quel ordre, entre des soldats patriotes et des officiers aristocrates, dont l'émigration éclaircissait peu à peu les rangs !

Sur l'émigration on a accredité de grandes erreurs. On s'imagine que les patriotes ont, par les menaces, les persécutions, les voies de fait, les excès de toute sorte, forcé les nobles à se réfugier, pour leur sûreté, sur les terres étrangères; il n'y a rien de plus faux, du moins en ce qui concerne le département de la Vienne. Les patriotes, loin d'être d'abord hostiles à la noblesse, poussaient la candeur jusqu'à désirer qu'elle se résignât du moins à la Révolution. Lors de la formation de la première municipalité, Béra, avocat, patriote, président d'une assemblée, dit dans un discours : « Citoyens nobles, vos esprits ont été momentanément égarés, mais vos cœurs ne l'étaient pas. Vous ne perdez rien à la Révolution; les services rendus à l'État par vos aïeux augmenteront toujours le prix des vôtres. Le sang dont vous sortez prètera sans cesse un nouvel éclat à vos vertus et à votre mérite. » La garde nationale délibéra, avec l'approbation de la municipalité, d'inviter les émigrants non prévenus de crimes, ni condamnés par un tribunal, qui étaient inquiétés dans leurs terres, à se rendre à Poitiers, leur promettant de garantir leur sûreté. Pour la plupart des nobles, l'émigration était volontaire, spontanée, une partie de plaisir, une mode. Ils ne se cachaient pas, ils faisaient ostensiblement leurs préparatifs; ils disaient hautement que ce serait une affaire bientôt finie, que dans quelques mois ils reviendraient triomphants, qu'ils remettraient à leur place ces bourgeois insolents, la canaille patriote, et leur feraient payer leurs frais de voyage. Jeunes patriotes et jeunes émi-

grants, on se toisait, on se narguait dans les rues et les lieux publics. Nous nous sentions si forts de notre nombre, de la sainteté de notre cause, que nous ne nous fâchions pas; nous prenions en pitié cette poignée de déserteurs de la patrie, et nous nous réjouissions d'en être débarrassés.

Quoique dans mon département la guerre aux châteaux n'eût pas été aussi menaçante que dans plusieurs autres, je ne prétends pas qu'il n'y eût pas des nobles qui émigrèrent par peur et pour leur sûreté, mais c'était en petit nombre, et encore ils ne l'avouaient pas. Ils faisaient trop les fiers. Ils se posaient comme des paladins et des bravaches qui volaient à un rendez-vous sur les ailes de l'honneur, pour revenir, prompts et terribles comme la foudre, mettre à la raison les patriotes. Je ne sais si, dans mon département, il y eut un château pillé ou incendié; je n'en ai pas eu connaissance. Ce que je sais parfaitement, c'est qu'avant et pendant l'émigration les nobles fourmillaient dans la ville de Poitiers, et qu'ils y étaient autant en sûreté que les autres citoyens.

Il en était autrement des prêtres; ils n'émigraient pas, ils restaient dans le pays pour soulever le peuple contre la Révolution. L'évêque Beaupoil de Saint-Aulaire, dit à l'Assemblée, sur le serment civique : « Messieurs, j'ai 70 ans révolus; j'en ai passé 35 dans l'épiscopat où j'ai fait mon possible pour remplir mes devoirs. Accablé d'années et d'infirmités, je ne déshonorerai pas ma vieillesse. Je ne puis prêter un serment qui n'est pas dans ma conscience; j'aime mieux vivre dans la pauvreté; je prendrai mon sort en esprit de pénitence. » Ces paroles eurent un grand retentissement dans le clergé du Poitou. Loin de se résigner à son sort, il prêcha le schisme qui alluma la guerre

de la Vendée, et, après avoir jeté le brandon, il émigra.

Pour récompenser le curé Lecesve du bon exemple qu'aux États-généraux il avait donné en se réunissant au Tiers-État, ses concitoyens le nommèrent évêque constitutionnel. Cette élection fut célébrée par une messe solennelle et un *Te deum* auquel assistèrent toutes les autorités. Le nouvel évêque quitta l'Assemblée nationale pour venir prendre possession de son siège. La garde nationale alla au-devant de lui jusqu'à une lieue. Il fut complimenté à la porte de la ville par les corps administratifs; toutes les cloches étaient en branle; on tira le canon. Il alla descendre au modeste domicile de l'ancien curé congruiste de Sainte-Triaie. Ses paroissiens allumèrent un feu de joie. Le lendemain, il fut installé à l'évêché. Douze jours après il mourut, âgé de 58 ans. Le clergé réfractaire répandit que c'était une punition du ciel. Il fut remplacé par l'abbé Montaut, qui fut sacré par les évêques d'Indre-et-Loire, des Deux-Sèvres, de la Vendée. Le soir ils allèrent tous à la séance des Jacobins où l'évêque d'Indre-et-Loire présida.

Les deux évêques du département de la Vienne étaient des hommes de bien, animés de l'esprit de paix, de mœurs irréprochables. Mais saint Pierre serait venu en personne exercer l'épiscopat constitutionnel, que les prêtres réfractaires l'auraient anathématisé comme l'Antechrist. Car si, pour quelques-uns, le schisme était une affaire de conscience, c'était en général, et à commencer par la Cour de Rome, une affaire de calcul temporel et d'intérêt matériel. C'est pour cela que les patriotes haïssaient plus les prêtres que les nobles. Ils ne pardonnaient pas aux ministres d'une religion d'abnégation, de paix et de

charité, de souffler la discorde, la révolte aux lois et la contre-révolution. Ce fut surtout lorsque les dissidents, regardant les églises comme souillées par les prêtres constitutionnels, allèrent officier en cachette dans des oratoires particuliers, que le peuple s'irrita et leur donna la chasse. Ainsi le dimanche, lorsque la garde nationale revenait de l'exercice, des gardes-nationaux quittaient leurs rangs, se répandaient en petites bandes dans les campagnes, arrêtaient les prêtres chambrelans pris en flagrant délit, les amenaient en ville au milieu des huées des uns, des gémissements des autres, et les déposaient à l'Hôtel-de-Ville, croyant avoir fait la plus belle expédition du monde ; les autorités, et moi particulièrement, nous blâmions la conduite de ces prêtres ; mais les persécutions religieuses me répugnaient. Nous ne pouvions approuver des voies de fait ; les réprimer, les prévenir par voie d'autorité, ce n'était pas facile ; on ne pouvait employer que la persuasion. Lorsque la nuit était venue, nous faisons comparaître ces prêtres, et après leur avoir fait des remontrances, nous les mettions en liberté en leur disant : *Allez et ne péchez plus*. Ils le promettaient, et recommençaient, car ils aimaient à se donner un air de martyrs. Tant que je fis partie de l'autorité municipale, elle ne leur accorda pas cette satisfaction. Grâce à la modération du peuple, des patriotes et des autorités, il n'y eut pas un seul meurtre politique dans la ville de Poitiers ; je crois pouvoir ajouter ni dans le département.

Si, dans le principe, la ville de Poitiers n'avait pas suivi avec chaleur le mouvement révolutionnaire, elle n'éprouva pas non plus ces secousses violentes qui l'avaient accompagné dans beaucoup de contrées. Le

calme dont elle avait joui, un instant, fut troublé ; ce ne fut pas pour cause de révolution. Les subsistances servirent de prétexte. Sous ce rapport, le peuple était facile à s'alarmer. Soit qu'il fût provoqué par des agitateurs politiques, soit qu'il fût poussé par ses frayeurs, il poursuivait de ses anathèmes les marchands de blé, comme accapareurs. De la menace, il passa à l'action. Depuis plusieurs années, M. Jérémie Tribert avait établi des moulins et faisait le commerce des farines ; il avait des marchés avec le gouvernement et fournissait la marine à Rochefort. Un jour le peuple se souleva, se porta sur ses moulins, les démolit, le poursuivit au quartier de la cavalerie où il s'était sauvé, et menaça sa vie. L'autorité ne put ou n'osa point réprimer ce désordre. Les deux régiments de la garnison eurent beaucoup de peine à le soustraire à la fureur du peuple et à le conduire à l'hôtel-de-ville. La nuit seule mit fin à cette émeute. La municipalité en profita pour lui rendre sa liberté ; il sortit de la ville pour se mettre en sûreté. Cet événement qui porta un coup fatal à la fortune de M. Tribert, puisqu'il fut obligé de renoncer à son commerce, resserra les liens qui m'attachaient à sa fille et à lui. Il supporta ce malheur avec courage et résignation ; son dévouement à la Révolution n'en fut point ébranlé.

En 1789, la France était toute monarchique. De l'ancien régime, la Révolution n'avait, pour ainsi dire, laissé debout que la royauté. Elle avait perdu ses anciens appuis. Le roi n'acceptait que de mauvaise grâce les nouvelles institutions et les détestait au fond de son âme. Elles étaient attaquées ouvertement par les nobles et les prêtres. On n'avait plus de confiance dans le roi constitutionnel. Depuis deux ans, l'opinion monarchique s'était

singulièrement affaibli. Avec un roi, on était de fait comme en république. En fuyant clandestinement de Paris, Louis XVI porta un coup mortel à la royauté. La nouvelle arriva à Poitiers, le 24 juin, à huit heures du matin. Il y eut, au premier moment, de la surprise et de la stupeur. Bientôt les patriotes se félicitèrent d'être débarrassés du roi ; il y en eut qui crurent à la République. Le directoire du département s'empessa de convoquer toutes les autorités administratives et judiciaires. Elles renouvelèrent le serment civique, jurèrent fidélité à la nation, à la loi, au roi, et de maintenir la constitution. Le roi se trouvait dans la formule, mais le serment était une protestation contre lui. Le lendemain il fut prêté par la garde nationale, la troupe de ligne, et toute la population. On apprit bientôt l'arrestation du roi et son retour à Paris. On se réjouit de le voir humilié et prisonnier, comme d'une grande victoire remportée sur la royauté. Le serment civique semblait maintenir la monarchie. Si l'Assemblée nationale en avait retranché le nom du roi, on ne l'aurait pas prêté avec moins d'enthousiasme. Il ne décidait pas la question de la personne royale. Beaucoup de patriotes, et j'étais de ce nombre, ne concevaient pas comment on pouvait désormais concilier l'existence de la constitution avec un roi qui venait de se parjurer, de désertier le trône, et de publier contre la Révolution le plus sanglant manifeste. Il semblait qu'il y avait là une incompatibilité radicale que nulle puissance ne pouvait effacer.

La révision de la Constitution était très-avancée, et l'Assemblée nationale allait terminer sa laborieuse session. On procéda à l'élection des députés à l'Assemblée législative. Le département de la Vienne en nommait

huit. Les choix portèrent sur des fonctionnaires déjà investis de la confiance publique, patriotes modérés et constitutionnels, parmi lesquels il n'y avait pas un homme d'État ni un orateur (1). Les deux autres départements du Poitou n'étaient pas plus riches ; excepté Jard-Panvilliers et Lecointe-Puyraveau qui n'étaient pas sans quelque mérite. Les élections furent faites consciencieusement, et sans aucune brigue. Un citoyen n'aurait osé se poser ouvertement comme candidat, ni solliciter des suffrages.

Allard, élu député, laissait vacante la place de procureur de la commune de Poitiers ; j'y fus nommé par mes concitoyens.

La Constitution fut publiée à Poitiers avec une grande solennité. Il y eut des réjouissances publiques. La joie fut générale et sincère. On croyait la Révolution consolidée et finie. L'Assemblée l'avait déclaré comme si cela eût été en sa puissance.

Mon père revint dans ses foyers avec une grande satisfaction. Bien qu'il eût fourni obscurément sa carrière législative, fidèle à la Révolution, il avait siégé et voté avec le parti patriote. Sans ambition, incapable d'intrigue, probe et indépendant, il n'avait pas eu la moindre pensée de profiter de sa position pour lui et sa famille. Il revenait avec une médiocre fortune, qui était loin de suffire à son existence. Retourner au barreau à son âge, après une longue interruption, c'était assez difficile. La clientèle avait disparu, de nouveaux avocats étaient en

(1) Allard, professeur de droit, procureur de la commune ; Belleroche, Ingrand, Piorry, membres du directoire du département ; Martineau, Pressac des Planches, juges ; Guillaud de l'Étanche, Montaut, Desilles.

possession des affaires. Il n'avait donc pour ressource que les emplois publics, et encore dans sa ville il ne les aurait jamais brigués. Heureusement ses concitoyens lui conservaient leur estime, et pensèrent toujours à lui. Le corps électoral ne s'assemblait pas sans l'honorer de ses suffrages ; il venait d'être nommé président de tribunal criminel. La municipalité fut chargée d'installer le tribunal. Comme procureur de la commune, je requis l'installation de mon père. Il y eut des discours prononcés dans lesquels on fit allusion à cette circonstance dans des termes honorables pour nous deux.

L'ardeur avec laquelle je me livrais à la politique ne me fit point négliger la liaison que j'avais formée en 1789 avec mademoiselle Tribert. Nous nous mariâmes à la fin de 1791. Le sentiment plus que l'intérêt présida à notre union. Elle nous a aidés puissamment à supporter les diverses vicissitudes d'une vie longuement agitée.

Dès le début de l'Assemblée législative, il fut facile de voir que la Révolution n'était pas finie, ainsi que les législateurs constituants l'avaient proclamé. Ils avaient légué à leurs successeurs une situation dont la politique extérieure augmentait les embarras. La Révolution était plus que jamais menacée par le roi, la cour, l'émigration, les prêtres, les puissances étrangères. Les défiances, les haines, avaient remplacé l'union et l'enthousiasme des premiers jours. Les patriotes étaient divisés. Les pouvoirs, les autorités étaient sans énergie, sans force.

Poitiers fut le théâtre d'une émeute d'ouvriers, soufflée par les aristocrates, et dont le prétexte était le prix du pain. Il y périt un homme. L'autorité fut obligée de déployer tous ses moyens pour contenir le peuple qui demandait la tête du maire.

Afin de donner quelque satisfaction au peuple et d'apaiser ses ressentiments , les autorités délibérèrent d'envoyer un commissaire à Paris, pour exposer à l'Assemblée législative les besoins des ouvriers et lui demander quelques secours. Je fus chargé de cette mission ; je comparus à la barre, et je fus assez heureux pour obtenir et rapporter une cinquantaine de mille francs. Pendant les quelques jours que je restai à Paris, j'en vis assez pour me convaincre que la Révolution était loin d'être terminée, et qu'une grande commotion était inévitable. A Poitiers, en général, les autorités la redoutaient plus qu'elles ne la désiraient. Influencées par la majorité des députés de notre département qui étaient du parti *Feuillant*, elles voulaient le maintien de la Constitution, ni plus, ni moins. Un autre esprit animait la Société populaire; excitée par les députés Piorry et Ingrand, elle marchait sur les traces de celle des Jacobins de Paris, dont ils étaient membres. Là s'entretenait le feu révolutionnaire. Ces Sociétés étaient une grande puissance.

Toute ma famille était patriote, et contribuait, autant qu'il était en elle, à la défense de la Révolution. A la formation du premier bataillon de volontaires, les employés du district de Poitiers, parmi lesquels j'avais un frère, avaient arrêté que l'un d'eux partirait pour les frontières. Ils allaient tirer au sort; la plupart étaient pères de famille. Mon frère ne voulut point le permettre, et se dévoua pour ses camarades; il l'annonça à la Société populaire par une lettre brûlante de patriotisme, et partit le 13 mai 1792.

La journée du 20 Juin où la demeure du Roi fut envahie et sa personne exposée à de graves outrages, fit dans le premier moment une impression pénible. Le Di-

rectoire du département, en publiant la proclamation royale, exprima son indignation. Les autorités subalternes gardèrent le silence. La réflexion vint, et ne fut pas favorable au Roi. On récapitulait ses torts, et on leur attribuait l'exaspération du peuple de Paris. L'avilissement impuni de la royauté lui enlevait toute confiance et fut regardé comme l'avant-coureur de sa ruine.

La garde nationale se proposait d'envoyer des députés à Paris pour la fédération du 14 juillet, le ministre de l'intérieur écrivit au Directoire de département pour en empêcher. On ne crut pas devoir passer outre. Les gardes nationales du district de Poitiers se réunirent dans cette ville et y célébrèrent leur fédération (31 juillet).

La municipalité déclara le décret qui déclarait la patrie en danger et prit des mesures pour activer les enrôlements (5 août); dans quelques jours, plus de 200 hommes vinrent s'inscrire; 50 s'engagèrent à se charger chacun d'un enfant de volontaire. Plus de 100 souscrivirent pour des contributions en argent. Le second bataillon de la Vienne fut bientôt formé et en marche.

Lorsqu'un courrier apporta la nouvelle de la bataille du 10 août, personne n'en fut surpris. Elle était décisive; on n'hésita pas. Le décret qui suspendait le Roi et convoquait une Convention nationale fut proclamé solennellement. L'adhésion fut instantanée, générale; le nouveau serment fut prêté avec enthousiasme. Les royalistes en petit nombre se turent et se renfermèrent chez eux. Cette révolution ne fut suivie, dans le département, d'aucune violence, d'aucune persécution.

Par son décret pour la convocation d'une Convention nationale, l'Assemblée législative s'était tenue dans une extrême circonspection. Elle suspendait le Roi de ses fonc-

tions et annonçait la nomination d'un gouverneur du prince royal. Ces dispositions, la dernière surtout, semblaient indiquer que l'Assemblée inclinait pour le maintien de la royauté. Sous ce rapport, elle était en arrière de l'opinion qui avait préparé le 10 Août, et qui, depuis le triomphe du peuple dans cette grande journée, faisait explosion de toutes parts. Les esprits ardents et révolutionnaires appelaient de leurs vœux la République; les esprits les plus modérés ne voyaient pas comment on pouvait conserver la monarchie. Rétablir Louis XVI? personne n'osait y penser. Le prince royal? un enfant, une régence pour gouverner dans les tempêtes de la Révolution et de la guerre! sur le trône le fils d'un Roi détrôné! le rejeton d'une dynastie qui, à la tête de l'émigration, et à la suite de l'étranger, combattait contre la patrie! La branche d'Orléans? son chef était décrié. Il avait hautement abdiqué dans plusieurs circonstances, pour lui et sa famille, les droits éventuels attachés à sa naissance, et déclaré qu'ils n'ambitionnaient d'autre titre que celui de citoyens. Enfin la race des Bourbons avait fait son temps, elle était usée; la Révolution l'avait dépouillée, ainsi que la royauté, du reste de prestige sous lequel se cachait leur décrépitude.

Quant à la personne royale, à Louis XVI, il n'y avait qu'une seule voix, qu'un seul cri. On l'accusait de trahison, d'attentat aux libertés de la nation, à son indépendance; on demandait vengeance, son jugement, sa punition. C'est ce qu'attestent tous les documents publics du temps. Les partisans de Louis XVI, s'il en avait, gardaient le plus profond silence.

C'est dans cette situation que, le 26 août, se réunirent les assemblées primaires pour nommer les électeurs;

sept jours après, l'assemblée électorale de la Vienne ouvrit ses séances à Châtellerault et nomma les députés à la Convention nationale. Je m'y rendis comme électeur. Il n'y eut pas plus de brigue ni de cabale que pour l'élection des députés à l'Assemblée législative. Chacun était venu sans avoir subi de sollicitations, sans engagement, avec pleine liberté d'opinion et de conscience. On demandait aux hommes les plus connus, et en qui on avait confiance : *Qui nommerons-nous ?* Mais personne ne répondait et n'aurait osé répondre : *Moi*. S'il y avait des ambitieux, la pudeur les empêchait de se nommer. Solliciter soi-même les suffrages, c'était le moyen d'être repoussé. Telles étaient alors la pureté et la délicatesse des mœurs politiques. Naturellement l'attention des électeurs se porta d'abord sur les députés à l'Assemblée législative. Ils en nommèrent trois : Ingrand, Piorry et Martineau, les plus patriotes. On ne jugea pas que les autres fussent à la hauteur des circonstances. Les suffrages se portèrent ensuite sur trois ex-constituants, patriotes éprouvés, Dutrou-Bornier, Bion et Creuzé-Latouche, enfin sur Creuzé (Pascal), maire de Poitiers, et sur moi. Je fus d'autant plus surpris et flatté de cette honorable distinction, que loin d'y prétendre, je n'y avais pas du tout pensé. Malgré la fermeté de mon caractère, et mon dévouement à la cause nationale, je me trouvais bien au-dessous de cette haute mission. Je n'avais que 27 ans ; je ne sentais que trop combien mon instruction était incomplète ; je regrettais d'être lancé si tôt dans une carrière que je n'avais pas la conscience de pouvoir parcourir de manière à servir utilement ma patrie et à lui faire honneur.

Les assemblées électorales s'étant réunies dans toute la

France, le 2 septembre, on a dit que les députés de la Convention furent nommés sous l'empire d'une terreur causée par les massacres qui commencèrent à Paris ce jour-là. Je crois qu'à très-peu d'exceptions près, Paris, par exemple, cet événement déplorable n'eut aucune influence sur les élections. J'ose en répondre pour mon département. Lorsque la nouvelle arriva, les opérations étaient finies, ou très-avancées. Elles l'étaient dans l'est, l'ouest et le nord du royaume. Ce fut l'horreur et non la terreur que les massacres répandirent dans la généralité des départements ; ils n'y furent pas imités, malgré les provocations qui partirent de Paris.

Ingrand, membre du Comité de sûreté générale, écrivait le 3 septembre à la Société populaire de Poitiers : « On a découvert une conspiration nouvelle dont l'objet était de faire sortir des prisons tous les brigands qui auraient pillé Paris, tandis que la plus grande force en serait sortie pour aller à l'ennemi. Dans cette situation, on a cru, que pour assurer la tranquillité de la ville, il fallait faire sortir des prisons tous ceux qui n'étaient point détenus pour cause de vol, assassinat, ou conspiration contre l'État, et que les autres devaient être mis à mort sur le champ. En conséquence on s'est porté sur toutes les prisons et maisons d'arrêt, et tous ceux qui ont été reconnus être des voleurs, assassins, fabricateurs de faux assignats et conspirateurs, ont été exécutés par le peuple, à la porte des prisons ; les autres ont été mis en liberté. »

Piorry écrivit le 6 à un de ses amis ; « On a massacré depuis sept ou huit jours tous les bandits, scélérats et contre-révolutionnaires qui étaient enfermés dans les prisons de Paris. Le nombre s'élève à 7 ou 8,000 hommes.

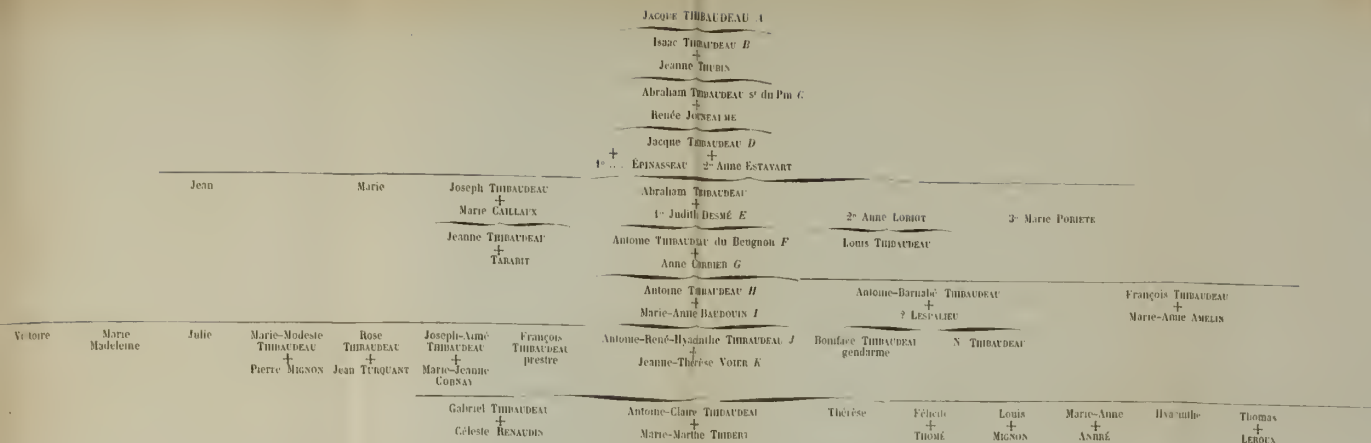
Tous les prisonniers d'Orléans sont maintenant accrochés aux arbres de la forêt de Seriot ; c'est un bruit qui se répand. Cet exemple terrible doit, dit-on, se propager dans toutes les villes du royaume. Gare aux aristocrates de toutes les couleurs ! »

Lorsque ces apologies des massacres arrivèrent à Poitiers, les opérations électorales étaient terminées. Excepté peut-être quelques prêtres, il n'y avait pas à Poitiers de prisonniers politiques. Il ne vint à l'idée de personne d'attenter à leur sûreté. Il y arriva deux commissaires de la commune de Paris, ayant mission du pouvoir exécutif de faire dans le département toutes les réquisitions qu'ils jugeraient nécessaires au salut de la patrie. C'étaient deux prêtres, Xavier Audoin et Loiseau-Grandmaison. L'objet de leur mission était l'enrôlement de volontaires, leur armement, leur équipement. Tous les citoyens furent convoqués à la promenade des Gilliers. Les commissaires pérorèrent. Les uns s'enrôlèrent, les autres donnèrent leurs armes, leur uniforme ; je donnai le mien. Mon père se dépouilla d'une redingote bleue qu'il avait sur son habit. Le soir, les commissaires vinrent à la société populaire. On y prononça des discours sur les dangers de la patrie. Les filles qui assistaient à la séance jurèrent de ne se marier qu'avec des hommes qui auraient marché à la frontière. Le lendemain, l'évêque Montaut bénit le drapeau que les dames patriotes avaient brodé pour le second bataillon de la Vienne, qui se mit en marche. Je prononçai un discours, ce fut le dernier. Je partis pour Paris.

FIN.

PIÈCE JUSTIFICATIVE

Antoine-René-Hyacinthe Thibaudeau, l'auteur d'un *Abrégé de l'histoire du Poitou*, avait établi une généalogie de sa famille avec tableaux indiquant toutes les alliances. En tête de la table, il dit : « J'ay fait cette généalogie sur des actes que j'ay, qui remontent jusqu'à mon huitième ayeul qui était marchand de draps dans la ville de la Chataigneraie, en bas Poitou ; » et en tête du tableau que nous publions et qui a pour titre : « La famille Thibaudeau de Poitiers, » il ajoute : « la filiation de ce tableau est prouvée par des contrats de mariage et autres pièces que nous avons ; il paraît que nos ayeux étaient tous protestants, au moins à commencer par Isaac Thibaudeau, et sans doute ce fut son père Jacques qui embrassa la nouvelle réforme introduite en France en 1533 ; il vivait en 1557. »



- A 1 était marchand de draps dans la ville de La Chataigneraye département de la Vendée
- B Marchand à La Chataigneraye. Qualifié noble homme dans des actes de 1399 et 1610.
- C Marchand au même endroit. Qualifié *erre*, *boniste* *persone* dans des actes de 1633, 1634, 1616.
- D Demeurant dans son domaine à la Jarlière près La Chataigneraye.
- E Elevée par ordre du Roy en 1710 et renfermée au convent des [Dames] de l'Union chrétienne à Luçon. Fille d'Abraham Desmés du Beugnon.
- F Vivait dans son bien à Saint-Pierre du Chemin. Commanlé par le maréchal de Chamilli pour se rendre à son armée. mort et arm. en draps. mort en 1744.
- G Fille de Pierre Corbier de Fontenay mort en 1746.
- H Promueur et greffier de police. marié le 2^e janvier 1737. mort le 17 janvier 1759.
- I Fille de René Baulouin notaire et greffier de la police. mort le 6 juillet 1752.
- J Né le 2 novembre 1737. marié le 31 mai 1761. député aux États-Généraux de 1789 (mort le 23 février 1810).
- K Née le 26 juin 1738, fille de Gabriel Voir. assassinat. mort à Bellefosse en 1783.

Duke University Libraries



D003735150

C506

John
arr

a d

F: 9

I
S

Mar. 1

923.244 T424B

313829

